

هنا من الأمل

Équipée pour détecter la vie

La sonde Viking doit se poser sur Mars mardi à 13 h 12

LIRE PAGE 26

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. Aliénation, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, \$ 0,65 ; Danemark, 2 kr. Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 drs. ; Iran, 48 rls. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 ¥. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,70 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. d. g.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ÉCRIVAINS
75477 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4201-23 PARIS
Tél. Paris 67 60 62
Tél. : 246-72-23

L'indiscrétion de M. Helmut Schmidt embarrasse Paris et Londres et choque vivement les Italiens

LA SAINTE ALLIANCE

Loin de saluer les propos du chancelier Schmidt sur l'interdiction de toute aide économique à l'Italie au cas où les communistes participeraient au pouvoir, le *Popolo*, quotidien de la démocratie chrétienne, les a qualifiés de « chantage ». Alléguant, ils ont accablés avec gêne : on avait, certes, les Occidentaux usés, pour conserver un même conformisme à leurs conceptions, de l'arme économique, comme ce fut le cas au Portugal au dernier. On avec une indignation plus rituelle sans doute se profère : l'agence *Tass* parle d'une « ingérence grossière dans les affaires intérieures de l'Italie », mais combien de fois l'U.R.S.S. n'a-t-elle pas coupé, dans le passé, à des partenaires récalcitrants ?

Le chef du gouvernement allemand est confronté de jugements vagues sur les problèmes intérieurs de ses voisins et alliés. Passant dans l'expression, il rend en charge un rôle de meneur qui se retourne contre l'image de l'Allemagne fédérale avait sonner d'elle depuis trente ans. L'accumulation de telles « piffes » déstabilise l'unité de l'Allemagne fédérale, mais il n'y a-t-il que la maladresse sans cette intervention ?

De toute évidence, le chancelier Schmidt a parlé en fonction du climat électoral de son pays. Pour condamner l'évolution italienne, il rejette sans nuances ses adversaires de la C.D.U., notamment M. Franz-Josef Strauss. Il dénonce les socialistes allemands de tout soupçon de « stratégie de l'attente » à l'égard des communistes. Il dit, « extrémisme allemand », mais il s'agit d'un « extrémisme allemand », estimant ainsi ce qui ne saurait être assimilé.

Mais M. Schmidt n'est pas seul en cause : M. Giscard d'Estaing, que cette affaire semble en embarras, a partagé, si on en croit le chancelier, l'analyse politique et les décisions concernant l'Italie dans des conditions de clandestinité et d'« ingérence incroyables ». Selon cette apparence, le président de la République, M. Gerald Ford, Reagan et Helmut Schmidt, ont été sensibles aux arguments en faveur de la campagne électorale, M. Amintore Fanfani avait dit valoir à leurs ambassadeurs : savoir qu'il était seul en mesure de garantir qu'un cabinet soutenu par les communistes ne renverrait pas les alliances.

Mais les réalités italiennes sont difficilement méconnaissables : il est malaisé de constituer un gouvernement à Rome en laissant le P.C.I. totalement sur la touche. Une tentative en ce sens a peu de chances de durer. Tout au plus, on se retrouverait devant le problème de l'entente avec les communistes.

Même si, pour le chancelier Schmidt, il s'agit seulement de signifier que l'Allemagne ne valait pas — encore que l'ambassadeur des investissements allemands en Italie rende cette allusion douteuse — la question de l'assistance économique reste ouverte pour la Communauté européenne dans son ensemble. Et il se sera en termes politiques, les communistes italiens, qui ne peuvent guère compter sur une aide de l'Europe de l'Est, étant donné le déficit de la balance des paiements de celle-ci, en sont bien conscients. La pression décide à l'« a-t-elle » à élever la barre.

Est-il honorable, est-il habile, c'est la part des responsables européens, à commencer par le président Giscard d'Estaing, de lancer les dirigeants italiens devant de tels ultimatum, qu'une nation digne de ce nom n'accepterait ? M. Mitterrand n'a pas tort de parler, à ce propos, de la ligne Berlinguer actuelle, c'est briser tout un processus de distanciation des communistes avec l'Europe via la C.E.E. C'est d'ailleurs, d'après les articles de gauche dans l'« a-t-elle », favoriser la restauration en Italie d'une coupure psychologique et politique proche de la guerre civile. Nul ne peut assurer que les amis politiques de l'actuelle majorité française en seraient les bénéficiaires.

La gauche française dénonce une « ingérence inadmissible »

La décision prise, selon M. Schmidt, par l'Allemagne fédérale, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, de ne pas aider l'Italie si des communistes entrent dans son gouvernement (le *Monde* date du 18-19 juillet) est dénoncée par tous les grands partis italiens. Les réactions du chancelier allemand ont été confirmées à Washington, mais avec quelques atténuations : la présence de communistes à des postes secondaires serait acceptable.

Elles embarrassent, en revanche, Londres et surtout, semble-t-il, Paris, où en fin de matinée, lundi 19 juillet, il n'était pas encore possible d'obtenir de l'Élysée ou du Quai d'Orsay des commentaires ou même une confirmation de la nouvelle. Les partis de gauche s'accrochent pour dénoncer une « ingérence inadmissible », et M. Mitterrand parle d'une nouvelle « Sainte Alliance ». On n'enregistre pas de réactions dans les partis de la majorité, exception faite du Centre des démocrates-sociaux : le parti de M. Lecanuet souligne que la Communauté européenne « n'a plus aucun sens si elle ne respecte pas la liberté des choix politiques de chacun de ses membres ».

De notre correspondant

Rome. — Bien qu'elle soit habitée à l'abri du genre d'humiliation, la classe politique italienne a réagi assez vivement aux révélations de M. Schmidt. Ce n'est pas la première fois ni sans doute la dernière que l'Italie est traitée comme un pays non seulement malade, mais incapable de décider lui-même de son sort. Les réactions des partis ont donc un accent commun. Démocrates-chrétiens et communistes s'accrochent pour dénoncer le « chantage », mais s'ils sont profondément divisés sur l'essentiel du débat.

La sortie du chancelier ne peut que gêner M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné, dans sa tentative de former le nouveau gouvernement. Il était bien parti et on lui donnait, avant le week-end, des chances raisonnables de réussir : la coalition de centre gauche ne serait sans doute pas renouvelée mais un cabinet démocrate-chrétien renforcé par la présence de « techniciens » et peut-être même de ministres républicains pourrait être toléré par les socialistes et les communistes. Il n'est pas dit cependant que cet épisode joue un rôle déterminant dans les consultations en cours : la démocratie chrétienne est fermement opposée à une entrée des communistes au gouvernement et ne peut, seul, déterminer pour obtenir une aide économique étrangère. Elle semble même exclure la participation formelle du P.C.I. à la majorité. Seule l'absence de celui-ci faisait l'objet de discussions. D'ailleurs, l'économie italienne ne s'est jamais portée

aussi bien depuis le début de l'année : l'argent rentre à flots, non seulement grâce aux touristes, mais aussi grâce aux Italiens rassurés par le résultat des élections qui ont rapatrié un peu de leur fortune ; la production industrielle a augmenté sensiblement. Pour être précise, et accompagnée d'une forte inflation, cette reprise n'en donne pas moins de l'assurance et un peu de fierté aux dirigeants.

ROBERT SOLE.

(Lire la suite page 4.)

La baisse du franc s'accélère

La baisse du franc s'est accélérée, lundi 19 juillet. Dès le début de la matinée, le cours du dollar, qui s'était inscrit à 4,99 francs environ à la veille du week-end, débordait le niveau de 4,90 francs et atteignait même, un moment, 4,95 francs pour retomber un peu par la suite. De même le cours du deutchemark, fixé à 1,89 franc à la veille du week-end, passait à 1,90 franc pour s'élever à 1,92 franc avant de se replier ultérieurement. Le franc suisse qui, depuis huit jours, bat quotidiennement son record de hausse sur la place de Paris, a frôlé 2 francs à 1,9950 franc, puis a cédé un peu de terrain. En revanche, le livre sterling, elle, s'est très peu approchée vis-à-vis du franc (8,70 francs contre 8,65 francs) en raison de sa faiblesse actuelle.

La Banque de France n'est pas plus intervenue le lundi 19 juillet sur le marché des changes qu'elle ne l'avait fait le vendredi précédent, s'abstenant de libérer de lutter contre le courant insulaire par l'exportation des trois premières semaines de l'année, où elle avait consacré plusieurs milliards de dollars à la défense du franc sans empêcher ce dernier de quitter le « serpent » monétaire européen. Elle préfère ne pas gaspiller en vain ses réserves. — F. R.

(Lire la suite page 24.)

Le dialogue Nord-Sud dans l'impasse

L'ordre du jour n'a pu être arrêté

La conférence de Paris, au sein de laquelle se poursuit, depuis le début de 1976, le dialogue dit « Nord-Sud » entre les représentants de huit pays industrialisés et ceux de dix-neuf nations en développement est dans l'impasse. Après l'échec, au début juillet, de la réunion entre les « 27 » au niveau des « hauts fonctionnaires », les quatre commissions de travail ne sont pas davantage parvenues à s'entendre sur l'ordre du jour, le débat portant sur la priorité à donner aux deux questions jugées essentielles par les pays du tiers-monde : le maintien du pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation, l'ajustement de leur endettement.

Les deux coprésidents de la conférence, M. Guerrero (Venezuela) et McEachen (Canada), vont maintenant procéder à des consultations avec les gouvernements intéressés, afin de tenter de sortir de l'impasse ; les commissions devraient, en effet, reprendre leurs travaux le 23 septembre. Mais une véritable relance du dialogue Nord-Sud paraît peu probable avant les élections présidentielles aux États-Unis, en novembre. Les dix-neuf pays en développement ont regretté le 19 juillet, par la voix de M. Guerrero, l'« attitude négative » et l'« absence de volonté politique » de plusieurs représentants de nations industrialisées.

Au cours des deux dernières semaines, les vingt-sept membres de la conférence de Paris, qui s'étaient réunis pendant le premier semestre à l'analyse des problèmes que pose l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial », ne sont pas parvenus à s'accorder sur la liste des questions que les quatre commissions de la conférence doivent traiter en priorité et tenter de régler avant de céder la place à la conférence ministérielle finale, prévue pour décembre. Sur deux points essentiels — le maintien du pouvoir d'achat des recettes d'exportation des pays en développement et l'ajustement radical de leur endettement — les uns et les autres n'ont pu surmonter leurs divergences.

Le groupe des « 19 », les dix-neuf nations en développement, a déclaré que les négociations ne pouvaient pas se poursuivre sans la participation de la diplomatie américaine en tant que partenaire à la perspective des élections. Sans trop se faire d'illusions, ils se demandent si une victoire du candidat démocrate, M. Jimmy Carter, qui joue la carte de l'idéalisme du peuple américain et qui multiplie actuellement les déclarations favorables au tiers-monde, permettra une relance décisive du dialogue Nord-Sud.

L'hypothèse d'une rupture prochaine au sein de la conférence de Paris paraît donc exclue. Les dix-neuf pays en développement et les huit pays industrialisés préfèrent sans doute laisser le temps au nouveau président des États-Unis, quel qu'il soit, de s'installer au pouvoir et de proclamer ce qu'il entend faire son pays pour stimuler vigoureusement la coopération économique internationale, tant dans l'intérêt des pays nantis que dans celui des pays qui n'arrivent point à valoir leur pauvreté.

JEAN SCHWEEBEL.

(Lire nos informations page 24.)

Des représentants de la République

Par MAURICE DUVERGER

L'élection du Parlement européen au suffrage universel va-t-elle provoquer, en France, une nouvelle bataille de la C.E.D., avec la même issue ? On le croirait si l'on prenait au mot les déclarations de responsables de l'U.D.R. et du P.C. Gaullistes et communistes ont les moyens de faire rejeter tout projet de loi appliquant chez nous les recommandations de Bruxelles et d'empêcher ainsi l'élection des représentants français, ce qui obligerait à conserver l'Assemblée communautaire sous la forme actuelle.

Les deux partis auraient-ils intérêt à s'engager dans cette voie ? En prenant l'initiative d'un combat spectaculaire et en le gagnant, ils pourraient retrouver, l'un et l'autre, le premier rôle qu'ils ont perdu dans

leurs alliances respectives. L'indépendance nationale serait un bon terrain pour une opération de ce genre. Elle touche la sensibilité populaire. Elle donne l'impression de dépasser les querelles partisans pour s'élever au-dessus des luttes politiques ordinaires. Elle jouera probablement un rôle non négligeable dans les élections législatives de 1978.

Sans doute les sondages montreraient que nos concitoyens sont plutôt favorables à une initiative dans laquelle ils voient une démocratisation des institutions européennes. Mais cette position de départ pourrait se modifier au fur et à mesure qu'on développerait certaines implications cachées de l'entreprise.

(Lire la suite page 5.)

Le long hiver chilien

1. — La dictature se consolide

Le notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Santiago. — En janvier, il était encore optimiste. Dans son bureau d'avocat (au Chili, les hommes politiques sont souvent avocats), cet ancien ministre de M. Frei (1) parlait sur la montée des oppositions et les dissensions de l'armée. Le régime, selon lui, perdait peu à peu ses appuis : les mineurs du cuivre, les employés de banque ne montraient plus d'amour pour les militaires. Un sérieux remue-ménage agita les casernes, le général Arellano Stark, chef d'état-major de la défense nationale, ami puis adversaire du général Pinochet, venait de démissionner — à son corps défendant. Enfin, les Américains ne cachaient plus une irritation grandissante.

« Attendez le milieu de l'année », disait notre interlocuteur. Le milieu de l'année est arrivé. L'optimisme arlier s'est changé en amertume. Certes, les Américains ont concrétisé leur hostilité. Le général Pinochet a été obligé d'annoncer la libération de quelques centaines de prisonniers politiques. Mais la conférence de l'O.E.A. (Organisation des États américains), en juin, a montré un Kissinger singulièrement conciliant à l'égard du chef de la junte. Et le président chilien, qui paraissait en si mauvaise posture à la fin de l'année dernière, est aujourd'hui plus solide que ja-

mais. Non, décidément, les propos ne sont pas à l'optimisme dans les milieux de l'opposition à Santiago. Un peu partout c'est la même constatation : « La dictature se consolide. »

Rien n'a donc changé ? Du côté du pouvoir, on affirme, bien sûr, le contraire. Un dirigeant assure que la junte s'est convaincue de la nécessité d'améliorer son « image », non pas du fait des pressions extérieures (c'est une idée, notre sang théo-basque ne fait qu'un tour), mais d'un large consensus interne. Un journaliste gouvernemental explique pourquoi le « new-look » observé pendant la réunion de l'O.E.A. lui semble ne pas relever que de l'opportunisme : « Le débat sur les droits de l'homme ne s'est pas seulement ouvert entre les délégués latino-américains, mais dans le Chili tout entier. Les journaux ont publié les accusations portées contre la junte. Beaucoup ont pris tout à coup conscience que le problème existait. » Selon ce même journaliste, les « violations » des droits de l'homme — puisque c'est la formule consacrée — ont nettement diminué ces derniers mois. Enfin les mécanismes juridiques créés par le général Pinochet et destinés — en théorie — à proté-

ger les détenus, sont autant de « lignes de combat » possibles pour les avocats, l'Église et même une partie de la presse.

« Citez-moi un pays où les dirigeants annoncent eux-mêmes qu'ils ont puni, et continueront de punir les tortionnaires ! »

(Lire la suite page 5.)

LA « NEUVIÈME » A ORANGE

La liberté selon Rostropovitch

La « 9^e Symphonie » de Beethoven, a peut-être aujourd'hui perdu de son caractère « sacré » avec la multiplication des exécutions, des enregistrements, des diffusions radiophoniques ; elle n'est plus l'œuvre que l'on jouait seulement dans des cérémonies solennelles comme une sorte de « messe de l'humanité » due à un « héros » de la musique. On peut la regretter et ressentir parfois comme un obscur sacrifice cette familiarité que nous donnent des dizaines d'auditions avec un chef-d'œuvre que son auteur lui-même n'a entendu que deux fois...

Théâtre antique d'Orange, la « 9^e Symphonie » retrouvait vraiment son caractère « festif » par cette foule immense « de toutes nations », rassemblée comme en une célébration de l'été, des vocaux, par ce cadre somptueux où le vaste chœur anglais du New Philharmonia de Londres et les musiciens français de l'Orchestre national s'inscrivent comme des pierres vivantes, enfin par la présence au pupitre d'un grand artiste qui est devenu comme le symbole de l'humanité chantée par Beethoven, Mstislav Rostropovitch.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 17.)

Dernière minute

L'ÉLYSÉE DÉSAPROUVE L'INTERVENTION DU CHANCELIER

Le porte-parole de la présidence de la République a « désapprouvé » lundi, en début d'après-midi, « les déclarations extérieures concernant la situation politique interne des États partisanes », et indiqué que, si une demande d'aide était formulée, la France l'examinerait, en liaison avec les pays intéressés.

AU JOUR LE JOUR

L'AMÉROPE

Comment pourra-t-on désormais dire du mal de la C.I.A. quand le chef d'un gouvernement européen déclare par avance que les puissances occidentales emploieront contre l'Italie, si elle amène les communistes au pouvoir, des mesures de guerre économique qui rappelleront celles qu'on employa naguère contre le Chili d'Allende ?

Au nom de qui M. Helmut Schmidt porte-t-il ? Au nom sans doute de cette Amérique dont le leader est outre-Atlantique et dont il a un peu trop tendance à se considérer comme le gouverneur régional ?

A propos, quelles mesures la France compte-t-elle prendre si la République fédérale envoie d'anciens nazis au Parlement européen ?

ROBERT ESCARPIT.

(1) Président démocrate-chrétien de 1964 à 1970.

AFRIQUE

Le président du Cameroun en visite en France

Arrivé ce lundi matin 19 juillet, à 11 h 30, à Orly, en provenance de Nice où il vient de passer trois jours à titre privé, M. Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun, résidera à l'hôtel de Marigny. Il doit avoir, à 16 heures, son premier tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing dont il sera l'hôte à dîner à l'Élysée. Le chef de l'Etat camerounais déposera mardi matin une gerbe sur la tombe du soldat inconnu et aura, à 10 heures, un second entretien avec le président de la République.

Après un déjeuner offert par M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon, M. Ahidjo doit être reçu mardi après-midi par le Cercle diplomatique. Il offrira un dîner à l'hôtel de Marigny. Mercredi, après une matinée consacrée à des visites privées, il sera reçu à déjeuner par le président du Sénat au palais du Luxembourg et aura, à 18 heures, un nouvel entretien avec M. Giscard d'Estaing. M. Ahidjo quittera Paris le jeudi 22 juillet.

Portrait

Une longévité politique exceptionnelle

Sous ce masque volontairement impassible, derrière cette apparente sévérité, au-delà de cette étonnante avarice de propos, se dissimule un homme soucieux de contacts chaleureux. Réserve et secret, il inspire une crainte révérencielle qu'il cherche sans aucun doute à susciter, bien que, dans l'intimité, il cède à la tentation de l'affabilité. Mais pour comprendre le caractère et le tempérament du chef de l'Etat du Cameroun, il faut faire référence à ses origines peuplées et connaître ce que ses frères de race appellent la poulakou, ce que l'on pourrait approximativement traduire par la fousillité, les deux termes, Peuhl et Foulah étant indifféremment employés dans le même sens.

Né en août 1924 à Garoua, dans le nord du Cameroun, il appartient à une génération de responsables politiques dans les rangs desquels les autodidactes sont plus nombreux que les universitaires. Après des études fort brèves, il sert, dès 1942, comme fonctionnaire des postes et télécommunications. Mais, à l'âge de vingt-six ans il commence une carrière politique, qui le mènera très rapidement aux plus hautes responsabilités.

En 1947, il est élu député à la première Assemblée représentative camerounaise. Réélu en 1952, il siège l'année suivante à Paris, à l'Assemblée de l'Union française. En 1955, il est élu vice-président de l'Assemblée territoriale du Cameroun dont il devient président en 1957.

Vice-premier ministre chargé de l'intérieur dans le premier gouvernement issu de la loi-cadre, il succède, le 19 février 1962, à M. André-Marie Mbida au poste de premier ministre. La situation est particulièrement difficile, puisque le pays est ébranlé par une rébellion qui sévit dans tout le sud du Cameroun et que l'ancienne colonie allemande est divisée par les deux administrations, française et britannique.

Sans éclat mais sans composer à aucun moment, avec une fermeté sans faille, en invoquant la raison d'Etat chaque fois qu'il estime cela nécessaire, il œuvre inlassablement en faveur de l'unité nationale. Pour parvenir à ses fins, il a commencé par se faire craindre. Y étant parvenu, il est aujourd'hui respecté par la grande majorité de ses concitoyens. — Ph. D.

Par autorisation préfectorale numéro 0811D76

LIQUIDATION TOTALE

de tout le stock de vêtements de peau (homme et femme) pendant les travaux à la boutique

Mc Douglas

● blousons agneau : 550 F (950 F) ● chemises peau lavable ou cuir : 350 et 550 F (850 et 1.100 F) ● manteaux légers : 800 F (1.600 F) ● pantalons cuir : 200 F (550 F) ● pantalons mêtis : 170 F (500 F) ● manteaux, 3/4, vestes, en peau laquée sacrifiés 1

155, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (8^e)

Pendant les travaux, s'adresser en face

182, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (8^e)

Tous les jours sans interruption, de 9 h. 30 à 19 heures

Maroc

Mohamed Ben Arafa est mort

Sidi Mohamed Ben Arafa qui fut sultan du Maroc du 21 août 1953 au 30 octobre 1955 sous le nom de Mohamed VI est mort dans la nuit du 17 au 18 juillet à Nice où il menait une existence paisible et retirée. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

« LE SULTAN DES FRANÇAIS »

Dans la mémoire de bien des Marocains et notamment de tous ceux qui n'acceptèrent jamais son accession au trône, Sidi Mohamed ben Moulay Arafat restera « le sultan des Français ». C'est, en effet, « en accord avec le gouvernement français » que le maghzen (gouvernement chérifien) avait reconnu pour seul souverain légitime « le 21 août 1953, sept heures seulement après la déposition du roi Mohamed V et son départ pour la Corse. Les protestations qui s'élevèrent le jour même pour refuser le fait accompli ne cessèrent de s'amplifier tout au long d'un règne qui dura un peu plus de deux ans.

Le nouveau sultan était pourtant un authentique descendant du Prophète. Il était le petit-fils du sultan Sidi Mohamed ben Abderrahman (Mohamed IV), et le neveu du sultan Moulay Hassan (arrière-grand-père du roi Hassan II). En d'autres circonstances, son pouvoir n'aurait peut-être pas été contesté.

Nul, à vrai dire, ne s'attendait à son accession au trône. Au marché de la ville nouvelle de Fès, où il allait, suivi d'un domestique, faire ses emplettes — non sans marchander — tout le monde fut surpris. Dans la vieille ville, il menait l'existence paisible d'un bourgeois aisé, plus préoccupé du régime des pluies qu'attiré par les intrigues de la cour. Les tribus de son empire. Les pachas

et les caïds qui voulaient destituer Mohamed V, groupe dont, avec l'émir, il était l'animateur, s'y trouvaient également. Ils reprochaient à son souverain un comportement contraignant, à la saine religion musulmane et un soutien tacite, mais effectif, au parti de l'istigat, dont la remise en cause du protectorat français les inquiétait. Le « mouvement » avait la faveur de puissants intérêts français.

Le « mouvement » devait parvenir à ses fins : le 16 août 1953, le sultan Sidi Mohamed Ben Moulay Arafat El Alaoui était proclamé l'émir suprême de l'islam marocain. L'autorité spirituelle de Mohamed V était rejetée et la prière devait être dite désormais au nom du nouveau l'émir — du moins les hommes du « mouvement » l'entendaient ainsi. Ils s'efforçaient à la France pour régler la question du pouvoir temporel.

Invoquant l'islam orthodoxe, Mohamed V s'éleva contre cette déshérence des pouvoirs spirituel et temporel dont il était investi depuis qu'il était sur le trône. De graves incidents éclatèrent dans plusieurs villes. Oujda, ce fut l'émeute. Cinq jours plus tard, Mohamed V, qui refusait d'abdiquer, prenait le chemin de l'exil. Ce que l'on appelle plus tard « le problème du trône » était posé.

Le 11 septembre, un mode ouvrier, Allal Ben Abdallah, tentait de poignarder Sidi Mohamed B Moulay Arafat alors qu'il se rendait à la mosquée du Palais. Un adjudant chef français de la garde impériale était blessé en détournant l'arme. Le monarque le souverain et Allal B Abdallah tombèrent sous les balles des gardes du corps. Cet attentat n'était que le prélude à un déchaînement de violence et de représailles dont furent victimes, en grand nombre, les caïds et Français. Les plus passives des Français du Maroc attendaient la déposition de Mohamed V « vingt-cinq ans plus tard », mais le nouveau sultan régnait pendant vingt-cinq ans.

Il ne gouverna pas. Comment l'aurait-il pu, aux côtés du grand vicaire El Mokri, attaché à ses prérogatives et à son rang, qui présidait le conseil des vizirs (marabouts) et des directeurs (français) et seigneur régalé El Glaoui, qui l'avait hissé sur le trône et savait le rappeler, de son directeur du protocole, Si Abderrahman El Hachemi, plus jeune, formé à l'école française, véritable « maître du palais », et d'autorités du protectorat qui orientaient ses décisions ? Il aurait fallu que Sidi Mohamed Ben Moulay Arafat possédât la trempe d'un homme d'Etat exceptionnel pour s'imposer à tous et ouvrir cette « nouvelle » annoncée dans un des premiers discours.

Dans bien des mosquées, on ne se souvient pas de la prière en son nom. Même au sein du « mouvement » des pachas et des caïds, le soutien au sultan vacilla, le revirement plus retentissant ayant été celui d'El Glaoui.

Paris dut tirer la leçon des faits. Bon gré, mal gré, en dépit des offres de Présence française, successeur de M. Gilbert Grandval, général d'armée de la Tour, accompli le 17 octobre 1955, Sidi Mohamed Ben Moulay Arafat l'émir du Maroc fut déposé. Et djallaba blanc le visage se levait d'un milliard accablant sans murmurer son destin, sultan allait, pour la première fois de sa vie, monter dans un avion. Après un court séjour à Tanger, il devait partir pour Nîmes, d'où il ne bougea plus.

LOUIS GRAVIER.

LE PROBLÈME DU SAHARA OCCIDENTAL

Rabat accuse Alger d'invoquer une « fausse résolution » de l'O.U.A.

De notre correspondant

Rabat. — « L'Algérie commet un faux international et attribue à l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) ce que celle-ci a rejeté au plus haut niveau de ses responsables », a affirmé le 17 juillet, l'agence marocaine Maghreb Arabe Presse (MAP). Cette accusation est fondée, selon l'agence, sur le fait que l'Algérie a demandé « aux deux principales instances de l'O.U.A., l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, considérées comme pères de dossiers et documents de l'O.U.A., une résolution qui a fait l'objet d'un rejet sans équivoque ».

La MAP reconnaît que le conseil des ministres l'O.U.A. a voté lors du sommet de cette organisation à l'île Maurice, « dans des conditions illégales et irrégulières », un « projet de résolution sur le Sahara ». Mais les chefs d'Etat n'ont pas approuvé ce texte. Il ne peut donc pas revêtir, constate l'agence, un caractère définitif en vertu même des principes en vigueur en vigueur. L'O.U.A. a été retenue par l'ONU comme le voudrait l'Algérie. Bien plus : les chefs d'Etat ont écarté ce projet puisqu'ils ont donné leur approbation à une nouvelle proposition dont le contenu lui-même consacrait de façon catégorique le rejet pur et simple de la résolution du conseil des ministres ».

Il s'agit de la proposition relative à la tenue d'un « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. consacré exclusivement à la question du Sahara occidental.

Le roi Hassan II a dit sans équivoque dans son discours à la nation (le Monde du 10 juillet) que le Maroc ne renoncera jamais à un pouce de ce territoire. « Négozier ou chercher des solutions

illégalles relèverait de la trahison », a déclaré le souverain. Le ministre marocain des affaires étrangères a précisé, dans une interview à l'Agence France Presse, que le Maroc n'accepterait jamais que la discussion fut ouverte au « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. sur le problème saharien, « qui est pour nous une affaire intérieure ». En revanche, M. Laraki s'est déclaré prêt à soutenir un débat sur la détermination de la situation et la tension entre les pays limitrophes dans cette région de l'Afrique à la suite de l'immixtion de l'Algérie et des « incursions de ce pays au Sahara et en Mauritanie ». — L. G.

Le conseil des ministres de l'O.U.A. avait adopté, le samedi 3 juillet, à Port-Louis (île Maurice), une motion ratifiant « le droit inaliénable du peuple du Sahara espagnol à l'autodétermination » et réclamant « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'occupation ». Ce texte a été voté par vingt-neuf voix contre deux (Gabon et Sénégal) et dix abstentions, en l'absence des représentants du Maroc et de la Mauritanie. Il n'a pas été ratifié par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Ceux-ci, devant l'opposition manifestée par la Mauritanie et le Maroc, ont refusé de quitter l'organisation si elle consacrait les thèses algériennes, se sont ralliés à une proposition présentée par le Nigeria et ont décidé de convoquer à une date qui n'a pas été précisée une session extraordinaire au niveau des chefs d'Etat avec la participation du peuple du Sahara occidental en vue de trouver une solution durable et juste au problème. Cette référence au « peuple du Sahara occidental » fait l'objet d'interprétations différentes.

Guinée-Équatoriale

LE MINISTRE DES FINANCES AURAIT ÉTÉ ASSASSINÉ

(De notre envoyé spécial.)

Yaoundé. — L'évolution de la situation en Guinée-Équatoriale préoccupe le Cameroun, aux prises avec les problèmes délicats posés par l'afflux de réfugiés fuyant la dictature du président Francisco Macías Nguéma. Celui-ci est unanimement qualifié en privé de « fou sanguinaire ».

Selon certaines estimations, environ quarante mille Guinéens seraient actuellement réfugiés au Cameroun et presque autant au Gabon. Au total, compte tenu de ceux qui ont trouvé asile en Europe, notamment en Espagne, près du tiers de la population, généralement estimée à trois cent mille habitants, aurait fui les anciennes possessions espagnoles du Rio-Muni sur le continent de Santa-Isabel, devenue l'île Macías Nguéma, dans le golfe de Guinée.

Selon des informations dont on fait état à Yaoundé, le ministre des finances et le directeur de la banque centrale auraient été assassinés. Presque tous les cadres formés avant l'indépendance, en 1962, ont quitté le pays. Les hommes du parti uni des travailleurs de Guinée-Équatoriale et à une redoutable milice populaire formée et encadrée par des instructeurs cubains.

Les dirigeants camerounais et gabonais, s'efforçant, autant qu'ils le peuvent, d'apaiser les réfugiés, s'installent loin de la frontière de leur pays, afin de ne pas être accusés de favoriser des menées subversives contre leur voisin. Tout en refusant de livrer ses adversaires au dictateur qui périodiquement les leur réclame, ils refusent le droit d'asile à ceux d'entre eux qui ne peuvent être considérés comme les chefs d'une opposition active.

En dépit de ces précautions, l'afflux d'émigrants est devenu tel que des concentrations frontalières, tout au moins temporaires, peuvent difficilement être évitées. Dans le sud, depuis quelques semaines, une effervescence préjudiciale selon les émigrés, à des opérations de guérilla. — P. B.

Rhodésie

LE PASTEUR HENRI KACHIDZA, trésorier de l'aire extérieure du Conseil national africain (ANC), que dirige l'évêque Abel Muzorewa, a été arrêté vendredi 16 juillet par la police rhodésienne. Par ailleurs, en réponse à un article de l'hebdomadaire Observer, un porte-parole du Foreign Office a déclaré que « la Grande-Bretagne ne possède ni n'étudie de plan pour une intervention militaire en Rhodésie ». — (A.F.P., U.P.I.)

Sénégal

Le financement de l'aménagement du fleuve Sénégal est assuré à 75 %

De notre correspondant

Dakar. — Le président Senghor a ouvert, le jeudi 15 juillet, à Dakar, la troisième conférence des chefs d'Etat de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), dont il assure la présidence depuis août 1974. Faisant le bilan de ses deux années de mandat, en présence des présidents Moktar Ould Daddah (Mauritanie) et Moussa Traoré (Mali), le chef de l'Etat sénégalais, tout en insistant sur la complexité et l'ampleur de l'action engagée qui commandent de ne pas céder à une optimisme exagéré, a assuré que les travaux de construction des principaux ouvrages pourraient commencer dans un an et demi à deux ans au plus tard. Il s'agit :

— De deux grands barrages, qui seront situés respectivement à Manantali (barrage et usine hydroélectrique), au Mali, et à Diamana (barrage anti-sel et irrigation), au Sénégal ;

— De deux ports fluviaux, à Saint-Louis-du-Sénégal (ports fluviaux-maritimes) et à Cayes (Mali) ;

— D'une dizaine d'escaliers portuaires intermédiaires ;

— D'un chenal pour la navigation.

La première pierre du barrage de Diamana devrait être posée durant le premier semestre 1978 et celle de Manantali, environ six mois plus tard. Après de longues années de difficultés, de mésentente entre les partenaires, et de tergiversations, c'est un grand espoir qui se lève pour les quelque deux millions et demi d'habitants de la vallée du fleuve Sénégal et pour l'économie de leurs trois pays.

Les études en cours sont financées par la France (Diamana), la République fédérale d'Allemagne (Manantali) et le Canada (ports fluviaux et escaliers portuaires). A la suite d'une réunion tenue à Dakar, le 15 juin dernier, le

financement de la construction de ces divers ouvrages paraît être désormais à peu près complètement assuré. D'ores et déjà, a déclaré le président Senghor, la recapitulation des engagements chiffrés se monte à 47,9 milliards de francs C.F.A. Ils sont le fait de la France (4 milliards 520 millions), de la République fédérale d'Allemagne (13 milliards 674 millions), du Canada (1 milliard 200 millions), de l'Arabie Saoudite (7 milliards 220 millions), de l'Iran (1 milliard), de la Banque africaine de développement (11 milliards).

Un total de 60 milliards de francs C.F.A.

En outre, la Libye, Abou Dhabi, les Emirats, les Etats-Unis, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et le Fonds européen du développement ont annoncé des participations sans les chiffrer. S'y ajoute une somme de 50 millions de dollars de la Banque mondiale dont on attend confirmation. Le total prévisible est de 60 milliards de francs C.F.A. obtenus à de bonnes conditions, soit environ 75 % de l'enveloppe globale nécessaire à la réalisation du projet. Des conversations sont engagées pour assurer le complément.

La réunion de Dakar s'est terminée le vendredi 15 juillet avec la désignation du chef de l'Etat malien comme nouveau président de l'Organisation.

PIERRE BIARNES.

République Sud-Africaine

TROUBLES A L'UNIVERSITÉ NOIRE DE FORT-HARE

Correspondance

Le Cap. — Les étudiants noirs de l'université de Fort-Hare, le plus important et le plus ancien établissement d'enseignement supérieur pour Africains du pays, ont attaqué durant le week-end plusieurs bâtiments du campus, tentant d'y mettre le feu, lapidant des voitures, pour finalement se harceler dans l'une des résidences. Lundi 19 juillet, cent cinquante étudiants se sont finalement rendus à un fort contingent de policiers qui encerclait la résidence. L'université, située à l'ouest, petite ville de l'est du pays, a été fermée.

Les émeutes ont fait suite à une assemblée générale des étudiants de Fort-Hare — qui s'est tenue samedi, et au cours de laquelle fut analysée la situation créée par les troubles du mois dernier. Les jeunes discutèrent de

l'opportunité d'organiser un jour de prières et un fonds de soutien aux victimes de Soweto.

Les premiers signes de tension étaient apparus vendredi. Des affiches incitant les étudiants africains à « ne pas rester passifs », et accusant certains d'entre eux d'être des « intellectuels vendus » et intégrés dans le « système de l'homme blanc » avaient été apposées sur le campus.

La semaine dernière, M. Kruger, ministre de la justice et de la police, avait affirmé que des « éléments subversifs » tentaient de déclencher de nouvelles émeutes et cherchaient à y entraîner les collégiens et étudiants, tout juste rentrés de vacances. Les écoles des villes africaines du Transvaal sont restées fermées lundi 19 juillet.

هنا من المجلد

EUROPE

Italie

« Le P.S.I. est menacé dans son existence même » nous déclare M. Bettino Craxi, nouveau secrétaire général

Poursuivant ses consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement italien, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien) s'est entretenu pendant trois heures, dans la soirée du vendredi 16 juillet, avec M. Berlinguer et les dirigeants du parti communiste italien.

« Nous avons écouté un long exposé de M. Andreotti sur ses intentions, a déclaré M. Berlinguer. Nous avons présenté nos observations et nos idées. Maintenant, nous attendons de bien connaître le programme de M. Andreotti et surtout les garanties qui seront données pour sa réalisation. »

Cette attitude d'expectative est celle également du parti socialiste, dont le nouveau secrétaire général, M. Bettino Craxi, a accordé à notre correspondant à Rome un entretien où il marque son souci de déloger le P.S.I. des menaces d'hégémonie démocrate-chrétienne et communiste.

De notre correspondant

Rome. — Les socialistes ne feront pas partie du prochain gouvernement. Leur nouveau secrétaire général, M. Bettino Craxi, nous l'a affirmé vendredi 16 juillet, quelques heures après son élection. Il avait rencontré dans l'intervalle le président du conseil désigné, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien). « J'ai insisté auprès de M. Andreotti pour qu'on se décide à prendre acte d'une réalité : étant données les difficultés que traverse l'Italie, un gouvernement d'union n'est pas possible. Le gouvernement ne peut se faire contre l'ensemble de la gauche politique et syndicale. »

Selon M. Craxi, la démocratie chrétienne cherche encore à « exercer son hégémonie » sur une coalition de partis. « Pour la première fois depuis trente ans, elle ne trouvera pas de majorité parlementaire disponible pour elle. Et compte tenu de l'indépendance de la D.C., on peut dire que le P.S.I. n'assurera pas de responsabilités gouvernementales. »

Revenons-t-il pour autant son appui au futur cabinet ? « Nous réservons notre jugement sur le programme, en cours d'élaboration, dont nous ne connaissons encore que les grandes lignes. Mais le problème ne se limite pas au programme. Une part essentielle de l'opposition politique — y compris dans les partis laïques de centre gauche — estime que seul un gouvernement doté d'une large base parlementaire peut affronter la crise. Il faut donc à ce gouvernement le concours de toute la gauche, communistes compris. »

Quand M. Craxi affirme que le parti socialiste a « besoin de son autonomie comme un poisson a besoin de l'eau », il ne songe pas seulement à la démocratie chrétienne : le nouveau secrétaire général craint aussi une « hégémonie communiste qui se profile à l'horizon, compte tenu du déséquilibre du rapport des forces ». Le P.S.I., estime-t-il, « est menacé dans son existence même ».

D'après ce qui finit par croire qu'il disparaîtra le jour où le parti de M. Berlinguer aura évolué jusqu'à un certain point. « Les socialistes », dit M. Craxi, doivent prendre conscience du danger de cette philosophie tentée. Il faudrait mettre de côté les débats secondaires et se mobiliser sur l'essentiel. »

Se mobiliser, comment ? Le secrétaire général pense que son parti a besoin avant tout d'un « renouvellement des idées et des programmes ». Il s'est « trop fermé sur lui-même, perdant le contact avec les grandes forces sociales. Une forte poussée s'y manifeste, d'une part, pour mettre fin au fractionnement qui a empêché la vie interne et, d'autre part, pour retourner à un travail collectif. »

Sur le brusque changement intervenu à la tête du P.S.I. et qui lui vaut d'être aujourd'hui le secrétaire général, M. Craxi déclare : « Une auto-critique a commencé après les élections du 20 juin. Le désir de renouvellement qui était en cours dans le parti s'est logiquement conduit par un changement des organes dirigeants, avec toutefois une unité de ligne politique. On cherchera à consolider la continuité et le renouvellement. »

Pour le moment, c'est la continuité qui l'emporte. L'« alternative de gauche » n'est pas encore posée.

Espagne

Le programme du gouvernement est accueilli par l'opposition avec une satisfaction mêlée de scepticisme

Plusieurs attentats à la bombe ont eu lieu à Madrid et dans plusieurs autres villes espagnoles le dimanche 18 juillet, jour anniversaire du soulèvement franquiste contre la République. Deux gardiens ont été sérieusement blessés au ministère de la justice. Une organisation inconnue qui se qualifie de Groupes de la résistance antifranchiste du 1^{er} octobre revendiquerait ces attentats. D'autre part, les forces de l'opposition démocratique réagissent positivement au programme de gouvernement de M. Adolfo Suarez tout en manifestant un certain scepticisme.

De notre correspondant

Madrid. — Les cérémonies commémoratives du quarantième anniversaire du 18 juillet 1936, date du soulèvement militaire contre la République espagnole, n'ont pas eu l'écueil de celles des années précédentes. Une messe a été célébrée à la mémoire du général Franco dans la basilique de la vallée de los Caídos, organisée par le Front national espagnol, une association franquiste qui, au moyen d'annonces payantes parues dans la presse, avait invité « tous les Espagnols ». Quelques quatre mille personnes, dont le vicaire du Caudillo, ont répondu à l'appel.

Dimanche 18 juillet, vingt-sept bombes ont fait explosion dans diverses villes d'Espagne. A Madrid, ces attentats visaient les édifices du conseil national du Mouvement, du ministère de la justice, de la délégation nationale des syndicats et de la direction générale de la sûreté. Des cocktails Molotov ont également été lancés contre une librairie et des voitures. On ignore qui sont les auteurs de ces attentats, mais il semble qu'il s'agisse de membres d'une organisation extrême-droite ou de gauche, qui a voulu marquer son désaccord avec la déclaration-programme du gouvernement.

Ce programme pourrait transformer l'Espagne en une « démocratie moderne », selon les termes employés par le président Adolfo Suarez dans le bref message qu'il a adressé au pays aussitôt après sa désignation :

« Insuffisant »

Aux libéraux la déclaration du gouvernement a paru « positive », comme l'a déclaré M. Joaquín Garrigues Walker, dirigeant du parti démocrate. M. Jaime Cortes, dirigeant de la gauche démocratique, a dit : « Depuis des années, nous avions perdu l'habitude de voir les membres de l'opposition traités avec respect par le gouvernement. » Quant aux socialistes-démocrates, ils considèrent que le gouvernement ne pourra pas réaliser ce qu'il annonce.

M. Enrique de la Peña, de l'Union sociale démocrate espagnole, affirme : « Ce qu'ils ont dit est bon, mais je crois que ce gouvernement n'a pas la possibilité de le traduire dans les faits. » Pour les socialistes, le programme est « insuffisant », et M. Alfonso Guerra, membre de la commission exécutive nationale du parti socialiste ouvrier espagnol, estime que le développement d'une tactique immédiate qui établisse un calendrier de réalisation de la rupture démocratique, dont l'objectif est l'ouverture d'un processus constituant qui garantisse la libre volonté du peuple. Quant aux communistes, la déclaration, encore que positive d'après eux, « ne change rien aux conditions du pays » ; le professeur Ramon Tamames, membre du parti communiste espagnol, signale : « Ce qui importe, c'est de savoir si ce gouvernement pourra dépasser l'échec des premières semaines de l'autonomie, ce qui me paraît peu vraisemblable. »

A l'extrême droite, le programme a déçu. M. Blas Piñar, président de Fuerza nueva, et maître à penser des pupilles du Christ-froi, est on ne peut plus formel : « Cela paraît dicté par l'étranger et remplit les conditions du pacte entre le gouvernement et les partisans de la rupture. Bien entendu, cela suppose l'abandon total de l'idéologie et des réalisations du 18-Juillet. »

M. Ourne est membre de l'Union officielle des écrivains socialistes et président d'un club de poésie internationale, Globos Poéticos. Après s'être vu refuser les documents nécessaires pour voyager à l'étranger, il avait écrit une lettre ouverte au Congrès des écrivains socialistes, où il demandait, en particulier, la liberté complète de déplacement pour les écrivains socialistes.

Union soviétique

UN POÈTE ATTAQUE EN DIFFAMATION LA « LITERATOURNAYA GAZETA »

Moscou (A.F.P.). — Les responsables de l'hebdomadaire littéraire soviétique *Literaturnaya Gazeta* ont été convoqués pour mardi 20 juillet par un juge d'instruction pour répondre d'une accusation de diffamation déposée récemment par le poète russe Viktor Ourne. Le journal avait publié un article satirique contre cet auteur.

M. Ourne est membre de l'Union officielle des écrivains socialistes et président d'un club de poésie internationale, Globos Poéticos. Après s'être vu refuser les documents nécessaires pour voyager à l'étranger, il avait écrit une lettre ouverte au Congrès des écrivains socialistes, où il demandait, en particulier, la liberté complète de déplacement pour les écrivains socialistes.

République fédérale d'Allemagne

L'AFFAIRE BAADER-MEINHOF

M^e Croissant est de nouveau arrêté

De notre correspondant

Bonn. — L'arrestation de M. Klaus Croissant dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 juillet à Stuttgart semble être la conséquence directe des déclarations faites la semaine dernière au procès du groupe Baader par Gerhard Müller, ancien « garde du corps » d'Ulrike Meinhof. Müller, qui a été condamné à dix ans de prison par un tribunal de Hanovre, qui participait à une association de malfaiteurs, est, dans le procès de Stuttgart, le témoin de l'accusation.

Il a non seulement chargé ses anciens complices en démissionnant le rôle de chacun dans les divers attentats du printemps 1972, qui ont fait cinq morts et plusieurs blessés, mais il a également mis en cause une dizaine d'avocats du groupe qui, selon lui, auraient profité des privilèges attachés à leurs fonctions pour servir de « courtiers » et « aux lettres » afin de maintenir les contacts entre les membres du groupe en prison et ceux qui se trouvent encore en liberté.

Il a non seulement chargé ses anciens complices en démissionnant le rôle de chacun dans les divers attentats du printemps 1972, qui ont fait cinq morts et plusieurs blessés, mais il a également mis en cause une dizaine d'avocats du groupe qui, selon lui, auraient profité des privilèges attachés à leurs fonctions pour servir de « courtiers » et « aux lettres » afin de maintenir les contacts entre les membres du groupe en prison et ceux qui se trouvent encore en liberté.

Pologne

Le procureur requiert des peines sévères contre sept grévistes d'URSUS

De notre correspondant

Vienne. — Des peines sévères ont été requises samedi 17 juillet à Varsovie contre les sept grévistes d'Ursus accusés d'actes de « hooliganisme » lors des émeutes du 25 juin, après les augmentations de prix décidées par les autorités polonaises : six ans de prison contre M. Mirosław Chmielewski (ouvrier de vingt et un ans), cinq ans contre M. Mirosław Karbowiak (vingt-deux ans, sans profession) et M. Józef Jaworski (vingt-neuf ans, vendeur de journaux), quatre ans contre M. Eugeniusz Dzieciak (trente ans), M. Czesław Miłczarek (vingt-sept ans) et M. Wojciech Czarnecki (trente-cinq ans), et trois ans contre M. Grzegorz Zielenka (quarante-deux ans), tous ouvriers à l'usine de tracteurs d'Ursus (le Monde daté 18-19 juillet). Aucun représentant de la presse occidentale n'a été admis à l'au-

dience, au second étage du tribunal régional de Varsovie, pas plus qu'une cinquantaine de personnes — amis et parents des accusés, — tenus à l'écart par la milice.

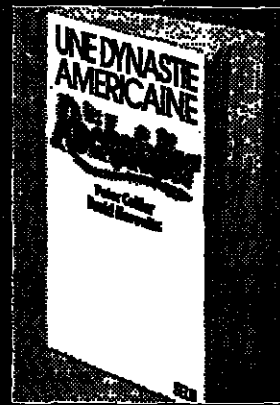
Le verdict doit être rendu mardi. Les accusés qui ont plaidé coupable se proposent de faire appel. Contrairement à ce premier procès, où les avocats de la défense avaient été commis d'office, les accusés pourront alors faire appel à des membres du barreau de leur choix. L'intelligence libérale, qui elle aussi a déjà approuvé la position des grévistes, se saisira probablement du dossier.

D'autres procès vont suivre : l'agence officielle polonaise PAP a

déjà annoncé que « les sept accusés avaient été jugés par une procédure judiciaire est en cours ». Un procès contre dix-neuf personnes serait imminent, et une dizaine d'autres ouvriers de l'usine d'Ursus seraient en état d'arrestation. Il n'est pas exclu que des procès similaires aient déjà eu lieu à Radom, où les manifestations avaient causé d'importants dégâts, mais il est impossible d'obtenir confirmation de ces rumeurs. Nombreux sont les observateurs qui se demandent si la cour va prononcer les peines sévères qui ont été requises. La tension persiste en effet à Varsovie, et les nouvelles augmentations de prix, bien qu'importantes, que les autorités avaient proposées la semaine dernière, semblent, elles aussi, se heurter à l'hostilité de la population. — (Inédit.)

Biographies Témoignages

1

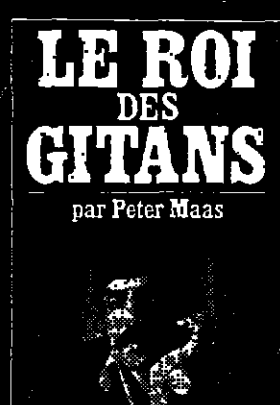


Peter Collier
David Horowitz
Une dynastie américaine : Les Rockefeller

Le premier a fait de l'argent. Le deuxième a fait du bien. Le troisième a fait de la politique. Les quatrième en ont marre.

Traduit de l'américain par Robert Merle et Magali Merle. 508 pages (32 pages de photos) 49 F.

SEUIL



Peter Maas
Le roi des Gitans

Une chronique de trois générations tziganes des années trente. Ce grand reportage allie la rigueur de l'enquête ethnologique au rythme des meilleurs thrillers américains.

Traduit de l'américain par M. Marly. 224 pages (15 pages de photos) 32 F.

SEUIL



Haroun Tazieff
Jouer avec le feu
Entretiens avec J. Lacouture

Homme d'aventure, de science, de sport ? Pour ce Jules Verne du réel, la traversée du siècle est aussi celle de la terre, celle qui sent le soufre et celle qui sent le foie.

Collection Traversée du Siècle dirigée par J. Lacouture. 256 pages 35 F.

SEUIL

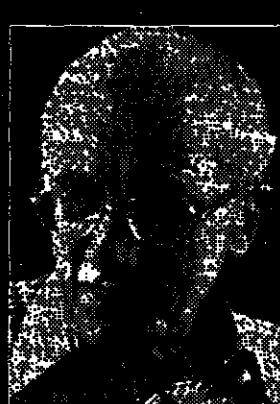


Fernande Costes
Bonaguil ou le château fou

La personnalité, l'histoire et les conflits locaux de Fernande Costes, petite paysanne devenue conservateur de l'imposant château de Bonaguil (Lot-et-Garonne), qui reçoit aujourd'hui jusqu'à quarante mille visiteurs par an.

288 pages 35 F.

SEUIL

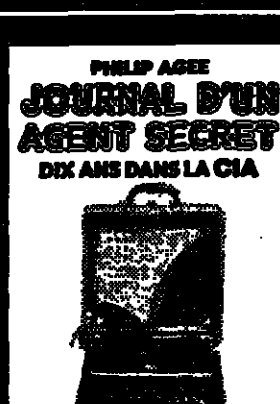


François Bloch-Lainé
Professionnaire
Entretiens avec F. Carrière

Passion de la liberté, imagination et goût du "service" ont fait de F. Bloch-Lainé un citoyen au service de tous, qui retrace ici son itinéraire.

Collection Traversée du Siècle dirigée par J. Lacouture. 256 pages 35 F.

SEUIL



Philip Agee
Journal d'un agent secret
Dix ans dans la C.I.A.

Le dossier le plus complet sur la C.I.A. : la structure, les méthodes, les procédés de recrutement, de propagande, d'espionnage...

Traduit de l'américain par A. André, S. Barlański, M. Savary. Collection Combats dirigée par G. Durand. 608 pages 49 F.

SEUIL

Demain : Mondes socialistes

DIPLOMATIE

Malaise et inquiétudes après les déclarations de M. Helmut Schmidt

Les propos du chancelier allemand, M. Schmidt, selon lesquels quatre des participants au « sommet » de Porto-Rico (l'Allemagne fédérale, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne) ont décidé de n'apporter aucune aide économique à l'Italie et les communistes participent au gouvernement ont été indirectement confirmés à la Maison Blanche. Des précisions et des nuances sont cependant données dans les milieux officiels américains, où l'on rappelle une phrase syllabée de M. Kissinger au retour de Porto-Rico. Le secrétaire d'État avait dit que le communiqué ne pouvait refléter toutes les « positions particulières » exprimées au « sommet ».

A Paris et à Londres, un mutisme total est observé sur cette affaire. Ni à l'Élysée ni au Quai d'Orsay il n'était même possible, lundi matin, d'obtenir le no comment (pas de commentaires) par lequel le porte-parole du premier ministre britannique avait répondu aux questions des journalistes.

Même silence au Canada et au Japon, dont les premiers ministres ont participé au « sommet » de Porto-Rico, mais sans prendre part à la conversation sur l'Italie.

La chancelier allemand, interrogé sur la chaîne de télévision A.B.C., dans une émission diffusée dimanche 18 juillet, sur les déclarations qui lui préla-

la presse américaine, a répondu : « Je m'abstiens de tout commentaire sur cette information publiée dans la presse. Il ne nous a pas encore été demandé d'aide jusqu'à présent et j'ignore si les États-Unis, la France ou la Grande-Bretagne ont été contactés à cet effet. Je ne le pense pas. »

« Je voudrais souligner le fait que l'Allemagne a donné deux milliards de dollars (près de 10 milliards de francs) à l'Italie il y a deux ans. En fait, c'était l'une des premières décisions que j'ai eu à prendre en devenant chancelier... Mais pour revenir au cœur de la question, je pense qu'il n'y a pas beaucoup de gouvernement dans le monde occidental disposés à aider un parti

communiste à s'établir au pouvoir dans une démocratie occidentale. » Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, qui accompagnait le chancelier à Washington, a déclaré, de son côté, à la radio de Basse : « Les partis communistes, même s'ils sont en désaccord avec Moscou, demeurent des partis communistes avec tous les buts propres aux communistes. » Il a ajouté que le but des communistes de mener la dictature du prolétariat, évoquant l'abandon de cette formule par les communistes italiens, M. Genscher a dit : « C'est abandonné et affirmé par la direction du P.C.I., mais personne ne sait ce qu'en pense le parti. Je ne conseillerai à aucun pays de

tenir l'expérience du pouvoir des communistes. Je pense toujours que les communistes ont fait que substituer à la prise de pouvoir en pantalons de velours. » A Moscou, l'agence Tass, dans une dépêche datée de New-York, parle du « chantage » et de « l'ingérence grossière des quatre grandes puissances occidentales dans les affaires intérieures de l'Italie ». Dans une autre dépêche, datée de Rome, l'agence soviétique écrit que « la démarche des quatre Grands a provoqué l'émotion et l'indignation de la société italienne », et que la presse italienne l'a qualifiée de « chantage non dissimulé » et de « dictat politique vis-à-vis de l'Italie ».



(Dessin de Plamby.)

Les Italiens sont vivement choqués

(Suite de la première page.)

On se demande donc à Rome pourquoi M. Schmidt a fait sa déclaration à un moment aussi peu adéquat : on a tendance à l'attribuer à une manœuvre de politique intérieure allemande.

En fait, M. Aldo Moro, président du conseil démocratique, a réagi avec un jour de retard. « Ni lui-même, affirme-t-il dans un communiqué, ni les ministères des affaires étrangères, du trésor ou de l'économie n'ont participé à des réunions, non officielles, au cours desquelles auraient été prises des décisions au sujet des conditions d'octroi d'une aide économique à l'Italie. » Sans prendre position sur le fond du débat, la communauté internationale, et notamment les estimations que d'autres gouvernements font de la situation politique en Italie, il est regrettable qu'elles aient été exprimées de manière non appropriée. »

L'Italie n'est pas une colonie

La démocratie chrétienne a réagi plus vite que le président du Conseil et de manière plus nette. Il Popolo, son journal, écrit dimanche matin : « Le « chantage » de Schmidt est tout à fait superflu, outre le fait qu'il est gravement contradictoire avec ses propres prises de position. En tout cas, le peuple italien a démontré qu'il avait des idées suffisamment claires pour pouvoir s'occuper de lui-même. Les précepteurs occasionnels qui changent complètement d'avis d'une semaine à l'autre. Il est compréhensible qu'existent des réserves internationales sur des éventuelles solutions gouvernementales — dans un pays atlantique — qui contredisent visiblement certains choix de fond. »

Qu'on le rappelle sous la forme d'un chantage relève — nous devons l'espérer — seulement d'un évident manque de « fair play » dont le chancelier allemand a donné, plus d'une fois, la preuve au cours des derniers temps envers notre pays. »

« Chantage »

Communistes et socialistes s'en prennent surtout aux dirigeants et doutent que MM. Moro, Rumor et Colombo, présents à Porto-Rico, aient pu ignorer des conciliabules au sujet de leur pays : « La résolution de Schmidt, écrit l'Unità, organe du parti communiste, frappe d'éclat la gestion d'un groupe de dirigeants démocrates-chrétiens, dis-credit qui, naturellement, aux yeux de l'opinion publique internationale, retombe aussi sur le pays. » Soulignant que le parti communiste n'entend pas dramatiser ce chantage, M. Armando Cossiga, membre de la direction du parti, a ajouté : « L'Italie n'est pas une colonie, c'est un pays libre et démocratique. Il a besoin d'un gouvernement qui lui corresponde. »

Le journal du parti socialiste, l'Avanti, pour sa part, affirme : « Il serait très grave que, contrairement à ce qu'on écrit, les agences de presse, et moi-même, ne présentons pas de silence. » Les observateurs politiques s'interrogent de leur côté sur la portée exacte des propos du chancelier allemand. En parlant des communistes, écrivait-il seulement leur entrée au gouvernement ou leur participation à la majorité ? L'Italie, en effet, dans une phase de flux et de reflux, traditionnelle entre le pouvoir et l'opposition risquent de s'écarter. S'il est vrai, comme l'affirme le New-York Times, que deux hypothèses ont été étudiées

secrètement à Porto-Rico, l'une rigide (en cas d'entrée des communistes au gouvernement), autre, souple (en cas de participation progressive du P.C.I. au pouvoir), on est très intéressé à connaître les modalités exactes de la dernière hypothèse : les conceptions classiques du rôle de l'opposition, ébranlées depuis quelques mois, viennent d'être officiellement bouleversées, avec l'élection d'un communiste à la présidence de la Chambre des députés.

Cet événement n'a pas semblé ébranler outre mesure les alliés occidentaux de l'Italie. Or dans un pays où le pouvoir ascendant est très faible, ce qui se passe au Parlement mérite pour le moins attention. Les communistes n'ont-ils pas obtenu, dans la foulée, les présidences de plusieurs commissions ? Ils sont déjà associés au pouvoir.

ROBERT SOLÉ.

LA DETTE ITALIENNE

La dette extérieure de l'Italie atteint près de 17 milliards de dollars. Elle se répartit de la façon suivante : 7 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché financier international, 3 milliards auprès du Fonds monétaire international (F.M.I.), 4 milliards auprès de la Communauté économique européenne, 2 milliards de l'Allemagne fédérale et 750 millions émanant de la Suisse (titres de « remboursements » émis en 1974 à 4,5 milliards de dollars.

La gauche française dénonce une « ingérence inadmissible »

S'il est arrivé plus d'une fois que les questions de politique internationale opposent les uns aux autres les signataires du programme commun de gouvernement de la gauche, tel n'est pas le cas après les déclarations de M. Helmut Schmidt.

Les révélations du chancelier sur la teneur des entretiens de Porto-Rico ont provoqué une réaction unanime de la gauche française. Communistes et socialistes ont dénoncé en termes iden-

tiques l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays qui constitue l'attitude des chefs d'Etat occidentaux telle, du moins, qu'elle a été décrite par le chancelier allemand.

On remarque, en revanche, qu'excepté le C.D.S., les formations politiques de la majorité ont gardé le silence. Un silence qui, sans nul doute, traduit une gêne. La Lettre de la nation (U.D.R.) estime pour sa part que M. Schmidt « a perdu une belle occasion de se taire ».

M. MITTERRAND : beaucoup d'impudence.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a rendu public lundi matin 19 juillet la déclaration suivante : « Il y a beaucoup d'impudence à croire que les peuples d'Europe occidentale acceptent longtemps d'être tenus en laisse par une nouvelle Sainte-Alliance. » « Tant pis pour ceux qui ne voient pas le monde bouger parce qu'ils ne veulent pas qu'il bouge. » « Je serais intéressé de connaître l'opinion du gouvernement français dans cette affaire, qui montre, en tout cas, que l'indépendance nationale passe par l'indépendance économique. »

M. ESTIER (P.S.) : que M. Giscard d'Estaing s'explique.

Interrogé dimanche par Europe 1, M. Claude Estier, porte-parole du parti socialiste, a fait la déclaration suivante : « Les décisions du chancelier Schmidt viennent enfin d'expliquer au monde que, contrairement aux apparences, il s'est passé quelque chose il y a quelques semaines « sommet » de Porto-Rico. La condition posée par les pays occidentaux pour poursuivre une aide économique à l'Italie constitue une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures italiennes. »

« M. Louis Mermaz, membre du secrétariat du parti socialiste, a indiqué, dimanche 18 juillet, à la radio de Paris : « Il va bien falloir que le gouvernement français nous dise quelle est sa position, qu'on fasse la lumière sur le fond de l'affaire de Porto-Rico. »

M. LEROY (P.C.F.) : grave et préoccupant.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique, directeur de l'Humanité, a affirmé, au micro de Radio-Monte-Carlo : « C'est une nouvelle ingérence inadmissible dans les affaires intérieures italiennes. (...) » « Une fois de plus, le silence de Giscard d'Estaing confirme qu'il prend une part directe à l'ingérence. On ne peut voir qu'il délègue, tente et un an après la victoire sur le nazisme, au chancelier allemand le droit de s'exprimer au nom du gouvernement français. On ne peut voir qu'il a des pouvoirs de l'Assemblée européenne conçus par Giscard et ses amis. C'est grave. C'est préoccupant. (...) »

« L'ensemble de ces faits ne peut que renforcer la violence des communistes d'unir, en France, tous les patriotes soucieux de l'indépendance nationale, afin d'agir pour que le peuple français aie que les autres peuples aient le droit et la possibilité de déterminer eux-mêmes leur propre destin. »

M. KANAPA : le gouvernement français doit se désolidariser.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, au micro de R.T.F. : « On a vraiment tout fait honneur quand on est chancelier allemand pour reprendre à nouveau la tête de la croisade anticomuniste. (...) » Nous protestons avec indignation contre cette ingérence contre cette atteinte à la liberté des peuples. Nous exigeons que le gouvernement français s'en désolidarise. »

lidariser immédiatement. Et nous ajoutons que les radicaux, qui ont fait de Giscard et de Giscard un champion, c'est à Rome et pas à Bonn que se règlera l'avenir démocratique du peuple italien, et c'est en France que se règlera aussi l'avenir démocratique du peuple français. »

M. STASI (D.C.S.) : c'est faire injure au peuple italien que de vouloir exercer une pression sur lui.

M. Bernard Stasi, vice-président du Centre des démocrates sociaux, a affirmé lundi : « Le peuple italien est un peuple majeur. C'est lui qui fait injure et c'est lui qui doit le constater. Que de vouloir exercer une pression sur lui. La Communauté européenne est fondée sur la liberté. Elle n'a plus aucun sens si elle ne respecte pas la liberté des choix politiques de chacun de ses membres. »

« LA NATION » : le chancelier a perdu une occasion de se faire.

M. Pierre Charpy écrit, lundi 19 juillet, dans La Lettre de la Nation (gaulliste) : « Le premier problème est de savoir si les quatre « grands » Occidentaux ont pris la décision ferme de couper l'aide économique à l'Italie en cas de participation communiste ou s'ils ont simplement discuté de cette éventualité. Dans la première hypothèse, on comprendrait mal que le représentant italien à Porto-Rico ait été tenu, en dehors, comme il l'a été, de cette décision. La deuxième hypothèse expliquerait mieux cette mise à l'écart et aussi le silence officiel : une conversation informelle et destinée à rester confidentielle n'appellerait, par définition, aucun commentaire. (...) » Il n'empêche que le chancelier Helmut Schmidt a quand même perdu une belle occasion de se taire. Les choses qui vont sans dire ne vont pas toujours mieux en les disant. »

« La délégation exécutive du Front progressiste (mouvement des gauchistes de gauche) et la participation de M. Giscard d'Estaing à la Sainte-Alliance qui s'est formée à Porto-Rico contre la liberté du peuple italien fait injure à notre pays un rôle que l'ensemble des démocrates français ne peuvent que rejeter. Ce nouvel acte d'ingérence giscardienne à la diplomatie germano-américaine renforcera la volonté du peuple français de soutenir l'union de toutes les forces de progrès, d'autant qu'une telle décision constitue une menace éventuelle contre notre propre indépendance nationale. »

Washington confirme en les nuancant les révélations du chancelier

Washington. — Les révélations du chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, ont été indirectement confirmées par la Maison Blanche. « Je ne conteste pas ce que le chancelier a dit », a déclaré M. Carlson, secrétaire de presse adjoint du président Ford. De source officielle on ajoute que ni le Canada ni le Japon, qui participent également à ce « sommet », n'avaient élevé d'objections à une formule visant à lier l'aide financière à l'Italie à certaines conditions politiques et économiques. Les dirigeants du parti démocrate-chrétien italien auraient été informés de la décision prise par les quatre pays occidentaux, et cela en vue de dissuader ceux d'entre eux qui inclineraient à accepter les communistes au gouvernement.

Mais la formule adoptée est plus nuancée que ne l'a indiquée le chancelier Schmidt, dit-on à Washington. Elle précisait, en effet, jusqu'où une éventuelle participation communiste à un gouvernement italien serait « tolérable ». En particulier l'accession des communistes à des postes secondaires serait acceptable au même titre que leur présence aux

postes de responsabilité des assemblées. Sur le plan économique, en revanche, M. Carlson, secrétaire au Trésor, aurait posé une condition essentielle à un prêt : la détermination du gouvernement italien de réduire les dépenses budgétaires et de refuser des augmentations de salaires.

On confirme, enfin, que les Occidentaux préféreraient que les prêts éventuels destinés aux pays en situation financière difficile, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, leur soient attribués par une organisation multilatérale, le Fonds monétaire international ou l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), plutôt que selon une formule bilatérale comme ce fut le cas avec le récent prêt de 2 milliards de dollars accordé par l'Allemagne fédérale à l'Italie.

A l'issue de la visite du chancelier, une déclaration conjointe a été publiée samedi 17 juillet. Elle annonçait la fin des accords de compensation (offset arrangements) en vertu

De notre correspondant

desquels le gouvernement de Bonn contribuait aux frais de l'entretien des troupes américaines en Allemagne par des achats de matériel militaire américain. La déclaration indique que, compte tenu des changements intervenus dans le domaine monétaire international, et particulièrement des taux de change souples, ainsi que du renforcement du dollar et de la balance des paiements américains, « ces accords ont perdu leur sens ». Néanmoins, pour mieux lier les bonnes relations germano-américaines au plan de la défense, l'Allemagne fédérale s'engage à partager les frais de renforcement et de déplacement d'une brigade américaine qui quittera le sud du pays pour la région de Brême. La contribution allemande atteindra 65 millions de dollars (330 millions de francs). Aux termes du dernier accord, l'Allemagne fédérale a payé aux États-Unis plus de 2 milliards 200 millions de dollars (plus de 10 milliards de francs) pour la période de deux ans expirant le 30 juin 1975.

Le département d'Etat a confirmé que les Allemands continueraient d'acheter du matériel militaire aux États-Unis. On prévoit que ces achats se maintiendront au même niveau qu'antérieurement, ce qui représente des centaines de millions de dollars par an. Dans l'esprit des Américains, l'Allemagne fédérale reste le « meilleur élève » de la classe atlantique. Compte tenu des prochaines élections allemandes, il a été jugé opportun de faire ce geste en faveur du chancelier Schmidt en mettant fin à cette sorte de tutelle imposée à son gouvernement qui pourra désormais coopérer librement avec les États-Unis dans le domaine militaire et acheter du matériel sans y être contraint par un accord formel. La fin de ces accords, impopulaires en Allemagne, devrait donc être un succès pour l'électorat allemand et le chancelier Schmidt qui, à plusieurs reprises, s'était plaint publiquement du « chantage » auquel était soumis le gouvernement de Bonn, obligé de payer la note pour éviter un retrait des forces américaines.

HENRI PIERRE.

L'AUBORE : « Une analyse pertinente. »

« La façon dont le chancelier allemand a dévoilé un accord apparemment secret relève du terrorisme plus que des usages diplomatiques. »

« Cette monumentale indiscretion, commise en Amérique, laisse planer le soupçon d'une collusion entre le machiavélique Kissinger et son plus sûr allié européen. En justifiant son sur-nom de « grande gueule » et en mettant les pieds et les chaussures dans le plat, Helmut Schmidt a placé en position délicate aussi bien Giscard que Callaghan, les forçant à valider publiquement les idées bien connues du secrétaire d'Etat américain. »

« Mais la probabilité de cette divulgation quirompt tous les principes des relations au niveau des États n'enlève rien à la pertinence de l'analyse des Quatre Grands à Porto-Rico. De plus, les médias ont consenti des sacrifices financiers plus importants pour empêcher la ban-

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE PARISIENNE

queroute de la démocratie italienne. Au nom de quoi les « quatre » devraient-ils continuer à faire peser sur leurs propres contribuables le prix et le poids d'une expérience de partage de pouvoir avec des communistes qui ne tiennent qu'à renverser les régimes capitalistes ? » (XVES BENOIT.)

L'HUMANITE : « Désolidarité et duplicité. »

« Ainsi M. Giscard d'Estaing prend une décision qui met en cause la politique de la France à l'égard d'un pays voisin et ni le Parlement ni le peuple n'en sont informés. Ni la presse écrite ni la radio, après cela, le président de la République et ses amis peuvent bien assurer de leur considération distinguée les commentateurs de la radio-télévision. On voit le respect dont ceux-ci sont entourés pendant tout le temps qu'ils durent la conférence, ils ont été réduits à nous expliquer gracieusement que seule la lutte contre l'inflation était à l'ordre du jour. (...) »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « Un pavé dans la mare. »

« Un pavé est jeté dans la mare de la politique française. Pour les gauchistes, en effet, apprendra-t-on à Porto-Rico, Giscard d'Estaing a cautionné un projet international d'ingérence dans les affaires intérieures italiennes, c'est recevoir une nouvelle preuve de la résolution avec laquelle la sacro-sainte indépendance nationale — pièce centrale du dogme gauchiste — est mise en pièces par le successeur de Georges Pompidou. C'est surtout trouver la confirmation de la renouveau de l'atlantisme français dont la réorientation de la

politique de défense ne constitue qu'une manifestation parmi d'autres. (...) » Comment expliquer que Helmut Schmidt, membre de l'Internationale socialiste au même titre que François Mitterrand, soit l'un des principaux hommes de main de Kissinger en Europe ? Esquiver le débat ou ne pas y répondre, ce serait tromper l'opinion et, pour la gauche, accentuer les vents froids d'un échec prévisible. Les confidences de Helmut Schmidt ont au moins un mérite : elles mettent les socialistes au pied du mur. Entre l'Europe américaine et l'Europe des peuples, entre la social-démocratie et le socialisme à la française, il faudra bien qu'ils choisissent. » (JEAN-MARIE BOREK.)

LE FIGARO : « Une double erreur. »

« La décision de punir l'Italie au cas où Enrico Berlinguer et ses

amis entreraient au gouvernement a-t-elle été vraiment prise ? La France, pour ce qui la concerne, y a-t-elle souscrit ? Si oui, ce serait une double erreur. En premier lieu parce que les partenaires de Rome se seraient liés les mains par un pacte. En second lieu parce qu'en haussant de front le sentiment national d'un peuple, on pactise avec la politique du pire et on risque de le pousser au pire. » (XAVIER MARCHET.)

LIBERATION : « La gauche est prévenue. »

« Les quatre Occidentaux de Porto-Rico ont décidé de mener à leurs manières la campagne électorale en Europe. En particulier en Italie, mais aussi en France. Histoire, avant les législatives, de réveiller les vieux fantasmes. Mais, naturellement, Schmidt est un lourdaud, il n'a pas l'élégance de Giscard pour dire ces choses-là. Et Giscard,

qui s'ingénierait à danser un pas de deux avec l'opposition, qui critiquerait l'ingérence des uns dans les affaires des autres, qui faisait l'éloge du Parlement européen, voilà toute son entreprise d'éducation réduite à zéro. Enfin, on sait quand même ce que pense Giscard. Voilà la gauche prévenue. »

Médecine

Pharmacie

- Préparation scientifique des bacheliers A, B, C, D en math, physique, chimie en septembre.
- Enseignement annuel de soutien parallèle à la Fac. par C.D.P.
- Année préparatoire pour les bacheliers A et B.

CEPES

Groupe de la rue de Valenciennes 57, rue Charles-Lamotte, 22 NEUILLY 722-94-94 et 742-55-19

هنا من الأهل

DIPLOMATIE

L'élection du Parlement européen des représentants de la République

(Suite de la première page.)

Elle est une assemblée communautaire au suffrage universel, ce n'est pas seulement modifier la procédure de désignation d'un organe actuellement législatif. C'est lui donner des moyens de devenir importante et lui conférer une légitimité démocratique parmi les institutions européennes.

Depuis 1789 toutes les assemblées élues par le peuple ont tenté de se transformer en constituante, quand elles se trouvaient devant un vice constitutionnel. Certains enthousiasmes de la supranationalité espèrent que la nouvelle Assemblée de Strasbourg aura cet exemple et qu'elle aura ainsi mis fin à une souveraineté nationale. Leurs espoirs ne sont pas nécessairement démesurés, le risque existe que nul ne peut rendre à la légère. Un risque certainement suffisant pour inquiéter beaucoup de Français qui ne sont pas prêts à se soumettre à des lois votées par un Parlement international où leurs représentants auront moins de 20 % des sièges.

Il reste difficile, malgré tout, de obliger l'opinion publique contre l'incapacité même de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Il y a là une différence capitale avec le débat dont la Communauté européenne de défense fut l'objet en 1954. D'autres sont aussi inquiètes. Gaullistes et communistes ne sont plus libres de leurs mouvements comme alors. Ils ont intérêt à prendre la première place dans les alliances respectives, mais dans le dialogue. Tout cela conduit à des batailles sur les modalités de l'élection plutôt qu'à une remise en cause de son principe même. Sur ces arides de modalités, la position des défenseurs de l'indépendance nationale pourrait être forte, car elle ne baserait pas seulement sur l'arbitraire parlementaire, mais sur la logique même de l'institution onéreuse et sur un large consensus populaire.

Le traité de Rome, la décision du Conseil européen, la nature et les pouvoirs de l'Assemblée à élire, conduisent à l'adoption de règles fondamentales. Un point est crucial : il ne s'agit pas d'écrire des règles européennes à un Parlement européen, mais des représentants français à une institution internationale. Même désignés au suffrage universel, ces représentants ont un caractère de diplomates, parlant au nom de son pays. Dans le traité de Rome, la Constitution érigée en « République indivisible » (art. 2), ne signifie qu'on ne doit établir

entre eux aucune différenciation régionale ou locale, donc que tous doivent être élus par la nation entière formant une circonscription unique. Diviser la représentation française à l'Assemblée communautaire suivant des circonscriptions régionales ou locales serait conférer à cette dernière une sorte d'existence internationale, ce qui contredirait radicalement l'article 2 de la Constitution.

L'élection de quatre-vingts députés dans une circonscription unique ne présente aucune difficulté avec un système de représentation proportionnelle. Les défauts de ce type de scrutin pour la composition d'un Parlement national ne se retrouvent pas pour la désignation de représentants dans une assemblée internationale. Peu importe que la représentation proportionnelle gêne la formation d'une majorité stable, puisque l'Assemblée communautaire n'en a pas besoin, son existence étant même dangereuse dans la mesure où elle pourrait conduire à une violation des principes du traité de Rome. L'essentiel est que chaque représentation nationale soit aussi représentative que possible : ce que la proportionnelle assure précisément, surtout dans une circonscription unique. Ajoutons qu'en donnant aux grands partis le rôle essentiel dans la formation des listes de candidats, on garantit d'une autre façon la représentativité des députés en même temps que leur qualité.

De tels principes pourraient être acceptés par beaucoup d'autres que les gaullistes ou les communistes. Les partis politiques français ont tout intérêt à une représentation de ce type, qui aurait en outre l'avantage de séparer nettement les élections nationales et l'élection pour les représentants à l'Assemblée européenne. Ils auraient de même intérêt à introduire dans la loi de cette dernière élection des dispositions organisant une révocation des représentants français au cas où ceux-ci violeraient des dispositions contraires aux principes de la Communauté. Faut-il ajouter que le président de la République ne pourrait qu'approuver de telles dispositions, puisque l'article 5 de la Constitution fait de lui le garant de l'indépendance nationale ?

Il semble donc que l'élection des représentants de la France à l'Assemblée européenne ne donne lieu qu'à un combat limité, sans proportion avec la bataille de la C.E.D. Le ralliement de l'U.D.R. au principe même de cette élection rend d'ailleurs impossible qu'on le remette en cause avec quelques chances de succès. Sur les modalités, un consensus relatif pourrait s'établir si tout le monde était réellement décidé à rester dans les limites du traité de Rome. Ce qui signifie que les défenseurs des autonomies nationales ont intérêt dans ce domaine à prendre appui sur la logique même des règles communautaires et des décisions de Bruxelles plutôt qu'à les remettre en cause.

MAURICE DUVERGER.

Le litige sur la mer Egée

ATHÈNES INVITE ANKARA À RENONCER À L'ENVOI UN NAVIRE DE PROSPECTION PÉTROLIÈRE

La Grèce a invité, vendredi 18 juillet, la Turquie à réexaminer sa décision d'envoyer le navire de prospection pétrolière *Sismik-1* en mer Egée, estimant que les richesses minières des fonds marins d'appartenaient exclusivement à la Grèce. Le navire commencerait ses recherches dans quelques jours.

Le gouvernement grec déclare maintenir sa proposition, prise il y a quinze mois, de soumettre l'affaire à la Cour internationale de Justice. La Grèce soutient que ses droits s'étendent sur toute la mer. La Turquie affirme, de son côté, que les siens vont jusqu'au milieu de la mer. De surcroît, Ankara a placé ses forces armées, y compris sa flotte de la mer Egée, en état d'alerte.

4 ses lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde
présente une

Medec Sélection
hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

CEPE

Le long hiver chilien

(Suite de la première page.)

Les autorités ont indiqué que des poursuites avaient été engagées contre cent cinquante-trois personnes auteurs de « sévices », que quarante et une d'entre elles s'étaient vu infliger des « sanctions » et que l'enquête est en cours pour cinquante autres. « Nous, Chiliens, avons l'esprit juridique. C'est notre attachement traditionnel à la légalité qui nous permet de résoudre le problème. Nous avons plus progressé en six mois que le Brésil en douze ans ! »

Un homme « hormonal »

« Une farce, une opération de chirurgie esthétique » : à l'autre bout, les incrédules sont nombreux. Passé le bruit fait autour de la session de l'O.E.A., ils s'attendent à une répression accrue. « Des tortionnaires ont été punis ? Comment s'appellent-ils ? Où sont les dossiers d'incrimination ? » Encore un avocat de la démocratie chrétienne, et encore un sceptique. Comment croire-t-il aux libérations de prisonniers politiques ? « Dans le même temps, la police arrêtait entre cent et cent cinquante communistes », qui ont disparu depuis lors. « Comment croire qu'un débat s'est ouvert dans le pays sur les droits de l'homme ? Lorsque cinq juristes ont envoyé aux dirigeants de l'O.E.A. un document sur les illégalités et les abus qu'ils avaient constatés, ils se sont fait traiter de « canailles » et de « traîtres ».

La surprise, la grande surprise de ces dernières semaines, du moins pour les partisans de M. Frei, a été la rapidité avec laquelle le général Pinochet a regagné les bonnes grâces de Washington. Ceux qui avaient fait le voyage jusqu'aux États-Unis — et au département d'État — étaient unanimes à rapporter l'exaspération de l'administration américaine à l'égard d'un homme

considéré comme « irrationnel », voire « hormonal », avec qui il était « impossible de s'entendre », de « faire une nouvelle tentative ».

Quand le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, avait passé quelques heures à Santiago au début de mai, il avait assuré les promesses d'aide économique du chantage le plus cru. Certes, les prêts bancaires, ou ceux du F.M.I., n'ont jamais manqué à la junte. Mais l'aide militaire était tombée à son niveau le plus bas. Et l'assistance économique rencontrait une résistance grandissante de la part du Congrès. Or, vus de l'extérieur, les « pressions » américaines semblent avoir été de courte durée. Les milieux politiques ont l'impression que Washington n'a demandé qu'un « geste » à la junte, pour pouvoir copier plus facilement avec elle. Il y a sans doute une explication à ces retrouvailles des deux partenaires : « Les Américains se sont convaincus qu'il n'y a pas, aujourd'hui, de remplaçant possible au général Pinochet. »

Le « malaise » de l'aviation, le « mécontentement » de la marine, les « dissensions » de l'armée, tout ce qui paraissait menacer le président chilien au début de l'année est sorti de l'actualité. La fronde des généraux s'effrite de la crise économique, de l'isolement international, des « crocs » de la police secrète (DINA). Or, après avoir touché le fond du puits l'année dernière, les « Chicago boys », qui dirigent l'économie, peuvent afficher quelques indices positifs cette année. La réunion de l'O.E.A. a mis fin au boycott international. Quant à la DINA, des gens informés assurent qu'elle a été réformée récemment, et que ses nouveaux cadres (militaires) ont été puisés aux meilleures écoles.

Plus question, par conséquent, de l'alternative Frei, l'ancien président dont certains généraux dissidents étaient présentés, à tort ou à raison, comme les « médiateurs » militaires. En janvier, le leader démocrate-chrétien avait joué son va-tout en publiant de dures critiques contre la junte. Cet écart est resté apparemment sans lendemain. « Le régime a, certes, ses dissensions internes, mais un accord s'est fait en son sein pour éviter, quelles que soient les divergences, de recourir à des alliés de l'extérieur », dit un document de l'opposition clandestine, lequel évoque le triomphe phallique propre à tous les clans des destins du monde pour reconnaître, lui aussi, que la « dictature se consolide ».

Maréchal, nous voilà !

Les Chiliens voient donc se dessiner un système de plus en plus personnalisé, une sorte de caudillesme » dont les relais populaires ne sont pas encore très nets. « Pinochet est l'exécutif », dit le directeur d'un journal, les au-

tres membres de la junte sont le législatif. » Pour gouverner, le président dispose de la DINA, « son bras armé, son parti politique ». Grâce à elle, « il peut contrôler les autres militaires ».

Une sorte de *Movimiento* à la franquiste, encore honteux de l'être, est en train de s'ébaucher : le Mouvement d'union nationale, qui comprend des « fronts » du travail, de la jeunesse, des femmes, des patrons, etc. Le « front du travail » réunit les dirigeants syndicalistes les plus hostiles au « marxisme » écarté en 1973. Tant chez les paysans que chez les ouvriers, il est minoritaire, mais il agit parfaitement le régime en divisant les travailleurs. Ses responsables sont pratiquement les seuls à pouvoir présenter leurs « revendications », lesquelles excluent évidemment le droit de grève et sont assez modérées.

L'EXODE DES CERVEAUX

La purge depuis le début de l'année à l'université du Chili a accéléré l'exode des cerveaux. On observe depuis 1970. Avant cette date, et selon des renseignements de sources universitaires, le Chili se situait au-dessous de la moyenne latino-américaine dans un tel domaine. En 1974, on calculait qu'il avait perdu 10 % de ses cadres intellectuels et la situation n'a fait qu'empirer depuis.

Les ingénieurs et les techniciens sont partis sous l'Allemagne, les médecins, les spécialistes des sciences sociales et des chercheurs des sciences fondamentales après le *golpe* de 1973. Voici quelques chiffres et indications puisés aux mêmes sources : le pays a perdu 18 % de ses médecins et 30 % de ses ingénieurs (25 % avant le coup d'État). Sur cent cinquante ingénieurs travaillant à un barrage dans l'est du Venezuela, on a noté récemment que cent vingt étaient chiliens.

L'université d'Etat s'est

éliminée dès 1973. Cette fois, ce sont les « activistes » démocrates-chrétiens qui ont été expulsés. Puis, sous couleur de compression budgétaire, « tous ceux qui, par rigueur académique, n'étaient pas inféodés au régime ».

L'ancien directeur de département qui rapporte ces faits ajoute : « Toute fonction critique a été ainsi supprimée. » Une tâche, et une seule, est assignée désormais à l'une des plus anciennes universités du continent, laquelle regroupe la moitié des étudiants du pays : « Former des professionnels. » Il y a quelques mois encore, deux groupes d'extrême droite — les « gremialistas » et Patrie et Liberté — se disputaient son contrôle. Ils sont dépassés. « L'Université tout entière est régie aujourd'hui comme une école militaire. »

Le mépris pour les démocrates

vidée de beaucoup de ses biologistes, physiologistes, chimistes, mathématiciens, physiciens. Sur les deux départements de médecine qui comptent la « U », l'un a émigré entièrement vers Caracas. Certaines disciplines ont pratiquement disparu : immunologie, chirurgie du thorax, psychiatrie, pneumologie, sciences sociales. A l'université catholique, la moitié des biologistes sont partis. De toutes les infirmités sorties des facultés de Santiago à la fin de 1974, la moitié se trouvait à l'étranger un an après.

Les partisans de l'Unité populaire ne recrutent surtout dans les sciences fondamentales et sociales, les deux secteurs qui offrent guère de débouchés hors de l'Université : expulsés, ils ont donc été obligés d'émigrer. Les raisons politiques, il faut en ajouter d'autres, d'ordre économique, ainsi que le désintérêt du gouvernement militaire pour les disciplines qui n'ont pas un « retour économique » immédiat. — C. V.

comme nous l'a déclaré l'un d'entre eux, pour n'être pas « inflationnistes ».

Le front de la jeunesse s'est fait remarquer pendant la réunion de l'O.E.A. Il avait vidé les écoles de Santiago pour tenir un meeting monstre et allumer sur le cerro (2) Santa-Lucia, en hommage aux Amériques, la « flamme de la liberté ». Quand le général Pinochet se déplaça, le front de la jeunesse organise les défilés, les concentrations sur son passage. Il sert à promouvoir l'image présidentielle. Le Mouvement dépend du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire de l'armée, dont le commandant en chef n'est autre que le chef de l'État.

Écoliers qui marchent au pas, « acte civique » tous les lundis dans les classes, avec rappel des héros historiques et hymne national, allongé, pour la circonstance, d'une strophe depuis longtemps oubliée sur les « vaillants soldats du Chili » : on songe à *Maréchal, nous voilà*. Est-ce l'annonce de futures chemises bleues, style espagnol, ou brunes ? Personne ne se risque à le prévoir. Le « parti de masses » n'est pas encore créé, et, malgré les assauts de *Movimiento*, rien ne dit qu'il le sera. Le tam-tam collectif résonne embryonnaire. En revanche, il flotte dans l'air un couplet déjà entendu et qui se résume en deux mots : sécurité nationale ! La « sécurité » est le nouveau Moloch offert à l'appétit des foules. Une académie supérieure lui est déjà consacrée. Les officiers ambitieux y passent obligatoirement. C'est maintenant l'ENNA du régime. Un journaliste rapporte la conversation qu'il a eue récemment avec son directeur : « J'ai compris que les militaires voulaient y former désormais les futurs cadres de la nation. J'ai compris en même temps qu'ils avaient l'intention de rester longtemps au pouvoir. »

Une opposition sans stratégie

Symbole des symboles : le directeur de l'académie a été bombardé à la fin mai recteur de l'université du Chili. A peine avait-il assumé ses fonctions que le général Toro Davila mettait les points sur les i : « Ma gestion, disait-il le 8 juin, se fondera sur les principes d'autorité et de hiérarchie. » Il donnait ainsi tout son sens à la purge commencée en janvier dans les facultés et qui a abouti à l'éviction d'un millier des dix-huit mille enseignants et fonctionnaires de l'enseignement supérieur.

Les « marxistes » avaient été

occidentales, condamnées pour leurs « faiblesses » et leur « déviance » : l'appel à la défense du « monde chrétien » contre le « marxisme international » ; le rejet d'un système politique qui était l'orgueil du Chili, et la prétention à former une « nouvelle génération » suivant des règles d'état-major : ce que le général Pinochet proclame en public, il le dit aussi en privé. Ces convictions s'appuient sur une organisation d'État qui, en deux ans à peine, est devenue tentaculaire. Les dépenses de la présidence de la République et de la défense nationale absorbent près de 40 % du budget de la nation, soit deux fois plus qu'avant, si l'on en croit d'anciens dirigeants démocrates-chrétiens qui ont fait le calcul de façon indirecte (le chiffre n'est pas public), et qui ajoutent : « Nous vivons dans un État policier qui surveille ses ressortissants jusqu'à l'étranger. »

L'espoir de la démocratie, ce pourrait être le pari de M. Frei. D'abord divisée entre une droite ralliée au coup d'État, et une gauche qui le condamne, entre ceux de l'extérieur et ceux de l'intérieur, la démocratie chrétienne est passée tout entière dans l'opposition, si l'on excepte certaines défections comme celle de l'ancien ministre Juan de Dios Carmona, qui a « accepté d'entrer dans le Conseil d'État créé récemment par le chef de la junte. Mais quelle est la stratégie, quelles sont les alliances de cette opposition ? Les ennemis d'hier — « marxistes » et démocrates-chrétiens — restent ceux d'aujourd'hui. Certains dirigeants du P.D.C. estiment, en effet, que « 80 % des Chiliens sont contre ce que représentait Allende ». Ils attendent que la population se détache définitivement de la junte et évolue en leur faveur. Ainsi se répète ce qu'une personnalité « chrétienne et démocrate » appelle devant nous la « grande erreur » commise du temps d'Allende : l'absence d'un accord entre les partisans de M. Frei et ceux de l'Unité populaire. Une autre erreur — plus ancienne celle-là — a consisté à ne pas intégrer les militaires au jeu politique et à les laisser aux mains de l'extrême droite et du grand capital. Une erreur que les partis traditionnels ne sont pas seuls à payer.

CHARLES VANHECKE.

(2) Collina.

Prochain article :

TROIS ANS
DE REVANCHE

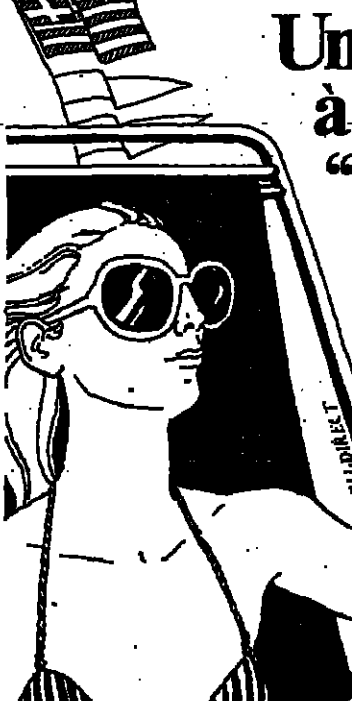
Une croisière en GRECE à peu de frais à bord de "l'Alexandros" pour 1.500f. seulement.

EN PENSION COMPLÈTE, avion ALLER-RETOUR PARIS/PARIS compris. Seul l'hébergement à Athènes est en supplément, selon la formule choisie.

Croisières de 3 ou 4 jours :
Le Pirée, Rhodes, Mykonos, La Crète, Santorin, La Turquie...
des horizons de rêve... l'air marin et le soleil.
Détente complète à bord d'un magnifique bateau.

Navi-Greece a pensé à ceux qui n'ont pas encore prévu leurs vacances et qui aiment le charme de l'improvisation parfaitement organisée.

Une occasion à saisir tout de suite.
Téléphonez au 260.30.20 ou allez à l'agence
Le Voyage en Grèce,
6, rue de l'Échelle - 75001 Paris



MARIO
est heureux
de vous recevoir
dans un nouveau cadre
DEJEUNERS D'AFFAIRES
DINERS - SOUPERS
7, rue des Ecoles, Paris 5^e
Réservez votre table à
326.83.59. Parking
Ferme le jeudi
Spécialités italiennes de grande classe

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

La loi de la jungle à Beyrouth-Ouest

Beyrouth (A.F.P.). — Au fil des semaines, l'insécurité grandit dans les rues de Beyrouth-Ouest, contrôlée par les palestino-progressistes, où règne la loi de la jungle.

La rue Hamra — autrefois artère élégante — est devenue, pendant les quelques heures d'animation qu'elle connaît en fin de matinée, un gigantesque souk où sont proposés des marchandises diverses, d'origine douteuse. La plupart des badauds, clients ou simples badauds, armés de lourds revolvers qu'ils ne cherchent pas à dissimuler, et parfois d'un fusil d'assaut.

Des groupes armés entretiennent l'arbitraire. Le contrôle se passe souvent bien. Parfois, cependant, le conducteur arrêté se retrouve éjecté de son véhicule dans lequel s'entassaient les hommes en armes. Aucun recours n'est possible.

Depuis le début de la pénurie d'essence et la hausse vertigineuse des prix du carburant au marché noir (de 2 dollars le litre), un autre racket avait fait son apparition : des « siphonneurs » vidèrent les réservoirs des voitures au cours de la nuit. Or ce « petit métier », depuis quarante-huit heures, a changé d'échelle, et c'est maintenant en plein jour et sous le regard des armes que les « éléments armés » arrachent les réservoirs de leurs voitures.

Si les risques d'être arrêté, enlevé, battu, dévalisé sont encore « acceptables » dans les quartiers habités, ils ne le sont plus sur les anciens champs de bataille qui forment maintenant un « no man's land » impressionnant, bordant la ligne de démarcation couvrant Beyrouth en deux. Dans ces quartiers déserts, silencieux, aux immeubles calcinés marqués d'impacts, d'étranges groupes règnent en maître et achèvent systématiquement le pillage, s'emparant de tout ce qui est encore monnayable : encadrements des portes et fenêtres, tuiles encore intactes des toits.

Lorsqu'on doit traverser cette zone, on ne s'attarde pas et l'on soupire de soulagement en arrivant sur la ligne de front, même sous un bom-

bardement. Là, du moins, les militaires appartiennent à des groupes organisés et disciplinés, et on ne court plus guère le risque d'être rançonné.

L'une des épreuves les plus pénibles est sans doute la traversée du « carrefour du Musée », seul point de passage entre les deux zones de la capitale libanaise. Aux balles des tireurs isolés, aux contrôles parfois dilatoires et soupçonneux des militaires des groupes organisés, s'ajoute le risque que représentent quelques « barages volontaires » de malfaiteurs qui rançonnent à quelques centaines de mètres de peine des combattants « officiels ».

Dans ce secteur, mardi après-midi, un correspondant américain a été contraint — un canon de pistolet sur la tempe — d'abandonner sa voiture et de vider ses poches.

Les occupations d'appartements vides se poursuivent toujours, malgré les mises en garde des responsables. Un diplomate d'un pays occidental a ainsi abandonné l'appartement qu'il occupait dans un luxueux immeuble d'un quartier résidentiel, en bordure de mer. Sur les seize appartements du building, quatorze ont été occupés par des familles nombreuses, obligées d'abandonner leur quartier régulièrement bombardé.

Consentants de cette situation d'insécurité totale, les dirigeants de certaines organisations de gauche tentent de rétablir un minimum d'ordre et de constituer des groupes chargés de la sécurité. Ces efforts sont, jusqu'à présent, restés vains.

Samedi dernier, M. Raymond Eddé, dirigeant chrétien modéré, a reproché publiquement à la résistance palestinienne son « impuissance à régler les problèmes les plus élémentaires », notamment celui de la sécurité publique, « alors que des éléments armés, appartenant ou non à des organisations, se livrent au pillage dans tous les quartiers ». « La révolution palestinienne, pour mériter ce nom, a ajouté M. Eddé, doit proclamer que tout voleur pris en flagrant délit sera exécuté dans les vingt-quatre heures sur les lieux de son crime. »

La pression de Damas sur les palestino-progressistes s'accroît sur tous les fronts

Les signes avant-coureurs d'une intensification générale des combats au Liban se sont accumulés durant le week-end du 17-18 juillet. La bataille autour du camp palestinien de Tell-el Zaatar est de plus en plus acharnée, tandis que le nombre des victimes dans la seule ville de Beyrouth s'est élevé à plus de 200 morts et 400 blessés. Les Palestiniens annonçaient dimanche, avoir repoussé le soulèvement et même assaut contre le camp, assailli depuis le 22 juin, alors que les forces chrétiennes affirmaient qu'elles tenaient pratiquement tout le secteur et qu'elles avaient planté le drapeau libanais en lieu et place de l'emblème palestinien qui ornait le siège du P.F.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) du Dr Georges Habbache.

L'impasse politique et diplomatique est totale : la faible espoir né de la possibilité d'une rencontre syro-palestinienne s'est évanoui. Non seulement le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, ne s'est pas rendu à Damas, mais la délégation palestinienne qui

devait y aller à sa place a renoncé à faire le voyage. Les Palestiniens expliquent leur attitude par le refus des Syriens de retirer, comme ils l'avaient promis, une partie de leurs troupes du Liban. Le premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud, continue sa navette entre Beyrouth et Damas — il se trouvait dimanche dans la capitale syrienne — mais il estime lui-même que ses chances de succès sont minces.

L'arrivée de renforts syriens

Sur le terrain, certaines informations ont alimenté l'incertitude de la population, qui s'attend à une offensive des forces conservatrices, appuyées par l'armée syrienne. L'évacuation des ressortissants américains, prévue pour ce mardi 20 juillet, ainsi que la fermeture très discrète de l'ambassade jordannienne à la suite de la visite que vient d'effectuer à Amman le ministre

syrien des affaires étrangères, nourrissent les appréhensions.

De nouveaux renforts syriens, comprenant trente chars, sont arrivés à Sofar, localité située à 25 kilomètres de Beyrouth, tout près d'un nœud routier vital pour les lignes de communications palestino-progressistes. Les troupes syriennes paraissent revenir en direction de Salda, dont elles s'étaient éloignées quelques jours plus tôt. Elles ont, enfin, selon les Palestiniens, fini d'occuper Baalbeck. La pression de Damas sur les palestino-progressistes s'accroît donc partout, et, selon les estimations d'un officier de Damas, les troupes syriennes contrôlent les trois cinquièmes du territoire libanais.

Une déclaration du leader de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, a porté à son comble l'incertitude dans le secteur palestinien-progressiste. M. Joumblatt prévoit, en effet, une attaque massive contre Beyrouth-Ouest. Il s'agit essentiellement du centre commercial de la ville et de la zone des grands hôtels. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

Le message adressé le 11 juillet par M. Brejnev à la Syrie

< Vous pouvez contribuer à l'arrêt des combats en retirant vos forces >

Le récent message adressé le 11 juillet par l'U.R.S.S. à la Syrie, l'invitant à retirer ses troupes du Liban (le Monde du 14 juillet), n'a pas été publié. Le texte a été néanmoins communiqué à l'O.L.P., à M. Kamal Joumblatt, leader du Front progressiste libanais, et à divers gouvernants « amis », notamment l'Irak et la Libye. Les larges extraits, que nous reproduisons ci-dessous, ont été traduits de l'arabe en français par nos soins. Le texte est libellé : « Message de Leonid Brejnev aux dirigeants syriens ».

« Permettez-moi, écrit le dirigeant

soviétique, de vous poser, pour commencer, une question directe : qui se frotte les mains de joie en observant les événements au Liban ? Bien sûr, les impérialistes. (...) Nous étions, vous et nous, persuadés que le mouvement de la résistance (palestinienne) constitue l'un des principaux piliers de la lutte contre les agresseurs israéliens et l'impérialisme.

Nous considérons, vous et nous, les dirigeants du mouvement de la résistance comme des amis et des patriotes qui représentent le peuple arabe de Palestine. « Cependant, que se passe-t-il actuellement ? Sur le plan des mobiles, nous constatons que des tentatives sont en cours pour briser la résistance et le mouvement national libanais. Qui sont les assaillants ? Ce sont les forces libanaises de droite, appuyées par l'armée syrienne. Comment pourrions-nous apprécier la situation autrement quand nous constatons que les forces palestiniennes et libanaises sont assaillies, que l'armée syrienne impose un blocus aux ports (libanais). Nos constatations sont fondées sur des faits qui nous parviennent non pas des stations de radio et des communications, mais de nos propres renseignements se trouvant sur place et qui nous communiquent les informations que nous détenons. »

Comment pourrions-nous interpréter autrement ces informations alors que vous n'avez pas été en mesure, jusqu'à ce jour, de livrer aux Palestiniens et aux Libanais les médicaments et les produits alimentaires que leur offrait le Croix Rouge soviétique ? Nous regrettons de constater que l'armée syrienne se trouve au Liban ne nous a fourni aucune assistance à cet égard. « Nous savons que la résistance et le mouvement national libanais demandent un cessez-le-feu immédiat et ce sont vos forces qui sont hostiles à l'arrêt des combats. Cela entraîne et intensifie l'effusion de sang au Liban. Nous ne comprenons ni votre

ligne de conduite ni les objectifs que vous poursuivez au Liban. »

« C'est en tant qu'amis que nous nous exprimons en toute franchise. D'ailleurs, qui d'autre que nous pourrait vous parler de la même manière ? Il est de notre devoir d'envisager l'avenir, proche et lointain. Si la Syrie persiste dans la voie qu'elle a empruntée, elle donnera aux impérialistes et à leurs collaborateurs la possibilité de planter sous leur contrôle les peuples arabes, les mouvements progressistes (de cette région) ainsi que les États arabes dotés de régimes progressistes. »

« Nous suivons avec inquiétude les prises de position et les orientations de la Syrie sur la scène internationale. Nous vous invitons à être prudents. Nous exhortons la direction syrienne à prendre toutes les dispositions pour mettre un terme aux opérations militaires menées contre la résistance et le mouvement national libanais. Le premier pas dans cette direction devrait être l'arrêt immédiat des combats. Vous pouvez y contribuer en retirant vos forces du Liban. Une bonne occasion vous est offerte, à savoir l'installation provisoire de forces arabes au Liban. »

« Nous sommes convaincus que de telles mesures correspondront aux intérêts de la Syrie elle-même. Je vous demande de bien réfléchir, et avec sérénité, à ce sujet, en tenant compte des dangers que je viens d'évoquer. Il serait utile que vous preniez en considération notre point de vue, qui pourrait vous aider à trouver une solution juste, une issue à une difficile et périlleuse situation, laquelle ne sert que la politique et les intérêts de l'impérialisme. »

« Il va de soi que nous sommes toujours prêts à consolider les liens d'amitié entre nos deux pays et à surmonter les difficultés suscitées par la situation, passagère, au Liban. Dans ce cas, l'amitié de notre pays à votre égard est assurée, d'une façon stable. A moins que la Syrie ne se comporte d'une manière qui fasse apparaître des fissures dans les relations entre nos deux pays. »

« Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous soumettre vos idées en tenant compte de ce que vous expose la présente missive. »

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● PLUSIEURS CENTAINES DE REFUGIÉS POLITIQUES LATINO-AMÉRICAINS qui faisaient la grève de la faim à Buenos-Aires ont cessé, dimanche 18 juillet, leur mouvement après avoir reçu la promesse que six pays accepteraient de les accueillir en qualité d'immigrants permanents. Le gouvernement canadien s'est engagé, pour sa part, à accueillir un millier de réfugiés. — (A.F.P.)

Hongrie

● L'APPROVISIONNEMENT DE LA POPULATION DEVIENT DIFFICILE, constate le gouvernement hongrois dans un communiqué, où il demande aux ministères de l'agriculture et du commerce, au Conseil national des coopératives de consommateurs et aux divers organismes d'achat de se pro-

curer dans les fermes tous les légumes et les fruits disponibles dans les quarante-huit heures et de constituer huit jours de stocks de viande. Cette pénurie est provoquée par la vague de sécheresse qui règne dans le pays. — (Reuters.)

Mexique

● LE PRÉSIDENT LUIS ECHEVERRÍA a demandé les informations selon lesquelles son gouvernement aurait contribué à la destitution du directeur du journal *Excelsior*, rapporte le *New-York Times* dans son édition du 18 juillet. (Le Monde du 10 juillet.)

Vietnam

● ENVIRON UN DEMI-MILLION D'HABITANTS DE VILLE-HO-CHI-MINH (Saigon) ont été réinstallés dans les nouvelles zones rurales du Sud, rapporte l'Agence Viet-

ASIE

Bangladesh

ACCUSÉS DE « CONSPIRATION » PLUSIEURS OFFICIERS SONT CONDAMNÉS A DE LOURDES PEINES

Dacca (A.F.P.U.P.). — Un tribunal militaire spécial a condamné à mort, samedi 17 juillet, le lieutenant-colonel Abu Tahar, et à la détention perpétuelle, le frère de ce dernier, M. Abu Yusuf Khan, et le commandant Jalli, président du parti socialiste national. Un quatrième inculpé a été condamné à dix ans de prison tandis que seize autres personnes étaient acquittées. Tous étaient accusés d'avoir « conspiré en vue de combattre le gouvernement du Bangladesh, de le renverser par la violence et de détruire les réalisations de la glorieuse révolution du 7 novembre ».

(Les « conspirateurs » étaient membres ou sympathisants du parti socialiste national. Ils avaient pris un part active, le 7 novembre, aux affrontements au sein des forces armées qui conduisaient au renversement du lieutenant-général Mosharraf, installé au pouvoir depuis le 3 novembre (il était considéré comme étant trop favorable aux Indiens), et à son remplacement par le général Ziaur Rahman, aujourd'hui « l'homme fort » du Bangladesh. Le « mouvement » du parti socialiste national, et en particulier les frères Taher, avaient été accusés, peu de temps après, d'avoir organisé un attentat contre l'ambassadeur d'Inde à Dacca et de vouloir porter préjudice à l'amitié entre l'Inde et le Bangladesh. Le commandant Jalli fut arrêté quelques jours plus tard. Son frère aîné, condamné à mort, les plus sévères des hommes qui furent les héros de la résistance contre l'armée pakistanaise pendant la guerre civile de 1971, le général Ziaur Rahman entendait sans doute imposer son autorité dans l'armée, apaiser quelque peu le voisin indien, avec lequel, pourtant, la querelle sur le partage des eaux du Gange n'est pas réglée.)

Chine

DE QUOI CHOU EN-LAI EST-IL MORT ?

Le *Quotidien de Paris* reproduit, lundi 19 juillet, le texte d'un tract qui serait parvenu de Chine et qui aurait été rédigé par « le comité d'action Chou En-lai, groupe de combat pour la liberté ». Selon ce document, Chou En-lai ne sera pas mort d'un cancer, comme Chine nouvelle l'a écrit. Le docteur X., qui soignait l'ancien premier ministre, aurait déclaré après avoir lu la version officielle du décès. Il aurait auparavant tenu des « propos incohérents » que le tract reproduit.

Chou En-lai, aurait dit « docteur X. », souffrait d'un malade du cœur, qui aurait été aggravée par « une tentative d'empoisonnement » intervenu fin mars 1976. Il fit plusieurs chutes pendant l'année. Cependant, il paraissait rétabli lorsque le 8 janvier, sa mort fut soudainement annoncée. L'auteur du tract accuse « certains individus du comité central » d'avoir fait l'incinération « avec une hâte excessive le cadavre du premier ministre afin de cacher au peuple la vérité sur la maladie de Chou En-lai. »

Le *Quotidien de Paris* n'exclut toutefois pas que le tract « une provocation des services secrets de Tachan ». [Dans un commentaire, M. Vienne accuse « le Monde » de « s'être blagué » de publier un poème de cinquante vers de 5 à 7 syllabes, nouvelle avait diffusé. Outre qu'il paraît difficile de reproduire l'intégralité des informations données par l'agence, et qu'on voit mal en quoi ce poème... nous aurait gênés, rappelez à M. Vienne que notre comité de rédaction à Pékin a cité (« le Monde » du 5 avril) d'autres poèmes que Chine nouvelle n'a pas mentionnés. Nous reprocher de n'avoir pas à l'époque fait état de l'attitude politique qui s'est emparée de la Chine, à Pékin et en province relève donc du procès d'intention.

Yugoslavie

● UNE SOVIÉTIQUE CONdamnée en avril dernier à Zagreb à cinq ans de prison pour espionnage a été libérée et expulsée vers l'U.R.S.S., après avoir purgé un seul mois de prison, indique-t-on, le 18 juillet, de source soviétique. Mme Irena Pomega, qui est âgée d'une trentaine d'années, travaillait à Zagreb comme ingénieur en électronique. Au cours du procès, elle avait reconnu s'être procurée illégalement des informations confidentielles. — (U.P.I.)

افتتاح اليوم مصرف يخدمك في باريس وكأنك في بلدك

(Il y a maintenant à Paris, une banque qui offre un service bien de chez vous)

Offrir à la clientèle Moyen-Orientale une certaine forme d'hospitalité à laquelle elle a été habituée; voilà quel est le premier souhait de la Banque de la Méditerranée-France, une Société Anonyme Française en liaison constante avec le Moyen-Orient, un trait d'union entre la France et les Pays Arabes dans leur diversité.

Pour offrir cette hospitalité, la Banque de la Méditerranée-France possède un atout majeur : son équipe.

Elle est composée de cadres Moyen-Orientaux imprégnés de culture occidentale; leur accueil sera toujours chaleureux, leurs conseils seront toujours pertinents, toujours judicieux. C'est normal, cette équipe formée dans l'environnement bancaire Moyen-Orientale,

est rompue à toutes les particularités du système bancaire arabe et à toutes ses subtilités.

Ses cadres sont spécialistes des opérations triangulaires, des crédits documentaires, des ouvertures de crédit en toutes monnaies, des opérations de change, d'arbitrage...

Il s'agit véritablement d'experts de la banque commerciale qui ont en commun une passion pour leur métier et une capacité éprouvée à être efficaces, à servir au mieux les intérêts de la clientèle.

Notre clientèle c'est vous. Si vous vous trouvez à Paris, venez nous voir dans nos locaux au 23 de la rue Quentin Bauchart, Paris 8^{ème}, à cinquante mètres des Champs-Élysées et de l'Avenue George-V. Il est bon de se retrouver à parler une même langue.

Banque de la Méditerranée-France, s.a.

هنا من لا أمل

POLITIQUE

UNE ÉLECTION CANTONALE

SOMME. Canton de Bernaville (1^{er} tour).

Inscrits : 3 863. Suff. expr. : 3 298. MM. Jacques Becq, P.S., 1 781. M. Michel Somon, maj. U.D.R.-R.L., 1 388. Charles Brasseur, intérêts communaux, 171.

[L'élection cantonale de mardi dernier avait été annulée par le Conseil d'Etat à la suite de la parution dans le Courrier picard, quotidien régional, d'une déclaration de M. Somon qui s'était refusé après le premier tour. Une erreur d'impression laissait croire que M. Somon n'était pas hostile au programme commun alors qu'il avait déclaré « être hostile » à ce programme. M. Becq avait été élu au second tour, le 14 mars par 1 624 voix contre 1 582 à M. Maurice Grépin, conseiller sortant (mouvement démocrate socialiste de France) qui ne s'est pas représenté le 18 juillet.

Un « Comité pour l'indépendance nationale » s'est constitué à Grenoble. L'initiative de Georges Bernard, professeur de philosophie à l'université de Grenoble. Il comprend des représentants des diverses formations de la majorité.

La préparation des élections municipales

LOT-ET-GARONNE : le conflit se prolonge entre le P.S. et les radicaux de gauche.

(De notre correspondant.)

Agén. — Lors des élections cantonales de mars dernier, la fédération de Lot-et-Garonne du parti socialiste avait refusé de se plier aux consignes nationales et d'accorder son soutien à M. Bordenave, sénateur radical de gauche, président sortant du conseil général. Les socialistes avaient même maintenu leur candidat lors du second tour de scrutin, ce qui avait entraîné l'échec de M. Bordenave.

Pour la préparation des élections municipales, la fédération départementale du P.S. maintient son exclusivisme contre le sénateur radical de gauche. Alors que, conformément aux décisions prises lors du « sommet » de la gauche le 28 juin, des négociations doivent s'engager entre les trois formations de l'union de la gauche au niveau départemental, la fédération socialiste a contesté la représentativité de M. Bordenave. Seuls les communistes et les socialistes se sont donc rencontrés. Aucun accord n'a toutefois pu être réalisé, le P.C.F. refusant d'épouser la querelle du P.S.

Deux bibliographies

« GISCARD D'ESTAING ET NOUS » de X. de La Fourmière

De janvier 1965, date à laquelle M. Giscard d'Estaing fut élu président du gouvernement, à mai 1974, M. Xavier de La Fourmière a accompagné dans ses nombreux déplacements le futur président de la République. Tout au long de ces années d'attente, il a recueilli la bonne parole, qu'il exprime avec beaucoup de finesse et de sensibilité dans son livre un ton un peu « saint-sulpicien ».

La durable familiarité de l'auteur avec son modèle nous permet aussi d'entrevoir des réflexions plus spontanées faites devant les membres des clubs ou des comités de travail, des rencontres avec des collaborateurs. Sur la conciliation du libéralisme et de l'autorité. Sur le rôle de l'opposition. Sur la jeunesse. Sur les capitalistes et un service des travailleurs. Sur les conflits de classe « heureusement dépassés ». Sur la « secousse » de mai 1968 à propos de laquelle il écrit : « mon extraordinaire prémonition ».

Il s'agit moins d'expliquer le personnage que d'être à ses côtés, dans les citations propres à alimenter leur prosélytisme. Dès lors, le titre de l'ouvrage, Giscard d'Estaing et nous, reçoit son sens : « nous », ce sont principalement les giscardiens. — T. F.

* XAVIER DE LA FOURMIÈRE : « GISCARD D'ESTAING ET NOUS ». Ed. Plon, 279 pages, 40 F.

« LE TIERS-SOCIALISME » DE JEAN-PIERRE BIONDI

Jean-Pierre Biondi, ancien membre de la S.F.I.O., puis du P.S.U., est l'un des animateurs de la revue *Ethiopiques* publiée à Dakar. Il a parcouru de nombreux pays en voie de développement et vit à Dakar. Dans son essai *Le Tiers-Socialisme*, il s'efforce de dégager le processus pouvant permettre au tiers-monde — dont il ne se dissimule pas l'hétérogénéité — d'accéder au socialisme. Son schéma reste en définitive celui d'un marxisme fort classique. Le tiers-monde devra, selon lui, passer par une étape « bourgeoise » avant de connaître la société sans classe dont il croit apercevoir une esquisse en Chine populaire. Il construira un socialisme des pauvres, débarrassé des scories que la richesse a introduites dans la pensée socialiste européenne.

Plus intéressante est sa définition des droits dont doivent bénéficier ces peuples. Le droit à l'indépendance, bien sûr, au développement, évidemment, mais surtout à la différence par rapport à l'eurocentrisme. Un droit trop souvent méconnu, en toute bonne foi, par les adeptes de l'égalitarisme. Un droit à la différence que Jean-Pierre Biondi semble parfois, lui aussi, brider quand il s'efforce de projeter l'avenir socialiste du tiers-monde.

T. F.

* JEAN-PIERRE BIONDI : « LE TIERS-SOCIALISME ». Flammarion, 18 F.

L'association nationale Pétain-Verdun annonce qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Pétain et du soixantième anniversaire de la bataille de Verdun, « un grand pèlerinage du souvenir » aura lieu le 23 juillet 1976 à l'île d'Yeu (Vendée). La cérémonie sera placée sous la présidence de M. Jean Borotra, ancien ministre du maréchal, déporté résistant.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

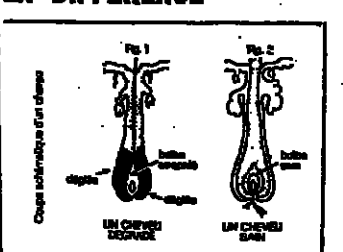
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS D'UN SPECIALISTE

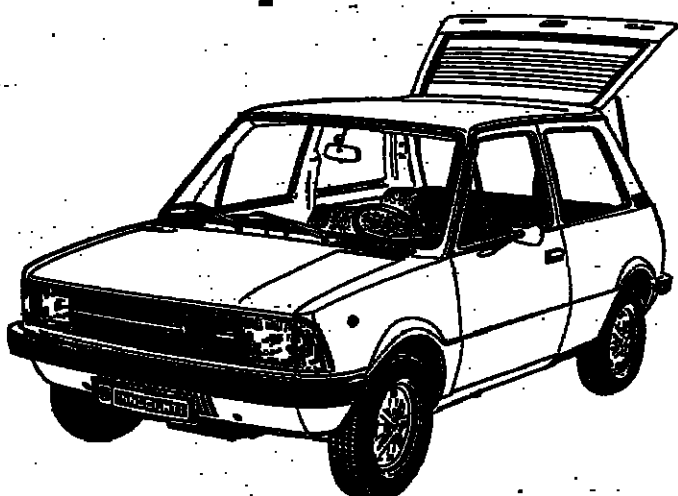
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILAIRE sur les cuir chevelus et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les



possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h. et le samedi de 10 h. à 17 h.

EUROCAP
INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 18, rue Faidherbe.
Tél. : 51-54-19
BORDEAUX : 34, place Gambetta.
Tél. : 48-05-34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme.
Tél. : 52-25-24

Innocenti: disponible sous 24 heures



Innocenti existe en 2 modèles: 90L 6 CV* 18.210 F et 120L 7 CV* 19.510 F. Innocenti est une 3 portes de 3,12 m.

Avec du style et du sens pratique, c'est la petite voiture des grandes vacances.

Choisissez votre financement:

Crédit 20% comptant 1^{re} traite après 3 mois ou Leasing Dépot de 10% du prix (restitué en fin de location) remboursement en 48 mensualités.

* prix clé en main au 12 juillet 1976 - essai et vente chez les 250 concessionnaires Austin en France. Leasing CGL - Crédit CGL



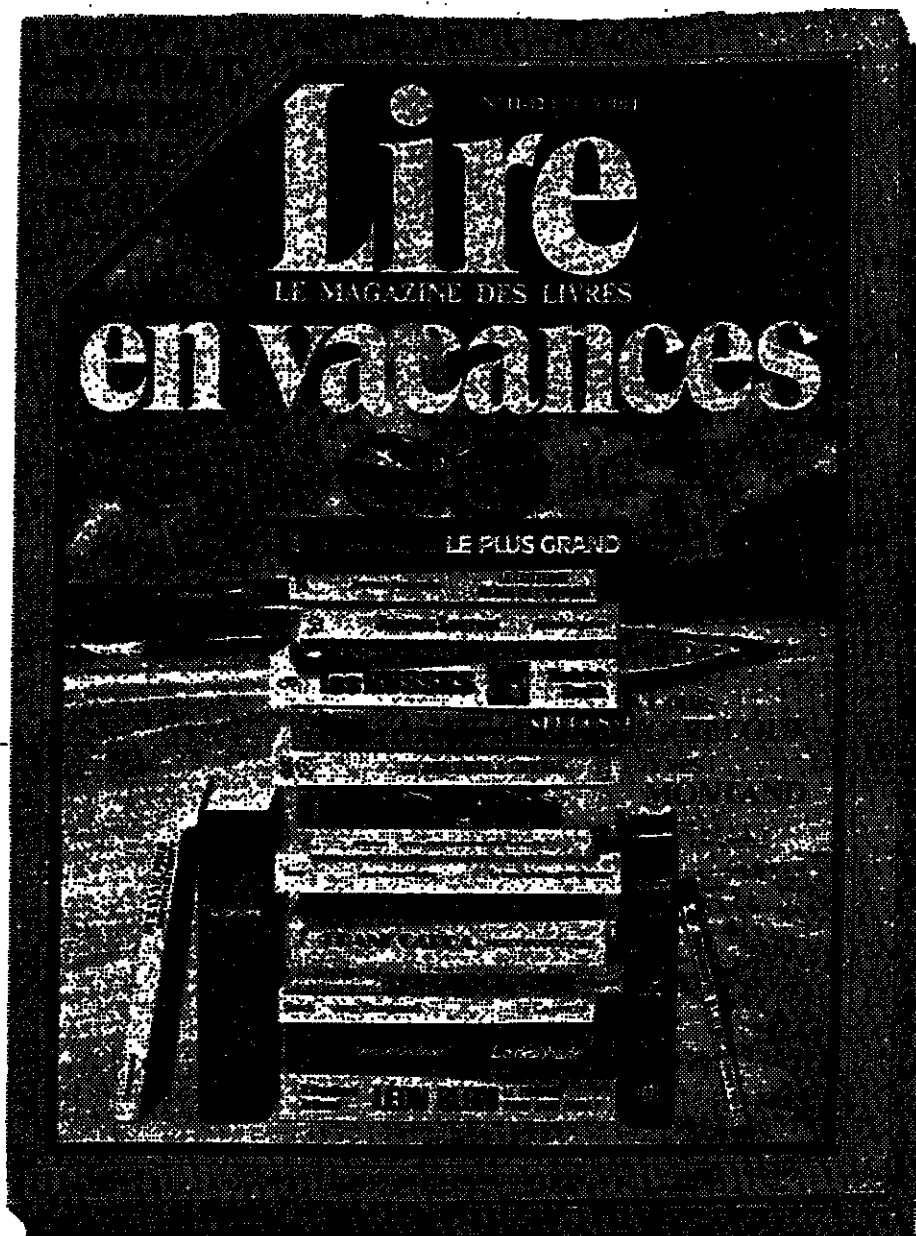
Lire en vacances : LE MAGAZINE DES LIVRES

un numéro spécial à ne pas manquer!

Bernard Pivot

a sélectionné pour vous

20 extraits passionnants



Lire LE MAGAZINE DES LIVRES

en vacances : des heures de lecture passionnantes



EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

ÉDUCATION

A POITIERS

Protestations après l'invalidation de certains examens de sciences économiques

De notre correspondant

Poitiers. — Le recteur de l'académie de Poitiers a décidé d'invaliditer les examens du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) et de la licence de sciences économiques en raison de l'insuffisance du nombre d'heures de cours dispensées pendant l'année universitaire 1975-1976. Cent quatre-vingt-cinq étudiants sont concernés par cette mesure, qui provoque déjà de vives réactions de la part des enseignants, et notamment du directeur de l'unité d'enseignements et de recherches, M. Jean-Dominique Lafay. Celui-ci devait demander au président de l'université de faire appel de la décision du recteur, au cours d'une réunion prévue ce lundi 19 juillet.

M. Lafay estime que le motif retenu par le recteur n'est pas justifié. Selon lui, l'U.E.R. de sciences économiques de Poitiers est l'une de celles où le nombre d'heures d'enseignement est le plus élevé. Quelle que soit la section, les horaires n'ont jamais été inférieurs au nombre d'heures fixé par les textes.

Pourtant l'U.E.R. de sciences économiques a connu une année très agitée. En février, les enseignants ont suspendu les cours pendant quelques jours pour pro-

tester contre la diminution du nombre d'heures complémentaires. Puis, au printemps, les étudiants ont participé au mouvement général contre la réforme Sisson. Selon les années, la grève a duré de deux à trois semaines. « Nous estimons en conséquence que les examens passés en juin sont probants », a déclaré M. Lafay, parlant au nom des présidents de jury. « Et, d'autre part, nous ne voyons pas comment organiser le type d'examen demandé par le recteur chancelier pour que le contrôle des connaissances conserve sérieux et cohérence ».

Les enseignants jugent, en effet, difficilement applicable la décision du recteur d'organiser une nouvelle session en septembre, précédée de deux semaines de cours de rattrapage. Comment convoquer les étudiants alors que certains diplômés ont déjà trouvé un emploi ou ont réalisé leur service militaire ? Pourquoi donner une nouvelle chance à ceux qui ont été ajournés en juin ? M. Lafay, qui pose ces questions, fait aussi observer que la prochaine rentrée universitaire pourrait, dans ces conditions, être retardée d'au moins quatre à cinq semaines.

J.-M. A.

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DU BACCALAURÉAT

- Baisse du taux de réussite chez les techniciens
- Légère progression dans les autres séries

Le ministère de l'éducation rend publics, ce lundi 19 juillet, les résultats définitifs des baccalauréats 1976.

Il y avait 222 227 candidats au baccalauréat secondaire : 149 430 ont été reçus, soit une proportion de 67,24 %, à peine supérieure à celle de l'année dernière (67 %). Le pourcentage d'admis le plus élevé est celui de la série C (mathématiques et sciences physiques) : 73,4 %, contre 71,4 %

● Un congrès de néo-latins aura lieu à l'université François-Rabelais de Tours du lundi 6 au vendredi 10 septembre. Il s'agit du troisième congrès international d'études néo-latines. Il est organisé par l'Association internationale des associations d'études classiques et qui a pour but d'encourager l'enseignement et la recherche concernant la « néo-latinité », celle-ci étant définie comme le latin en usage en Europe du XV^e au XVIII^e siècles.

● S'adresser pour le congrès à M. F.-C. Maréchal, c/o C.E.S.E., boîte postale 329, F. 37. TOURS.

l'année dernière. En général, les pourcentages de cette année sont supérieurs dans toutes les séries à ceux de 1975, sauf en D (mathématiques et sciences de la nature) et en D' (sciences agronomiques et techniques).

Le nombre de candidats aux baccalauréats de techniciens était cette année de 55 043 : 50 631 d'entre eux ont été admis, soit une proportion de 91,98 %, inférieure de près de trois points à celle de 1975 (94,6 %). C'est le plus mauvais score enregistré dans ces séries depuis six ans. Il faut remonter à 1969, année de l'entrée en vigueur du baccalauréat de techniciens, pour trouver un pourcentage inférieur (94,7 %). Seule la série E (informatique) améliore ses résultats : 66,76 % d'admis cette année contre 58,6 % en 1975. Voici les résultats pour la France entière :

● SÉRIE A (philosophie-lettres) : présentés, 63 535 ; admis, 44 900, soit 70,68 % (69,7 % en 1975).

● SÉRIE B (économie et sciences) : présentés, 31 384 ; admis, 21 503, soit 68,51 % (67,7 %).

● SÉRIE C (mathématiques et sciences physiques) : présentés,

43 993 ; admis, 32 313, soit 73,4 % (71,4 %).

● SÉRIE D (mathématiques et sciences de la nature) : présentés, 73 105 ; admis, 44 368, soit 60,69 % (62,4 %).

● SÉRIE D' (sciences agronomiques et techniques) : présentés, 2 123 ; admis, 1 159, soit 54,6 % (57,6 %).

● SÉRIE E (mathématiques et techniques) : présentés, 8 089 ; admis, 5 178, soit 64,05 % (62,9 %).

TOTAL : présentés, 222 227 ; admis, 149 430, soit 67,24 % (67 %).

Baccalauréats de techniciens :

● SÉRIE F (séries industrielles) : présentés, 35 118 ; admis, 19 523, soit 55,59 % (56,9 %).

● SÉRIE G (séries tertiaires) : présentés, 50 218 ; admis, 30 836, soit 61,01 % (65 %).

● SÉRIE H (informatique) : présentés, 707 ; admis, 472, soit 66,76 % (58,6 %).

TOTAL : présentés, 86 043 ; admis, 50 631, soit 58,84 % (61,6 %).

Mme SAUNIER-SEITÉ ET LA PRESSE

M. Philippe Tesson écrit, ce lundi 19 juillet, dans le *Quotidien de Paris*, dont il est le directeur :

« Le 13 juillet dernier, recevant quelques journalistes accrédités auprès d'elle, parmi lesquels notre collaborateur Dominique Burg, Mme Alice Saunier-Séité, secrétaire d'Etat aux universités, s'est livrée contre celle-ci à une agression verbale d'une violence assez rare pour que nous estimions utile de la relever. (...) On doit supposer — car l'insulte tenant lieu de procès, on est réduit à supposer — que ce sont les critiques adressées par notre collaborateur au secrétaire d'Etat qui expliquent les humeurs de cette dernière. (...) La courtoisie nous interdit de reproduire le vocabulaire du secrétaire d'Etat aux universités. La courtoisie que nous devons à nos lecteurs bien évidemment, et non pas celle que nous considérons la plus devoir à Mme Saunier-Séité, à laquelle nous renvoyons les compliments qu'elle a adressés à notre collaborateur. »

L'éclat auquel nous avons assisté révèle une curieuse conception des rapports du pouvoir et de la presse de la part de Mme Saunier-Séité, qui depuis des mois paraît peu convaincue de la nécessité de fournir aux journalistes des informations complètes et sûres.

Dans l'espoir de mettre un terme à cette situation, l'Association des journalistes universitaires a envoyé il y a plusieurs semaines au secrétaire d'Etat, pour lui demander une entrevue, une lettre qui n'a toujours pas reçu de réponse. A moins que l'on considère comme une « réponse » l'agression verbale dont parle le *Quotidien de Paris*. Est-ce ainsi que le président de la République entend cette liberté de la presse qu'il a qualifiée encore tout récemment ?

● Cinq nouveaux professeurs ont été élus au Conservatoire national supérieur de musique. La cantatrice Régine Crespin a été nommée professeur de chant en remplacement de Renée Gilly, la pianiste Reine Ghanoli, professeur de piano en remplacement de Lucette Desvignes, et Nicole Broisin, professeur d'opéra et de comédie musicale, en remplacement de Fanny Revoll. Odette Gantenlaub a été choisie comme professeur de préparation aux concours centralisés, et Claude Lavoix, comme professeur de solfège-chantiers. Les noms des professeurs désignés par le conseil de nomination seront soumis à la signature de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture.

DÉFENSE

LE PORTE-AVIONS SOVIÉTIQUE « KIEV » EST ENTRÉ EN MÉDITERRANÉE

Un bâtiment de guerre soviétique, le *Kiev*, a franchi dimanche 18 juillet, le détroit du Bosphore pour sa première apparition en Méditerranée. L'Union soviétique avait avisé la Turquie du passage du bâtiment en le décrivant comme un croiseur de lutte anti-sous-marin. Mais les États-majors occidentaux considèrent que le *Kiev* est, en réalité, un porte-avions, le premier bâtiment de cette classe construit par la marine de guerre soviétique. Deux autres unités identiques sont en construction dans des chantiers de la mer Noire.

Déplaçant entre 30 000 et 40 000 tonnes, le *Kiev* est doté d'une piste oblique, mais ne dispose pas de catapultes à vapeur et de dispositif d'arrêt. Il pourrait convenir à des hélicoptères, mais surtout à des avions à décollage et atterrissage verticaux. Les Soviétiques ont conçu un avion de combat de ce modèle, le *Yakovlev 36*, pour des missions d'appui.

En Méditerranée ou dans l'océan Indien, le *Kiev* et ses successeurs ont toutes les chances de donner à la marine soviétique l'allonge aéronavale qui lui manquait jusqu'à présent, puisque l'appui aérien ne pouvait parvenir que d'appareils basés normalement à terre. La VI^e flotte américaine en Méditerranée dispose de deux porte-avions, dont actuellement le *Nimitz*, à propulsion nucléaire, et la France vient de transférer de Brest ses deux porte-avions, le *Foch* et le *Clemenceau* avec, chacun, quarante avions.

Avis aux bricoleurs impénitents:
Dans les 8 BHV, c'est le moment de s'offrir le matériel électro-portatif tant désiré!
Jusqu'au 28 août, 20% de réduction sur toutes les perceuses
Et pour les virtuoses, 15% de réduction sur 9 "intégrales" à moteur incorporé. Qu'on se le dise!



Exemples :

1. Perceuse Black et Decker DN J 84, 400 W, mandrin 13 mm, 4 vitesses (percussion). 369 F

2. Perceuse Peugeot MT 753 J.A., 450 W, mandrin 13 mm, variateur électronique, 2 vitesses mécaniques (percussion). 685 F

3. Perceuse Bosch Juno M 42 SB, 450 W, mandrin 13 mm, 4 vitesses (percussion). 578 F

4. Perceuse AEG SB 2E 600, 600 W, mandrin 13 mm, 2 vitesses mécaniques et variateur électronique (percussion). 772 F

5. Scie circulaire Skil 1409 H, 800 W, 5800 tours/minute, profondeur de coupe 45 mm. 448 F

6. Perceuse AEG VS 250, 250 W, surface 225 x 110 mm, 24 000 vibrations/minute. 559 F

7. Scie sauteuse Black et Decker 7504, 250 W, profondeur de coupe 35 mm. 156 F

8. Rabot Bosch P400, 600 W, 13 000 tours/minute, coupe 75 mm. 750 F

non représentées
Perceuse Bosch P20, 280 W, surface 182 x 92 mm, 70 000 vibrations/minute. 350 F

Scie circulaire AEG HK 160, 1050 W, 4900 tours/minute, profondeur de coupe 55 mm. 936 F

Scie circulaire Black et Decker DN 55, 450 W, 3000 tours/minute, profondeur de coupe 32 mm. 196 F

Scie sauteuse AEG ST SZ 330, 330 W, 2 vitesses, profondeur de coupe 40 mm. 478 F

Scie sauteuse Bosch P10, 310 W, profondeur de coupe 40 mm. 408 F

jusqu'à épuisement des stocks.

Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos rayons.

Pour être sûr de bien choisir.

BHV

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

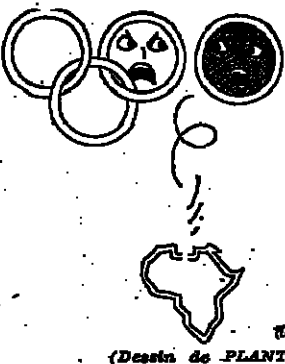
• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

LES XV

JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1^{er} août)

battait le record du monde sur 100 m. dos, de même que son compatriote Bruner au 200 m papillon.

En gymnastique féminine, l'équipe soviétique, que l'on croyait au-dessus de tout soupçon, s'est fait surpasser, dès les premières épreuves imposées — ce qui est tout de même inattendu par un ensemble roumain qui domine Nadia Comăneci. Celle-ci a obtenu la note parfaite aux barres asymétriques (10), ce qui ne manquait pas d'impressionner les « vedettes » soviétiques, de les troubler même au point de les faire trébucher. L'enfant prodige de Munich, Olga Korbut, tout animée d'un désir de revanche (dans la capitale bavaroise elle avait manqué une entrée aux barres, ce que l'on avait



mis sur le compte de son jeune âge), perdit l'équilibre dans un exercice au sol et ne dut qu'à son immense talent de mériter malgré tout une note supérieure à 9 (9,35). Quand à la grande Ludmila Touricheva, championne olympique d'Europe, elle n'a été que l'ombre d'elle-même à la poutre. Bien sûr, ces artistes ont encore le temps de se reprendre dans les prochaines quarante-huit heures, à condition que les Roumains ne continuent pas sur leur brillante lancée.

Le tou est donné, et le public ne s'y est pas trompé qui, dès la première journée, n'a pas laissé une place de libre dans les différentes enceintes de compétition. On a évalué à cin-

quante mille le nombre de spectateurs sur le circuit cycliste, et le marathon de la boxe, commencé tôt le matin dans l'Aréna Maurice Richard, a, comme partout ailleurs, fait salle comble. On se presse à l'aviron comme au volley-ball, aucun spectacle ne fait « chou blanc », ce qui prouve que, après avoir rechigné sur le coût de ces Jeux, le public de Montréal ne boude pas son plaisir.

Le première médaille d'or est revenue à l'Allemand de l'Est Uwe Pöschke, sous-lieutenant de l'armée populaire, qui s'est classé premier au tir au pistolet libre. Nombreux sont ceux qui, comme lui, ont décidé de viser juste.

FRANÇOIS SIMON.

Aviron

QUATRE BARRE

(Les trois premiers de chaque série qualifiés pour les demi-finales.)
I. — 1. Pays-Bas, 6 min. 38 sec. 90;
2. U.R.S.S. 6 min. 41 sec. 54; 3. France (Girard, Fornace, Bruand, Mollet), 6 min. 42 sec. 54.
II. — 1. Tchecoslovaquie, 6 min. 47 sec. 57; 2. Nouvelle-Zélande, 6 min. 48 min. 25; 3. Irlande, 6 min. 50 sec. 56.
III. — 1. R.D.A., 6 min. 27 sec. 97; 2. R.F.A., 6 min. 31 sec. 52; 3. États-Unis, 6 min. 35 sec. 52.

DEUX BARRE

(Les trois premiers de chaque série qualifiés pour les demi-finales.)
I. — 1. Canada, 7 min. 24 sec. 44; 2. Jeunes-Unis (R.D.A.), 7 min. 26 sec. 03; 3. Belgique-Slovaquie (U.R.S.S.), 7 min. 29 sec. 12.
II. — 1. France-Couillard (Fr.), 7 min. 28 sec. 01; 2. Espagne-Medina (Esp.), 7 min. 29 sec. 20; 3. Suisse-Burton (Suisse), 7 min. 30 sec. 70.
III. — 1. Sovjétiques (U.R.S.S.), 7 min. 34 sec. 24; 2. Pays-Bas (H.), 7 min. 37 sec. 15; 3. Mexique-Christie (G.-B.), 7 min. 40 sec. 22.

DOUBLE SCULL

(Les trois premiers de chaque série qualifiés pour les demi-finales.)
I. — 1. Espagne-Telles (Esp.), 6 min. 29 sec. 77; 2. Belgique-François (Suisse), 6 min. 38 sec. 48; 3. Belgique-François (Suisse), 6 min. 40 sec. 58.
II. — 1. Schmidt-Bertow (R.D.A.), 6 min. 38 sec. 71; 2. Becker-Kroeschel (R.F.A.), 6 min. 41 sec. 16; 3. Ribot-Bart (Fr.), 6 min. 44 sec. 04.
III. — 1. Straka-Lachina (Tch.), 6 min. 40 sec. 55; 2. Baiter-Martell (Aut.), 6 min. 44 sec. 10; 3. Majstrovic-François (Suisse), 6 min. 49 sec. 52.

Basket-Ball

HOMMES

Groupe A. — Canada b. Japon, 104-72; Cuba b. Australie, 111-59; U.R.S.S. b. Mexique, 120-74.
Groupe B. — Yougoslavie b. Portugal, 84-63; États-Unis b. Italie, 105-84; Tchecoslovaquie b. Égypte, 105-84.

Football

Groupe A. — R.D.A. et Brésil, 0-0.
Groupe C. — Pologne et Cuba, 0-0.

Cyclisme

100 KILOMETRES CONTRE LA MONTRE PAR ÉQUIPES

FINALE

1. U.R.S.S., 2 h. 8 min. 53 sec. (120 km); 2. Roumanie (Gheorghiu, Kaminsky, Pichus); 3. Pologne, 2 h. 9 min. 12 sec. (120 km); 4. Espagne (Sánchez, Sánchez, Sánchez); 5. Danemark, 2 h. 12 min. 20 sec. (120 km); 6. R.F.A., 2 h. 12 min. 20 sec. (120 km); 7. Grande-Bretagne, 2 h. 13 min. 10 sec.; 8. Italie, 2 h. 13 min. 13 sec.; 9. Norvège, 2 h. 13 min. 17 sec.; 10. Australie, 2 h. 13 min. 43 sec.; 11. R.D.A., 2 h. 14 min. 39 sec.; 12. Belgique, 2 h. 14 min. 50 sec.; 13. Cuba, 2 h. 17 min. 15 sec.; 14. Canada, 2 h. 17 min. 15 sec.; 15. Nouvelle-Zélande, 2 h. 17 min. 15 sec.; 16. États-Unis, 2 h. 18 min. 48 sec.; 17. Pays-Bas, 2 h. 19 min. 43 sec. (Gundon, Gauthier, Maro, Richoux).

Gymnastique

MESSIEURS

Classement individuel après les figures imposées
1. Nicolai Andrianov (U.R.S.S.), 58,10 pts; 2. Vladimir Martelov (U.R.S.S.), 57,85; 3. Saevo Kato (Jap.), 57,50; 4. Mitsuo Takahara (Jap.), 57,40; 5. Hiroshi Kajiyama (Jap.), 57,30; 6. Alexander Dikatchine (U.R.S.S.), 57,20; 7. Rizo Kemotou (Gr.), 57; 8. David Green (Rou.), 56,85; 9. Martin Mayer (Hong.), 56,75; 10. Molnar (Hong.), 56,75; 11. Hant Boudo (Fr.), 56,65; 12. Willis (Fr.), 56,40; 13. Michel Boudard, 56,70; 14. Bernard Desoux, 56,65; 15. Patrick Boute, 56,10.

Classement par équipes

1. Union soviétique, 284,60 pts; 2. Japon, 284,30; 3. R.D.A., 283,25; 4. Roumanie, 280,50; 5. Roumanie, 278,60; 6. R.F.A., 275,10; États-Unis, 273,60; 7. Suisse, 273,10; 8. Tchecoslovaquie, 272; 9. France, 270,50.

LES RÉSULTATS

DAMES

Classement individuel après les figures imposées
1. Nadia Comăneci (Roum.), 30,35 pts; 2. Teodora Ungureanu (Rou.), 29,85; 3. Ludmila Touricheva (U.R.S.S.), 29,85; 4. Svetlana Gerasimova (U.R.S.S.), 29,85; 5. Nell Kim (U.R.S.S.), 29,85; 6. Svetlana Gerasimova (U.R.S.S.), 29,85; 7. Gheorghiu (R.D.A.), 29,85; 8. Maria Saad (U.R.S.S.), 29,85; 9. Marion Knecht (R.D.A.), 29,85; 10. Karin Gerschlager (R.D.A.), 29,85; 11. Nadine Andin (Fr.), 29,85; 12. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 13. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 14. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 15. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 16. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 17. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 18. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 19. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 20. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 21. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 22. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 23. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 24. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 25. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 26. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 27. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 28. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 29. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 30. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 31. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 32. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 33. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 34. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 35. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 36. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 37. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 38. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 39. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 40. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 41. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 42. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 43. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 44. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 45. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 46. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 47. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 48. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 49. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 50. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 51. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 52. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 53. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 54. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 55. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 56. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 57. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 58. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 59. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 60. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 61. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 62. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 63. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 64. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 65. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 66. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 67. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 68. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 69. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 70. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 71. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 72. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 73. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 74. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 75. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 76. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 77. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 78. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 79. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 80. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 81. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 82. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 83. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 84. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 85. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 86. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 87. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 88. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 89. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 90. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 91. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 92. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 93. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 94. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 95. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 96. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 97. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 98. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 99. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 100. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 101. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 102. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 103. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 104. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 105. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 106. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 107. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 108. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 109. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 110. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 111. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 112. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 113. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 114. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 115. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 116. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 117. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 118. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 119. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 120. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 121. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 122. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 123. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 124. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 125. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 126. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 127. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 128. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 129. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 130. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 131. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 132. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 133. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 134. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 135. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 136. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 137. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 138. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 139. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 140. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 141. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 142. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 143. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 144. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 145. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 146. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 147. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 148. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 149. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 150. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 151. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 152. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 153. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 154. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 155. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 156. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 157. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 158. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 159. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 160. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 161. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 162. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 163. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 164. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 165. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 166. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 167. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 168. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 169. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 170. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 171. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 172. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 173. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 174. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 175. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 176. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 177. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 178. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 179. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 180. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 181. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 182. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 183. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 184. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 185. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 186. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 187. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 188. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 189. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 190. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 191. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 192. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 193. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 194. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 195. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 196. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 197. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 198. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 199. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 200. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 201. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 202. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 203. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 204. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 205. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 206. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 207. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 208. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 209. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 210. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 211. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 212. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 213. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 214. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 215. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 216. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 217. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 218. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 219. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 220. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 221. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 222. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 223. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 224. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 225. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 226. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 227. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 228. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 229. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 230. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 231. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 232. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 233. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 234. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 235. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 236. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 237. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 238. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 239. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 240. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 241. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 242. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 243. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 244. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 245. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 246. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 247. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 248. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 249. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 250. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 251. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 252. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 253. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 254. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 255. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 256. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 257. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 258. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 259. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 260. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 261. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 262. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 263. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 264. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 265. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 266. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 267. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 268. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 269. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 270. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 271. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 272. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 273. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 274. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 275. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 276. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 277. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 278. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 279. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 280. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 281. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 282. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 283. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 284. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 285. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 286. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 287. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 288. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 289. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 290. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 291. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 292. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 293. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 294. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 295. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 296. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 297. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 298. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 299. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 300. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 301. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 302. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 303. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 304. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 305. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 306. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 307. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 308. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 309. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 310. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 311. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 312. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 313. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 314. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 315. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 316. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 317. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 318. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 319. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 320. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 321. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 322. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 323. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 324. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 325. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 326. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 327. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 328. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 329. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 330. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 331. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 332. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 333. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 334. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 335. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 336. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 337. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 338. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 339. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 340. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 341. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 342. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 343. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 344. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 345. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 346. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 347. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 348. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 349. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 350. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 351. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 352. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 353. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 354. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 355. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 356. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 357. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 358. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 359. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 360. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 361. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 362. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 363. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 364. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 365. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 366. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 367. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 368. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 369. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 370. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 371. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 372. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 373. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 374. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 375. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 376. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 377. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 378. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 379. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 380. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 381. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 382. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 383. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 384. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 385. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 386. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 387. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 388. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 389. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 390. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 391. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 392. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 393. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 394. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 395. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 396. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 397. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 398. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 399. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85; 400. Marie-Antoinette Andin (Fr.), 29,85

SOCIÉTÉ

Trois mille deux cents participants au congrès international de psychologie qui s'est ouvert à Paris

Trois mille deux cents personnes participent, depuis dimanche 18 juillet, à Paris, au XXI^e Congrès international de psychologie. Jusqu'au vendredi 23 juillet, plusieurs centaines de communications, des dizaines de « tables rondes » réuniront au centre universitaire de la rue d'Assas et à la faculté de pharmacie, des

spécialistes venus de cinquante-sept pays. Après les Français, la délégation américaine sera la plus nombreuse avec cinq cent soixante participants. Une cinquantaine de psychologues soviétiques participeront aussi à ce congrès, qui a lieu tous les quatre ans, le précédent ayant été réuni à Londres, en 1972.

« L'homme, animal symbolique »

Placé sous l'égide de l'Union internationale de psychologie scientifique, le congrès de Paris a été organisé par la Société française de psychologie, dont le président est le professeur Vincent Bloch.

Ouvrant solennellement dimanche après-midi, les travaux ont débuté par un exposé de M. Paul Fraisse, professeur à la Sorbonne, directeur de l'École pratique des hautes études, qui assumera la présidence de ces assises. Sur le thème « Psychologie, science de l'homme ou science du comportement », M. Paul Fraisse a analysé la « crise » de la psychologie « au plan théorique » née de la « confusion entre l'homme-sujet qui étudie la science et l'homme, objet même de cette science ». Après avoir centré sur l'intropection et la vie mentale, la psychologie a vu « le triomphe du behaviorisme », science du comportement. Mais aujourd'hui le « behaviorisme » est lui-même mis en question, et « sous certaines plumes, le qualificatif est presque devenu une injure ». Ses adversaires veulent « revenir à l'homme ».

Pour M. Fraisse, « les comportements sont la matière première de la psychologie, mais ils renvoient à un centre où s'élaborent (...) la pensée. La psyché n'est autre que l'homme connaissant et agissant ».

Deux systèmes

Développant cette proposition, M. Paul Fraisse a poursuivi par une description des « deux systèmes » sur lesquels est fondée l'élaboration des comportements humains :

« L'un des systèmes est basé sur des circuits directs et l'autre sur des circuits symboliques. Dans les circuits directs, les stimulations de l'environnement agissent par leurs qualités intrinsèques sur l'organisme qui les perçoit. Elles sont directement codées et interconnectées. Dans les circuits sym-

boliques, il y a, avant toute élaboration, une transformation de l'information par un codage de type original qui est le codage symbolique (...).

« Le système à circuits directs se manifeste dans les chaînes de relations qui s'établissent entre les stimuli de l'environnement et les réactions adaptatives des sujets. Ces chaînes de relations doivent beaucoup à la continuité et à la répétition. Elles s'établissent par conditionnement ou par essais et erreurs, et se consolident par les reinforcements (...).

« Dans le second système, dit symbolique, l'élaboration des réponses est fondée essentiellement sur l'emploi de symboles qui sont les instruments dont la combinaison permet les opérations de la connaissance.

« Quand l'homme utilise des symboles, et plus généralement des signes, l'élaboration ne se fait plus sur la base des seules données perceptives, et son activité n'est pas immédiatement orientée sur les choses, même si en définitive tout part des stimulations de l'environnement et si l'homme se prépare toujours à agir sur l'environnement.

« La caractéristique de l'élaboration symbolique ou sémiotique est qu'elle s'exerce sur des symboles qui tiennent la place d'autres choses, qui représentent un référent, c'est-à-dire une autre réalité.

« Notre système sémiotique nous permet de traiter toutes les formes de réalité, y compris celles qui ne sont pas des faits publics, par exemple nos expériences intérieures (...). La fonction sémiotique se manifeste par l'ensemble des conduites symboliques dans le langage verbal évidemment, mais aussi dans les mimiques ou les jeux symboliques.

« Une analyse superficielle pourrait laisser croire que les deux systèmes d'élaboration direct et symbolique correspondent terme à terme aux comportements moteurs et aux comportements ver-

baux. Il n'en est rien. Comme Piaget l'a montré, la fonction sémiotique peut se manifester dans les conduites sensori-motrices du premier âge. C'est ainsi que le simple processus de l'imitation contient en germe la représentation et le dédoublement entre signifiant et signifié. (...) Cela dit, il est juste de reconnaître que, chez l'adulte, les circuits directs prédominent dans les conduites motrices, et les circuits symboliques dans le langage. (...)

« Pour l'homme comme pour l'animal symbolique, c'est souligner qu'il y a en lui un système fonctionnel supplémentaire qui explique sa possibilité de construire son propre univers. (...) « Orienter la psychologie vers la science de la psyché plutôt que vers la recherche de lois directes stimulation-réponse aura des conséquences considérables, dont nous prenons déjà conscience, car la mutation que je souhaite est commencée. (...)

« Le triomphe d'un nouveau paradigme aura pour effet de rapprocher application et science fondamentale. L'application se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

« L'application, la psychologie se réfère toujours à un modèle de la psyché et tire peu de profit des recherches sur des activités particulières. Bien souvent, dans l'application, la psychologie est avancée en terre inconnue, se forçant sur des modèles théoriques de recherches sur des activités particulières.

RELIGION

L'affaire du séminaire d'Écône

« L'OSSERVATORE ROMANO » CONDAMNE SÈVÈREMENT Mgr LEBEVRE

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Ce n'est pas parce qu'il célèbre la messe en latin, ou même parce qu'il ignore le nouveau rite, que Mgr Marcel Lefebvre, supérieur du séminaire traditionaliste d'Écône (Suisse), a été sanctionné par le Saint-Siège. La controverse au sein de l'Église catholique, écrit l'Osservatore romano du 18 juillet, dans une mise au point officielle, il y a une ligne d'orientation et d'action, exprimée en convictions et en œuvres, qui représente une opposition constante au magistère conciliaire et une méconnaissance pratique de l'autorité de Paul VI et de son enseignement.

Selon le journal du Vatican, l'ex-archevêque de Dakar manifeste un « traditionalisme inflexible, passif, aveuglément fermé — si l'on peut dire — aux fermentations, aux besoins et aux aspirations » du monde d'aujourd'hui. « Mais il y a plus, poursuit le journal du Vatican. Le conflit doctrinal s'est fatalement étendu au domaine disciplinaire, et la dissémination du rite a entraîné celle de ses disciples, prêtres et fidèles. Cela est d'autant plus triste que sont publiquement connus, au moins en partie, les efforts réitérés du Saint-Siège et les nombreuses interventions personnelles et paternelles du souverain pontife pour que [Mgr Lefebvre et ses disciples] renouent à une attitude optimiste, en contraste avec la communion ecclésiastique toujours nécessaire. »

L'Osservatore romano reprend enfin à son compte la déclaration publiée le 7 juillet par les évêques suisses, soulignant notamment que « le refus d'obéir à l'autorité suprême de l'Église entraîne l'auto-exclusion de la communion ecclésiastique ».

ROBERT SOLÉ.

● Le Chapitre général des chanoines réguliers de l'Immaculée Conception vient d'élire son nouveau supérieur général : le Père Claude Piel, né en 1922 à Saint-Thaur (Autriche), travaillant depuis vingt-sept ans au Canada.

AUTOMOBILE

La Range Rover : incomparable mais gourmande

Ce n'est pas une nouveauté : elle a six ans, déjà. Mais la France la connaît et peu que chacun de ses appartements devient un moment privilégié, comme un morceau de légende. Ah ! la Range Rover ! Elle évoque plus le gentleman farmer que le globe trotter : avec elle, on ne bourlingue pas, on visite.

Il est temps de chasser les idées reçues, celle de sa vocation urbaine, par exemple. Oui, la Range est remarquable en ville (un moteur V8 très souple, une direction assistée et peu démultipliée, des dimensions qui l'apparentent aux voitures moyennes : 4,47 mètres, c'est la longueur de la 504 ; 1,78 mètres, c'est la largeur, à 1 centimètre près, de la 504 et 1,78 mètre, c'est une hauteur raisonnable qui permet de se garer dans n'importe quel parking souterrain), mais elle est surtout remarquable. Il faut être snob — certains disent inculte — pour brüler plus de 20 bons litres de carburant (ordinaire) aux 100 kilomètres de boulevard. On peut « trimmer » à moindre frais.

Une bonne routière ? Il ne faut pas trop lui en demander. Ses deux ponts rigides et ses quatre roues motrices en permanence ne peuvent lui donner l'assurance et le confort d'une grande routière. Ses performances (vitesse et reprise) la placent au niveau d'une bonne 9 CV familiale. Ce qui est peu banal pour un véhicule tout-terrain.

Mais donnez-lui des ordres, de la boue, des bûches et des débris : elle est incomparable. Une cinquantaine de chevaux de plus que la plus puissante des Land Rover permet d'affronter tranquillement les difficultés. On passe des « grandes » vitesses (quatre rapports et une marche arrière, comme sur la plupart des automobiles) aux petites (celles où la puissance est maximale), en déplaçant une manette. Rien n'est plus simple. Et, en cas de coup dur, on tire un bouton : le différentiel de la boîte de transfert se verrouille automatiquement, la Range passe.

Ajoutons que ce monstre, qui a besoin de 11 litres d'eau et de 15 litres d'huile pour fonctionner, accepte une charge de 700 kilos, ainsi qu'une remorque routière de 4 tonnes. La Range a également d'autres qualités : le silence (malgré des

bruits de transmission), la sécurité (quatre freins à disque), une équipe très complète, une bonne finition et des équipements d'usage « mini » (hayon et banquette arrière rabattable). On peut pourtant lui reprocher, outre sa consommation, une commande de boîte fatigante et une isolation thermique imparfaite du compartiment moteur (le dégauchement de chaleur aux places avant est important, ainsi qu'une garde au sol très moyenne : 19 cm. Mais il vaut qu'au-dessus on trouve les tracteurs et les engins agricoles qui n'ont plus la polyvalence exceptionnelle de la Range Rover. En Europe, elle est unique.

MICHEL BERNARD.

★ Prix : 5317 F ; caractéristiques du moteur : V8 de 513 cm³, 132 ch DIN à 5000 tr/mn, couple maximal, 25,5 mkg à 2500 tr/mn.

● Une Alfa-Romeo Diesel — Alfa-Romeo commercialise depuis un mois, mais seulement en Italie, une Giulietta super dénommée « Nuova super diesel ». Cette berline est équipée d'un moteur Perkins de 1700 centimètres cubes développant 55 chevaux DIN à 4000 tours par minute. Les vitesses maximales de 138 kilomètres-heure.

● L'automobile se porte bien en Allemagne fédérale. Le premier semestre de 1976 a été l'un des meilleurs que l'industrie automobile ouest-allemande ait jamais enregistrés. Selon la fédération des constructeurs, 2,03 millions de véhicules (dont 1,85 millions d'automobiles) ont été vendus, soit 30 % de plus qu'au premier semestre de l'année dernière. La fédération souligne toutefois que ces résultats sont inférieurs de 7 % à ceux du premier semestre 1975, meilleur semestre jamais réalisé par l'industrie automobile ouest-allemande. — (A.F.P.)

● Fiat : les ventes ont augmenté de 56 %. — Le chiffre d'affaires de 1976 a atteint pour les six premiers mois de 1976 2 670 milliards de francs (18 milliards de francs environ), contre 1 705 milliards pour la même période de 1975. Toutefois, cette augmentation spectaculaire de 56 % est due essentiellement à la dépréciation de la monnaie italienne.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Condamnant la nouvelle série d'attentats en Corse

L'UNION DE LA GAUCHE RESTE DIVISÉE SUR L'AVENIR DE L'ÎLE

Ajaccio. — Le verdict de la Cour de sûreté de l'État n'a pas épargné notre camarade Cacciari (1). Nous n'épargnerons pas l'État français, ses valets, ses forces d'occupation. Nous répondrons coup pour coup. L'État français doit se rendre à l'évidence : là où il y a oppression, il y a résistance. C'est ainsi que le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) justifie les dix attentats commis dans la nuit du 17 au 18 juillet en divers points de l'île.

La Corse a accueilli dans le calme cette nouvelle flambée de violence, mais deux réactions extrêmement vives ont été enregistrées. « Si les auteurs de l'attentat de Cacciari s'imaginent que le maire de Calvi et son conseil municipal vont se contenter d'une déclaration de presse, ils sont encore plus débilés mentaux que nous le pensons », a déclaré M. Xazier Colonna, premier magistrat de la ville et conseiller régional (radical de gauche). « Nous n'attendrons pas les bras croisés à une attaque délibérée contre les intérêts vitaux de toute une population. »

« L'immense majorité de la population ne se laissera pas dicter ses lois par quelques trublions », a rétorqué M. Jean Luciani, maire d'Omessa, conseiller général (républicain indépendant), de Haute-Corse, en signifiant l'attentat d'élus locaux contre la violence et les pratiques au cours d'une réunion organisée le dimanche 18 juillet à Corte. Les participants ont également réclaté la condamnation du pouvoir capitaliste (mais non

Deux attentats ont eu lieu à Ajaccio (gendarmerie et un grand magasin), un à Bastia (vedette des douanes), un à Calacuccia (gendarmerie), un à Saint-Florent (Crédit agricole), un à Corte (bocaux du ministère de l'équipement), un à Calvi (véhicules de la gendarmerie) et trois dans la plaine orientale (un campement de gendarmes mobiles, une cave viticole et un chantier de constructions navales, ces deux derniers établissements appartenant à des rapatriés).

De notre correspondant

de la France) et lancé un appel à l'union du peuple corse pour un changement de société. Constitué au printemps 1976, le F.L.N.C. rassemble, croit-on, savoir, des membres de l'ex-front paysan corse de libération et de Chjusticia Paolina. La nouvelle organisation clandestine s'était signalée, dans la nuit du 17 au 18 mai, par dix-huit attentats, et avait alors, dans un tract, défini sa position. Elle réclame le droit à l'autodétermination des Corses, après une période transitoire de trois ans pendant laquelle le pouvoir serait exercé dans l'île par les nationalistes.

Cette organisation s'en est par la suite, prise aux dirigeants autonomistes, aux communistes, et aux élus, qui condamnent tout séparatisme. Sur ce point, on rappelle que les municipalités d'Ajaccio et Bastia et les assemblées départementales ont tenu à donner un écho particulier aux manifestations du 14 juillet en vue de bien marquer que la Corse est et demeure française.

D'autre part, une controverse s'est instituée dans l'île sur le point de savoir comment procéder au règlement de la question corse, qui, pour le parti social-

liste et le mouvement des radicaux de gauche, « appelle maintenant une solution globale politique, sociale, économique et culturelle ». Les deux formations préparent une proposition de loi qui sera déposée à la rentrée. Les fédérations socialistes de la Corse ont soumis aux radicaux de gauche un projet de proposition de loi que M. Dominique Taddei, secrétaire national, est venu exposer à Ajaccio. Elles proposent l'élection d'une assemblée régionale de quarante-huit membres au suffrage universel et à la proportionnelle sur le plan de l'autodétermination, assise de deux assemblées consultatives, un conseil économique et social et un conseil du développement culturel. Elles proposent la création de six agences régionales dotées de l'autonomie de gestion pour l'emploi, l'action foncière, les caisses de crédit, la mise en valeur agricole, l'équipement industriel et touristique, les transports régionaux (le Monde du 10 juin).

Boursoufflure

Ce projet n'a pas l'aval du parti communiste, qui vient de tenir une conférence de presse à Ajaccio, sous la présidence de M. Claude Foppani, membre du bureau politique, venu exposer le « plan d'urgence pour le redressement économique de la Corse ». Le P.C.F. préconise l'application immédiate de mesures en faveur des transports, du développement agricole, de l'industrialisation, du tourisme et de la culture régionale, et l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel et à la proportionnelle, souveraine dans le cadre de l'unité nationale.

Selon les porte-paroles du P.C.F., le projet socialiste s'éloigne du programme commun. « L'ajout d'autogestionnaire », a déclaré M. Félix Danette, membre du comité central, n'indique pas qu'il n'adhère pas au programme commun. C'est une boursoufflure verbale qui masque un vide extrêmement dangereux. »

Cette controverse pourrait néanmoins aboutir à un projet commun de l'union de la gauche. Celle-ci est, en effet, soucieuse de définir un plan qui soit une réponse au projet autonomiste et, à plus forte raison, à la tentation séparatiste.

PAUL SILVANI.

(1) Serge Cacciari, qui était accusé d'avoir tué un G.R.S. pendant la nuit du 21 au 22 août 1975 à Bastia, a été condamné, le samedi 10 juillet, à dix ans de réclusion criminelle par la Cour de sûreté de l'État.

FAITS ET PROJETS

Aménagement du territoire

● UNE FERME DETRUITE PAR L'ARMÉE AU LARZAC. — Le samedi 17 juillet, sur le causse du Larzac, l'armée a détruit à l'explosif la ferme traditionnelle d'Écône, une ferme qu'elle vient d'acquiescer au lieu-dit Le Cap-d'Ass. Les paysans du Larzac ont dénoncé la tactique de la « terre brûlée » utilisée en l'occurrence par l'armée, déclarant : « Les militaires se considèrent au Larzac comme une véritable armée d'occupation, et le forfait accompli samedi donne un aperçu de ce que deviendrait le Larzac si, par malheur, nous arrivions à le perdre. » — (Corresp.)

Circulation

● LE MAIRE DE NANCY ET LA RN4. — M. Marcel Martin, maire de Nancy (Meurthe-et-Moselle), a adressé un sérogamme au gouvernement pour protester contre les retards apportés à la mise à quatre voies de la RN4 Paris-Strasbourg, ce qui compromet, selon lui, la sécurité des automobilistes et l'économie régionale.

Qualité de la vie

● LES ELUS DE ROCAMADOUR DEMISSIONNENT. — La municipalité de Rocamadour (Lot), la deuxième ville de France après le Mont-Saint-Michel, a démissionné pour protester contre un projet de rocade que la commission des sites préférerait faire passer au sommet des côtes plutôt que sur les versants.

هنا من الأهل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

A NATURE DE LA REPRISE DANS LES GRANDS PAYS CAPITALISTES

Les États-Unis voués au « stop and go » ? Boom des exportations au Japon

QUELLE sera la nature de la croissance d'ici à la fin de la décennie ? C'est à cette question fondamentale qu'essaie de répondre, pour les États-Unis, une étude publiée dans la dernière livraison de *Statistiques et études financières* (1) sous le titre : « Pourquoi la récession de 1974-1975 est la plus grave depuis la guerre » et portant la signature de Mlle Monique Fouet (qui était jusqu'à ces derniers jours chargée de mission à la direction de la prévision). Ce texte fait suite à un autre article

publié par le même auteur dans la même revue (2) sous le titre : « 1948-1974 : croissance et répartition de la valeur ajoutée aux États-Unis ». Il s'appuie sur une analyse selon laquelle ce sont surtout les variations du taux de profit qui expliquent celles de la croissance. Reste à savoir si l'économie américaine, comme le croit l'auteur, est engagée dans une « crise structurelle » dont la dernière récession n'aura été qu'« un sommet ».

Boom des exportations au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — Avec un certain retard sur les États-Unis et l'Europe, le Japon connaît, depuis le début de 1976, une reprise économique sensible. Au rythme enregistré au cours du premier trimestre, le produit national brut pourrait augmenter de plus de 14 % cette année, plus du double de ce qui est prévu en Europe et aux États-Unis. Les exportations, favorisées par la reprise des affaires dans le monde, spécialement en Amérique, sont en vive hausse (plus de 60 % en taux annuel). Au mois de juin, l'excédent commercial a atteint près de 300 millions de dollars. Malgré l'augmentation des prix, la compétitivité japonaise demeure forte dans certains secteurs, grâce à une rationalisation très poussée pendant la période de dépression. La situation financière des entreprises s'améliore, grâce notamment à la baisse des taux d'intérêt.

L'optimisme qu'autorisent un certain nombre de facteurs doit toutefois être tempéré d'une certaine prudence. La reprise comporte au Japon, comme en bien d'autres pays, des points faibles qui la rendent fragile. L'élan le plus préoccupant est la persistance d'une inflation assez importante. Alors que l'objectif du gouvernement était de maintenir la majoration des prix à 6 %, la hausse est aujourd'hui d'environ 10 % par rapport à l'an dernier. Ainsi, les prix de détail à Tokyo ont, en juin, augmenté de 9,7 %. Une nouvelle poussée inévitable des prix résultera des ajustements de tarifs des services publics, notamment du relèvement du tarif des chemins de fer, indispensable pour réduire un déficit catastrophique. Par ailleurs, un relèvement du prix du riz et du blé est réclamé par les agriculteurs. Aussi le gouvernement est-il amené à redonner aux mesures anti-inflationnistes la priorité sur les mesures de relance. La Banque du Japon revient à une politique d'endiguement du crédit. Les investissements publics sont ralentis. Cependant, les niveaux de production d'avant la crise n'ont pas encore été

rattrapés. La chute de la production industrielle avait été plus forte au Japon que dans les autres pays membres de l'O.C.D.E. Dans sa convalescence actuelle, le Japon n'a remonté encore que les deux tiers environ de la pente. Certes, réalisé en cinq mois seulement, ce résultat est un succès ; mais les milieux d'affaires craignent que ce progrès ne soit suivi d'un tassement cet été. La production industrielle, qui avait rapidement augmenté depuis janvier, a marqué de nouveau un léger recul au mois de mai.

De surcroît, la reprise serait pour les deux tiers environ imputable au fort accroissement des ventes à l'extérieur. La consommation intérieure ne remonte que bien faiblement, la construction est encore très inférieure à ce qu'elle fut en 1973-74. Les investissements industriels ne repartent pas, sauf pour quelques secteurs particuliers : Les compagnies d'électricité, la sidérurgie qui s'attend à une pénurie d'acier dans un an, et l'automobile, la plus favorisée des industries par le boom des exportations.

Un redressement égoïste

En fait, ce boom provient de deux secteurs seulement, l'automobile et l'électronique, et porte avant tout sur un seul marché, celui des États-Unis. La politique qui consiste à faire de l'exportation le moteur de la reprise n'est pas sans dangers. Elle a suscité des critiques à l'étranger : l'O.C.D.E. a mis en garde le Japon contre le fait que son offensive de ventes à l'extérieur risque de porter préjudice aux économies de ses partenaires.

Cette critique de l'O.C.D.E. est peut-être trop sévère, comme le disent les Japonais, car les progrès des exportations françaises et allemandes ont été presque aussi rapides ces mois derniers que ceux des ventes nippones. Ce qui est plus critiquable, en revanche, c'est que la poussée des exportations ne se double nullement d'un accroissement des importations. Celles-ci sont, en chiffres réels, en complète stagnation.

Le Japon encourt ainsi le reproche d'opérer un redressement égoïste, qui ne contribue pas à celui de ses partenaires. C'est une plainte que font entendre en particulier ses voisins asiatiques, qui voudraient lui vendre bien davantage qu'ils ne le font.

SA BALANCE COMMERCIALE S'EN TROUVE,

ROBERT GUILLAIN.

C'est une vaste fresque de l'économie américaine que retrace *Statistiques et études financières*. La récession de 1974-1975 s'y voit dans une histoire déjà longue et on nous donne ici une interprétation, appréciation qui relève d'un courant de pensée minoritaire mais sans doute influent sein des jeunes économistes travaillant au ministère de l'économie et des sciences, soit à la direction de la prévision, à l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

Le rôle central du profit

STAR est un modèle construit sur la base existant entre l'accumulation du capital et la « formation des revenus d'exploitation » des entreprises. Un tel modèle tend donc à placer le « profit » au centre de la vie économique, ce qui, au regard de l'analyse, constitue un progrès notable par rapport aux modèles antérieurs construits sur la primauté de la demande. Même si plusieurs des auteurs utilisateurs de STAR se réfèrent volontiers à Marx, STAR renoue à sa manière avec la proposition centrale de l'école anglaise anglaise selon laquelle la formation du capital — et non la consommation — est le moteur de la croissance. La croissance apparaît ainsi dominée par les conditions mêmes de l'échange. Si elle est à se ralentir, ou même à devenir

siècle et donner une explication de la dernière récession, Mlle Fouet s'appuie sur deux ordres de considérations : les conditions de l'offre et la répartition des revenus. De façon plus précise, elle a essayé d'appliquer aux données de l'économie américaine le modèle STAR (Schéma théorique d'accumulation et de répartition) élaboré il y a quelques années par les chercheurs de la direction de la prévision et notamment par Robert Boyer, Gaston Olive, Jacques Mazier, Jacques Boulié, ainsi que Jean-François David, Olivier Lausser et Jacques Mistral.

négligée comme ce fut le cas lors de la dernière récession, ce n'est pas à cause, d'on ne sait quelle insuffisance de la demande, mais bien parce que l'échange (c'est-à-dire la vente des marchandises par leurs producteurs) a cessé d'être rentable ou en tout cas d'être suffisamment rentable pour les entrepreneurs. Mlle Fouet exprime, par ces mots, cette façon de voir qui paraît plus conforme à la réalité non seulement à un nombre croissant de théoriciens mais aussi aux praticiens des affaires : « Il ne suffit pas que capital et travail existent en quantité croissante pour qu'augmente le volume de l'offre : il faut aussi que leur mise en œuvre engendre un certain taux de profit ».

C'est donc à partir de l'offre et non pas de la demande que l'auteur établit

son diagnostic de l'économie américaine. Cela l'amène à deux autres assertions fondamentales. La première est que « la mise en œuvre des facteurs de production n'est pas susceptible d'engendrer une croissance équilibrée ; le résultat final, le volume de l'offre, engendrera des rythmes d'accroissement fort inégaux d'une année à l'autre, et, qui plus est, les cycles courts ainsi définis ne se reproduisent pas à l'identique : ils semblent bien n'avoir de cyclique que le caractère heurté, non la régularité » (3).

Les variations du taux de profit à travers le temps sont précisément à l'origine de l'évolution du cycle, comme l'avaient déjà montré, avec une grande précision scientifique, entre les deux guerres, les travaux apparemment non connus des jeunes économistes français (y compris ceux de la prévision), de l'économiste américain Wesley Mitchell :

« Hausse du taux de profit dans la phase de reprise, à cause de la forte augmentation de la productivité du travail, d'où, au bout d'un certain temps, forte accumulation accélérée du capital ».

« Puis, dans une deuxième phase, tendance à la baisse des profits, au fur et à mesure que tous les facteurs de production sont employés et, que, par suite du plein emploi (ou du suremploi), les salaires montent plus vite que la productivité ».

Mitchell avait construit l'essentiel de son schéma théorique sur l'observation des crises et des périodes de prospérité s'échelonnant entre 1890 et 1913. Depuis lors, des progrès ont sans doute été accomplis, surtout pour atténuer les effets d'une récession sur les chômeurs et d'une façon plus générale pour accroître la sécurité des revenus. Mais rien n'est venu modifier en profondeur le fonctionnement même du cycle.

On arrive là à la seconde assertion : « Le rôle de l'État, écrit Mlle Fouet, n'est pas fondamental au regard de ces mécanismes. L'État accède aux variables exogènes qui permettent de les enclencher mais ne peut guère entraver leur fonctionnement ; il peut introduire des délais, avancer la venue d'une récession, par une politique monétaire et budgétaire restrictive par exemple, ou tenter au contraire de la retarder, mais non la supprimer. Ainsi la politique monétaire peut introduire un décalage dans l'influence du taux de profit sur le rythme de l'accumulation en modifiant les conditions du financement externe de l'investissement, mais non supprimer cette influence : elle peut temporairement pallier l'insuffisance du taux de profit — source de financement — mais non compenser sa baisse — indicateur de rentabilité ».

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 14, 4^e col.)

(1) *Statistiques et études financières*, troisième trimestre 1976, n° 22. Ministère de l'économie et des finances.
(2) *Statistiques et études financières*, 1975, n° 20.
(3) *Statistiques et études financières*, n° 22.

BULLETIN

Nouvelle menace sur les prix

UNE nouvelle et grave menace pèse sur l'évolution des prix français. Selon les évaluations les plus récentes, et notamment celle émanant de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le rythme de hausse devrait être de l'ordre de 11 % cette année. Ces calculs avaient été faits alors que le franc était encore stable sur le marché des changes. Depuis lors, il est entré dans une zone de turbulence dont on a, hélas, des raisons de penser qu'elle n'a pas fini de développer ses effets.

La conséquence inéluctable d'une baisse de la valeur de la monnaie nationale est d'accroître l'inflation intérieure, selon un processus que les Britanniques et les Italiens ont eu récemment l'occasion d'expérimenter à nouveau. Les statistiques montrent à l'évidence que les prix ont monté le plus vite dans les pays dont la monnaie est la plus faible. Au mois de mai, les prix à la consommation étaient, au Royaume-Uni, supérieurs de 15,4 % à ceux du mois correspondant de 1975, alors qu'en Allemagne fédérale la progression n'était que de 5 %.

Ce qui est encore plus grave, c'est que, au fur et à mesure que la devise nationale s'affaiblit, la capacité de réaction des gouvernements s'amoindrit, et

cela d'une façon quasi mécanique. Les autorités monétaires sont-elles amenées à rencherir le crédit ou à l'encadrer ? Elles offrent simultanément aux entreprises les moyens d'échapper aux nouvelles contraintes en les autorisant à emprunter à l'étranger, dans le dessein de freiner la chute de la monnaie par des entrées de devises. A l'inverse, un pays à monnaie forte est beaucoup mieux armé pour parer à tout danger. Si le Bundesbank juge utile de rencherir le crédit, cela a pour effet immédiat de faire monter le deutchmark, ce qui rend doublement efficace la décision qu'elle a prise de relever le taux de l'argent.

D'aucuns trouveront un motif de déconfort supplémentaire dans l'impossibilité de discerner l'effet et la cause, mais ils auront tort. Il est vrai que l'inflation intérieure provoque la chute du change et qu'à son tour celle-ci stimule la hausse des prix (à commencer par ceux des produits importés). Mais tant l'expérience que le raisonnement montrent que ce « fatal » enchaînement peut être brisé si des mesures suffisamment énergiques sont prises pour tarir les sources de l'inflation intérieure. Cependant, la crainte de compromettre la reprise économique et d'aggraver le chômage compliquent singulièrement la riposte du gouvernement français.

FAITS ET PROJETS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique

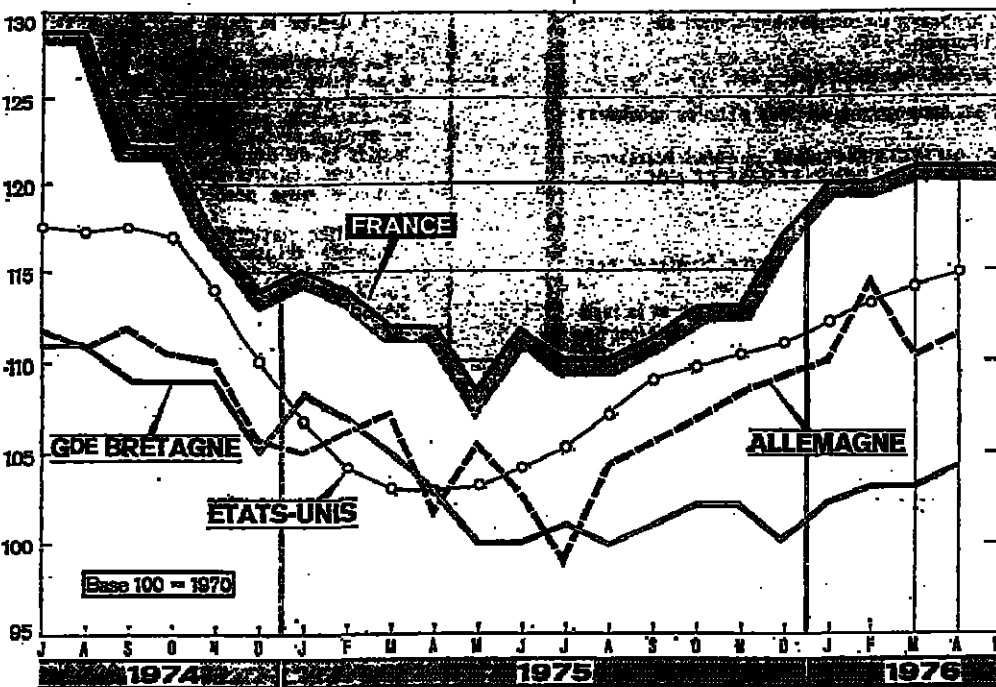
FORMATION A LA CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT DE PRODUITS ASSISTANCE A LA CREATION D'ENTREPRISE

- ouvert aux titulaires d'une maîtrise scientifique, aux ingénieurs et aux cadres de l'industrie ;
- durée : octobre à juin, plein temps ;
- Bourses d'études ;
- sanction des études : certificat de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ;
- dote limite de candidature : 15 septembre 1976.

Renseignements et documentation, à : SERVICE DE DEVELOPPEMENT E.S.I.E., 81 et 83, rue Falguière - 75015 PARIS

PRODUCTION INDUSTRIELLE :

seuls les États-Unis progressent régulièrement



En France, la production industrielle a stagné pendant trois mois (mars à mai), et l'on en croit l'indice officiel. La situation est relativement comparable en Grande-Bretagne où l'indice se situait à 104 (base 100 en 1970), en avril, contre 103 en mars et en février. En Allemagne fédérale, l'indice, après être monté de 110 en janvier à 114 en février, est retombé à 110 en mars pour dépasser 111 en avril. Seuls les États-Unis connaissent une croissance régulière : 112 en janvier, 113 en février, 114 en mars et 115 en avril. En Italie, la production industrielle s'était nettement accrue au cours des deux premiers mois (110 en janvier, 117 en février), mais n'a toutefois pas bougé en mars. Aucun pays n'a toutefois encore retrouvé les hauts niveaux de 1974. Il faut noter que ces indices, publiés par l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) sont parfois soumis à d'assez sensibles rectifications.

La terre reste une valeur sûre...

La physiologie du marché agricole reste « grosse mode » la même depuis deux ans et demi : des transactions portant sur un nombre restreint d'hectares, moins de 450 000 hectares en 1975, soit moins de 1 % de la surface agricole ; une augmentation du prix des terres — valeur-refuge — plus rapide (13,4 %) que celle des prix à la production (12,6 %).

C'est ce que confirment l'enquête annuelle pour 1975 du Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et les premières indications sur le semestre écoulé de 1976.

La nouvelle législation sur la taxation des plus-values ne devrait pas modifier cette situation.

Le texte sur les plus-values définitivement voté par le Parlement prévoit que les terrains à usage agricole forstiers sont exonérés lorsque le prix du mètre carré n'excède pas un chiffre fixé par décret en fonction de la nature des cultures. Or, ce chiffre ne pourra être inférieur à 33 F (330 000 F par hectare) pour les vignobles à appellation contrôlée et les cultures florales, à 11 F (110 000 F par hectare) pour les cultures maraîchères et potagères, à 5 F (50 000 F par hectare) pour les autres terres. En clair, ces dernières dispositions exonèrent non seulement les petits et moyens exploitants agricoles, mais aussi les « gros » et même les non-agriculteurs dans la plupart des cas, car les prix-planchers retenus restent largement supérieurs au niveau des transactions actuelles. L'hectare de terre labourable le plus cher s'est négocié dans le Var à 42 500 F, les prix « tombent » ensuite dans les régions de grandes cultures à moins de 20 000 F.

Depuis 1972, la terre agricole, considérée par les ruraux et les citadins comme un placement anti-inflation, a gagné successivement 9,3 %, 14,8 %, 18,4 %, et encore, en 1975, 13,4 %. Toutefois, la valeur des labours (+ 13,9 %) et des pâtures (+ 12,8 %) a moins bien résisté au dérapage des prix en 1975 que les trois années précédentes. En France, l'augmentation n'est plus respectivement que de 1,2 % et 0,2 %, soit pour l'ensemble 0,7 %, alors qu'en 1972 la valeur réelle s'était élevée de 3,1 %, en 1973 de 7 % et en 1974 de 1,9 %.

L'hectare de terre labourable se négocie désormais à 14 050 F en moyenne, et celui de prairie, traditionnellement moins cher, à 12 250 F, soit une moyenne pour l'ensemble de 13 350 F.

Les moyennes nationales recouvrent des variations régionales très importantes. La hausse a atteint 29 % en Alsace, 19 % en Picardie, 18 % en Midi-Pyrénées, 17 % en Aquitaine, 16 % en Champagne, Lorraine, Pays de Loire, Auvergne et Languedoc, 15 % dans le Centre. A l'inverse, la progression a été limitée dans les régions d'Île-de-France et du Nord (+ 7 %), en Basse-Normandie (+ 8 %), en Franche-Comté et en Poitou-Charentes (+ 9 %).

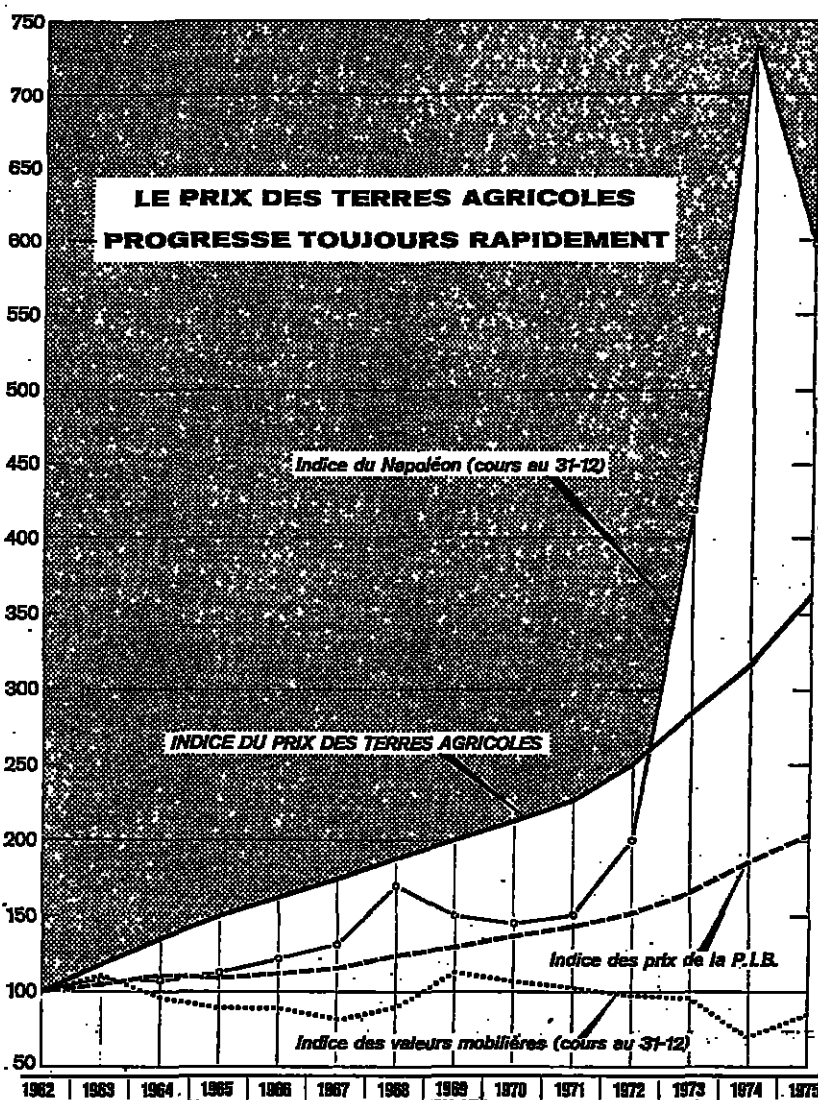
Les vignobles d'appellation, dont les prix avaient déjà stagné ou régressé en 1974, n'ont pas connu un redressement de leur situation en 1975, en raison des difficultés de commercialisation des vins. En dépit de quelques hausses localisées, les vignes d'appellation se sont négociées sur la même base que l'année précédente en Côte-d'Or, dans le Rhône, en Loire-Atlantique et, dans le Var, tandis que des baisses sensibles ont été enregistrées dans le Bas-Rhin (- 18 %), la Charente-Maritime et la Gironde (- 12 %), la Marne (- 7 %), la Haute-Rhône (- 10 %), la Charente (- 5 %). En revanche, les vignobles à vin de consommation courante, qui ont pourtant été frappés par une forte crise en 1975, ont conservé un rythme de hausse voisin de celui de l'ensemble des autres terres agricoles.

« La principale raison de la hausse du prix des terres en 1975 est à rechercher dans le déséquilibre entre l'offre et la demande, note le service des études statis-

tiques du ministère de l'Agriculture. Cette baisse de l'offre, déjà perceptible en 1973, s'est poursuivie en 1974 et s'est considérablement amplifiée en 1975. On peut attribuer à l'attitude de rétention des vendeurs potentiels qui, en période d'inflation, considèrent la terre comme une valeur sûre de préservation de leur patrimoine et tendent à différer les ventes en attendant de nouvelles hausses de prix. Cette situation s'est concrétisée par un nouveau et important recul du volume des transactions qui a en-

prêts fonciers du Crédit agricole, qui étaient d'ailleurs en baisse depuis 1973, ont connu une légère augmentation (+ 4,7 %) en 1975, atteignant 2,3 milliards de francs.

Au cours des dix dernières années, le prix de la terre a progressé de 130 % en valeur courante, soit un accroissement annuel de 8,7 % et, en valeur réelle, de 2,3 %. L'évolution régionale montre que, parmi les régions où la hausse a été relativement faible au cours de ces dix années, se trouvent celles qui étaient au niveau le plus



général une tension du marché et entretenu le mouvement de hausse. Les transactions auraient porté sur moins de 450 000 ha contre quelque 500 000 en 1974.

Reste que, face à cette rétention, la demande agricole ou non agricole est importante. Les enquêteurs ont constaté en particulier que les jeunes exploitants — malgré ou à cause de la nouvelle stagnation du revenu paysan en 1975 — cherchent de plus en plus à agrandir leurs exploitations pour les rendre plus rentables. Les

élevés en 1965 : Haute et Basse-Normandie. A l'inverse, parmi les régions où la hausse a été la plus forte, se trouvent celles qui avaient les prix les plus bas en 1965, notamment le Limousin et les départements du Midi-Pyrénées. Une relative égalisation du prix des terres s'est donc opérée entre les départements au cours de ces dix années, le rapport étant encore de un à cinq entre le prix de l'hectare moyen dans l'Aveyron (7 400 F) et dans le Var (38 000 F).

A. G.

Les États-Unis voués au « stop and go » ?

(Suite de la page 13.)

Deux plans de recherche se mêlent subtilement dans l'étude de Mlle Fouet. Le premier consiste à décrire la succession des « cycles courts » jusqu'à la récession de 1974-1975. Sur ce registre, l'analyse suit d'ailleurs près qu'il est possible les faits tels qu'ils sont connus. Le deuxième plan consiste à englober ces différents cycles courts dans un grand mouvement d'ensemble. C'est là que la vision de l'auteur apparaît peut-être plus contestable. Cette vision d'ensemble est la suivante : depuis 1945, l'économie américaine serait caractérisée par une tendance à la baisse du profit, et donc au ralentissement du rythme d'accumulation du capital et de la croissance. Cette tendance de longue période n'aurait été contrariée que pendant cinq ou six années : entre 1960 et 1966.

Toutefois l'auteur refuse de s'enfermer dans son ébauche puisqu'il lit sous sa plume : « Deux interprétations sont à cet égard possibles : soit on considère que la première période (1945-1955) a été celle d'une stabilisation progressive, portant ses fruits au cours de la seconde période (1960-1965), mais suivie de l'apparition de nouveaux déséquilibres (1965-1975) ; soit on considère que les déséquilibres persistants depuis le fin de la guerre, après avoir été temporairement masqués en 1960-1965, se sont amplifiés depuis 1965... » Mlle Fouet se contente de donner sa préférence à la seconde de ces interprétations. Nous nous permettons de faire le choix opposé. Quoi qu'il en soit, l'étude souligne un

certain nombre de traits caractéristiques de l'évolution de l'économie des États-Unis qu'il est devenu impossible de me en doute. Citons-en quelques-uns.

Les États-Unis ont été le seul grand pays industriel où l'on a vu le pouvoir d'achat salarial baisser par la récession de 1971-1975 à un niveau inférieur à celui de 1965. Mais ce ralentissement ne signifie pas que les coûts salariaux ont diminué dans mesure où les gains de productivité ont cessé de se dégrader à partir de 1966, seule chose qu'on puisse dire est que le ralentissement de la croissance des coûts réels a permis de freiner la chute des coûts salariaux. De 1965 à 1974, le freinage des coûts salariaux a été obtenu non par réduction de l'emploi ou une réorganisation des conditions de production, car cela est le cas ordinairement, mais par hausse des prix et un accroissement de pression fiscale.

En même temps que se ralentissent le rythme d'accumulation du capital à cause de la diminution des profits la place du secteur improductif s'accroît. Un tel nombre de chiffres sans doute éblouissants sont cités à cet égard. Le taux industriel n'employait plus en 1974 que pour 23,7 % la population active, ce 37 % en 1944 : sa part relative dans la partition de la valeur ajoutée a eu une tendance à s'accroître. On se demande si la croissance des secteurs improductifs n'est pas une des conséquences de la baisse des profits.

Des palliatifs néfastes

On a souvent présenté, notamment en France, la hausse des prix comme le moyen le plus sûr pour les entrepreneurs de rétablir, voire d'améliorer, leurs marges bénéficiaires. Selon certains, l'autofinancement serait même à l'origine de l'inflation. C'est un schéma tout différent, probablement beaucoup plus proche de la réalité, que décrit Mlle Fouet : « Les entreprises ont tenté de compenser la diminution de leur taux de profit par une hausse des prix et de l'endettement... mais ces palliatifs se sont révélés avoir des conséquences néfastes ». Les conclusions auxquelles arrive l'auteur rejoignent ici sur plusieurs points celles auxquelles était parvenu Michel Aglietta dans un article publié en avril 1976 par la revue de l'INSEE Économie et Statistique, sous le titre : « Monnaie et inflation : quelques leçons de l'expérience américaine des dix dernières années ».

S'il ne s'agit pas de freiner la progression des coûts salariaux réels, la majoration systématique des prix aurait pu être un moyen efficace, mais la hausse des prix et de l'endettement a entraîné une réorganisation des conditions de production. Or les hausses de prix ne peuvent pas être uniformes : elles ont donc introduit des distorsions supplémentaires dans la structure des prix relatifs, aggravant ainsi le problème qu'elles étaient censées résoudre. Quant au phénomène de l'endettement croissant des entreprises, il s'est manifesté à partir de 1965. Jusque-là, les entreprises américaines avaient été capables de couvrir intégralement leurs dépenses d'investissement avec leurs fonds propres, leur endettement — faible — étant essentiellement un endettement à court terme.

La première réaction à la contraction du taux de l'autofinancement a été le recours à l'émission des emprunts obligataires ; mais à partir de la fin de 1972, la hausse de

taux d'intérêt à moyen et long terme poussé les firmes à faire appel au crédit bancaire à court terme renouvelable, une plus grande vulnérabilité à la fois du secteur industriel et bancaire. Comme soulignait déjà M. Michel Aglietta, le nomène de l'inflation ne se développe de façon continue. Il se déroule dans « temps historique ». Cette hétérogénéité du temps, écrit-il, fait que le processus inflationniste n'est pas une accélération régulière du rythme de croissance du niveau général des prix. Un caractère essentiel de ce processus est la formation d'une structure d'endettement instable, qui ne de comprendre pourquoi la hausse continue des prix finit par rencontrer une résistance de nature monétaire.

Traditionnellement, comme le montre schéma toujours valable de Mitchell, dernière phase du cycle précédant la récession est caractérisée par un surinvestissement : les entreprises engagent d'excessives dépenses d'équipement qui appellent à leur tour une correction plus ou moins brutale. Comment concilier ce phénomène connu avec la réduction du taux d'investissement décollant immanquablement la baisse du taux de profit ? L'auteur fait remarquer que sous-investisse et sur-investisse sont en réalité « uniques problèmes » vu sous deux aspects différents. Le volume de l'investissement ne peut pas se juger dans l'absolu. Si on compare avec les capacités de financement des entreprises, les programmes d'investissements lancés au cours des années précédant la récession apparaissent effectivement dangereusement gonflés (dans toute la mesure où ils étaient financés de façon plus ou moins artificielle). Si au contraire on compare les programmes d'équipement de tel ou tel secteur déterminé avec les capacités de financement de ce secteur, on s'aperçoit qu'ils peuvent être dans de nombreux cas insuffisants.

Une fonction d'assainissement

Dans sa conclusion, on suivra facilement l'auteur quand elle affirme : « Si les récessions ont joué depuis 1945 une fonction d'assainissement conjoncturel, l'ampleur des déséquilibres accumulés depuis 1965 est telle que seule une dépression profonde pourrait, de manière comparable, la résorber ». La récession de 1974-1975, si grave qu'elle ait été, a permis de stopper le processus de dégradation mais non de l'éliminer complètement. Cette constatation suffit pour justifier le relatif pessimisme de l'auteur, pour qui le plus probable est que l'économie américaine risque d'entrer maintenant dans une période indéfinie de « stop and go ». Mais l'auteur se laisse entraîner un peu plus loin, sans doute sous l'influence de la théorie marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit. La vérification expérimentale de cette loi — n'a pas encore été faite, quel qu'on puisse en penser (et sans doute ne le sera pas avant longtemps) —.

Mettre entre parenthèses les quelques années de « vraie prospérité » (1960 à 1969), pour sérier, que depuis 1945 l'économie américaine se caractérise par une tendance au ralentissement est quelque peu arbitraire. Le taux de profit retenu est la rentabilité du capital fixe ; en réalité, les entrepreneurs attendent un profit de l'ensemble des capitaux qu'ils engagent, non seulement de ceux qui se présentent sous la forme de machines et d'équipements de toute sorte, mais aussi de ceux qui servent à payer les salaires. Tous les économistes reconnaissent qu'on manque des instruments de mesure nécessaires pour appréhender de façon suffisamment précise le taux de profit, surtout si on le rapporte, ce qu'on ne fait généralement pas, à une conception large — la seule valable pour l'instant — du « capital ».

C'est un fait que la croissance « équilibrée » n'existe pas dans la réalité. La vie économique, comme la vie biologique, étant soumise à des pulsions successives. Mais c'est sans doute une illusion statistique que de privilégier une période (ici la période 1960-1969) parce qu'on constate, pendant quelques années, une évolution « favo-

Un train d'

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

Principes directeurs adressés par les pays Membres de l'OCDE aux entreprises multinationales opérant sur leurs territoires.

77 (Jan 1976)

A paraître en juillet :

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 19

Ce numéro examine les développements économiques récents dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives d'évolution, d'ici le milieu de 1977, du PNB réel, du chômage, des prix et du commerce international. Comprend un supplément spécial sur un scénario de croissance à l'horizon 1980.

F28

Abonnement (2 numéros, juillet et décembre) : F55

Le numéro de juillet est accompagné de deux « Études spéciales » (en un volume) :

SOLDES BUDGÉTAIRES DU SECTEUR PUBLIC, par Mark Wasserman et LA RÉPARTITION DES REVENUS DANS LES PAYS DE L'OCDE, par Malcolm Sawyer

Envoyé gratuit aux abonnés ; disponibles pour les non-abonnés au prix de F10.

GUIDE DE LA LÉGISLATION SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES, 4^e édition révisée

Un ouvrage de droit comparé contenant la législation et la jurisprudence de 20 pays et des Communautés européennes ainsi que des commentaires par des fonctionnaires spécialisés des pays intéressés.

Les quatre volumes de base complétés des 8 premiers séries de suppléments : F1 000.

Abonnement à la 9^e série de suppléments (500 nouvelles pages) : F60

NOUVEAU CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE : gratuit.

Les pays Membres de l'OCDE comprennent 19 petits européens, l'Australie, le Canada, le Japon, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

Le Danemark a la sécheresse heureuse

De notre correspondant

Copenhague. — Le Danemark est sans doute l'un des pays d'Europe qui a jusqu'ici — toutes proportions gardées — le moins souffert de la vague de chaleur. Particulièrement exposé d'ordinaire aux précipitations atmosphériques et à une humidité quasi permanente, il a la chance d'avoir d'abondantes réserves d'eau et de conserver des paysages assez verdoyants. En outre, le thermomètre y a un peu moins grimé qu'ailleurs, se contentant, à quelques exceptions près, d'un maximum de 26-28 degrés le jour, 14-16 degrés la nuit.

La sécheresse commence, malgré tout, à se faire sentir. Bien des communes ont interdit l'arrosage des jardins. Mais les autorités redoutent surtout de voir se multiplier les incendies de forêts, de landes et de dunes, qui ont déjà ravagé certaines régions lors d'une période de canicule sans précédent en août 1976.

L'Office national des eaux et forêts a décidé d'interdire complètement au public l'accès des forêts domaniales de conifères (les forêts d'arbres à feuilles restées ouvertes). Une loi récente a obligé les propriétaires privés à ouvrir leurs forêts aux promeneurs ; ceux-ci doivent demander une dispense si, pour des raisons sérieuses, ils souhaitent ne pas se conformer à cette obligation ; aussi les demandes de dispenses pleuvent-elles sur la table des commissaires de police chargés de les accorder.

En fin de compte, le Danemark pourrait tirer plus d'avantages que d'inconvénients du beau temps exceptionnel. Ses récoltes de céréales s'annoncent excellentes (bien meilleures encore qu'en 1974 et 1975), notamment pour le blé, l'orge et le seigle.

CAMILLE OLSEN.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 955

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

École privée fondée en 1873
Scolaire au contrôle pédagogique de l'État

4, rue des Petites-Champs
75009 PARIS — CEDEX 02

ROBERT & RENÉ

13, Rue du Fbg du Temple
PARIS 10^e - REPUBLIQUE

Une boucherie
«Grande Surface»
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT
ouvert tout l'été

هنا من الأصل

LE MEURTRE DU JOURNALISTE RENÉ TROUVÉ

Toulouse. — Du fond de sa cellule, derrière les murailles de la prison Saint-Michel, le docteur Birague compte ses amis. Sans illusions. Les courtisans, il le sait bien, fondent comme neige au soleil quand la rumeur devient scandale. On se flattait, hier encore, d'être reçu dans son salon Empire de la rue d'Aubusson où l'on avait toutes chances de rencontrer, outre M. la Préfet, quelques-uns des

Oto-rhino-laryngologiste réputé à travers l'Europe, chirurgien renommé, le docteur Claude Brigras a donc avoué : c'est lui et lui seul qui avait commandé à deux hommes — qui sont Charles et José Picard — de « régler son compte » à un journaliste toulousain, René Trouvé, correspondant local de l'hebdomadaire le *Midi-Océan*. « C'est moi qui ai dit à ces deux hommes, si j'ai émis, affirmer une « bonne correction » à ce reporter trop curieux ? L'insurrection devrait permettre d'enlever ces deux hommes », René Trouvé lui avait d'une balle dans la tête après avoir été frappé jusqu'au sang, le 18 février 1978, en plein jour, à la porte de la clinique, à la rue de la République, à Toulouse, par deux mercenaires d'un jour, peu disposés à protéger leur patron — qui eût la mauvaise grâce de ne verser que 500 F sur les 500 F de la facture de Brigras. « Tout le monde », dit « donné » aux policiers, crissant même que l'arme du crime (un Beretta 7,65) leur avait été fournie « à la commande » par le médecin en personne.

[illegible]

Alors, c'est que René trouvait en moi un travailleur, « c'est un homme qui ne parlait jamais sans biscuits. Il avait des dossiers, des preuves et il frappait tous les coups », disait-il. C'était un bouillonnant et même certains de ceux qui ont été égrainés par sa plume. Peu de temps avant de mourir, il m'avait écrit : « Tu es proche qu'il avait sous le coude » « une bonne histoire qui ferait du bruit ». Connaissais-elle ? Non, mais elle avait lu dans le *Soleil* peut-être les enquêtes de

grands noms de la ville et les dames de la bonne société. Le maître de céans avait, il est vrai, sur sa carte de visite, de quoi faire pâlir les envieux. Qui aurait alors imaginé que ce notable parmi les notables se retrouverait un jour entre quatre murs, ajoutant à ses titres un chef d'inculpation. Et non des moindres : complicité d'assassinat.

s'avent s'ils ont occupé au bureau de René Trouvé les dossiers sur lesquels ils travaillent. Une chose en tout cas paraît certaine : s'ils ont osé s'en prendre au docteur Brinague, les policiers ont dû disparaître d'autant plus effrayés. *Ils ont sûrement quelques grosses billes dans les poches, estime un avocat toulousain. On n'aurait pas pu leur enlever ça sans leur dire que ça risquait de leur servir de plomb dans le dos.*

M. Birague, c'est un fait, n'est pas le premier venu. Notable un peu vieillie France, habillé de bleu ou de gris, pochette en évidence sur des costumes jamais trop démodés, il est un homme simple, ce praticien de grand renom était aussi — surtout peut-être — une éminence grise. On le dit le directeur de la santé, et l'on sait qu'au temps des Gueorgs Pompidou il avait ses entrées à l'Élysée. N'avait-il pas octroyé le président sur les bords du lycée des premiers prix ? Les deux hommes étaient restés amis, à tel point que le chef de l'État confia un jour à son ministre une commission d'enquête d'importance. Birague répondit au médecin après quelques paroles. Rien de plus naturel dans le genre de voir le médecin présenter le chef de l'État à la santé publique de la France.

Certes, Claude Biragau avait un temps flirté avec le radicalisme, dominant à la *Dépeche du Midi* une chronique régulière de cinéma. Mais il finit par se brouiller avec la *Dépeche* et n'eut de cesse par la suite de favoriser les idéologues, de commencer le puissant quotidien, en lançant des feuilles hebdomadaires locales. Il fut même, pendant un temps, le directeur de la *Revue* et des *Republiques*, le médecin se réjouit dans la majorité et manifeste une certaine prédilection pour ses tendances les plus musclées.

René Trouvât, ce fouteur bohème, qu'une erreur de jeunesse a autrefois conduit à la prison, fut condamné et gracié, du R.P.F. à l'U.N.R., pour finir à sans carte professionnelle », en conséquence, il fut obligé de travailler, aurait bien pu compter parmi les amis du docteur Biragau. Il est au moins certain qu'il fut l'ami de ses ennemis. Jusqu'au jour où...

Est-ce la promesse non tenue par le médecin de financer un journal ?

Plus... » Auguste Trouvât aurait...

A cette époque, Alexandre Sanguinetti s'est vu attribuer le rôle de missionnaire d'imprimer le gauchisme dans le bled du radicalisme bon teint. Sa venue dans la cité rose fait du bruit et suscite quelques vocations. Claude Sanguinetti est président du Comité de défense de la République (C.D.R.), agent électoral de « Sangu » et homme-orchestre d'une campagne plus qu'écitée.

On ne s'embarrasse pas alors de quelques casiers judiciaires bien garnis. Pour protéger le candidat, la société R.I.A.C. qui collaboré, qui mit le feu aux poudres ? Qui sait ? Le journaliste s'intéressera dès lors de très près à la vie — il faudrait dire au vies — de l'acteur principal de la pièce. Il se trouve trop près, sans doute. Le reporter est mort et le consul est en prison. On s'indignait hier devant ses relations, on se penche aujourd'hui sur ses fréquentations.

Il est mort, le journaliste qui servit et les premières pourrais désormais lui manquer cruellement.

DOMINIQUE FOUCHIN.

.. **DOMINIQUE POUCHIN.**

LE COMMISSAIRE
CHARGÉ DE L'ENQUÊTE
PENSE QUE L'ON A AMPLIFIÉ
UN FAIT RÉEL

Une information judiciaire a été ouverte sur l'attaque de la rame de métro du 2 juillet, gare du Nord, curieusement révélée quinze jours seulement après les faits (*Le Monde* daté 18-19 juillet).

« Il semble, a déclaré M. Serge Devos, chef de la troisième brigade territoriale, chargée de l'enquête, qu'il se soit effectivement produit quelque chose. Mais cela a été probablement amplifié. » M. Devos a confirmé qu'un message de M. Baudry le conduisant tout droit à la rampe d'accès au tunnel était parvenu au poste central du boulevard Bourdon. Le message, enregistré sur bande magnétique, indiquait : « J'ai des ennemis aux deux yeux et j'en ai plein. Je n'ai survécu qu'à l'effort. » M. Baudry a été interrogé lundi matin à la troisième brigade territoriale.

Un second témoin a été entendu par le commissaire Devos après avoir été interviewé sous R.T.I. Il s'agit de M. Thomas Bubonia, un monteur-dépanneur d'origine yougoslave, âgé de trente-cinq ans, qui a travaillé pendant deux semaines à la gare du Nord, dit-il, nous avons démarré si lentement que j'ai trouvé cela curieux. Soudain, j'ai entendu des cris. J'ai vu deux garçons menacer les voyageurs avec des pierres, j'ai couru vers l'endroit où se trouvait le train, pendant qu'une femme hurlait dans le sac à main de trois étrangers. Personne n'osait braver. » M. Bubonia, lui-même rançonné, précise que c'était qu'un petit groupe de gens qui paraissaient être des communistes. Il a été interviewé sous R.T.I. et s'est formé d'un magnifique ciseau à ailes déployées.

Deux nouvelles agressions se sont produites dans la nuit du dimanche 18 au (lund) 19 juillet, dans le quartier d'Entre les Eglises et Blancs. Entre 22 heures et 23 heures, une quinzaine d'hommes ont razzonné cinq touristes bulgares. Ils n'ont pas été retrouvés. Vers 23 heures, à la station Gare de l'Est, M. Lestrade, conducteur d'un minibus, a été agressé par deux policiers par deux hommes, qui ont été appréhendés. Il s'agit de MM. Kouli Kouli, âgé de vingt-cinq ans, et Boubaïkar Sanecker, âgé de vingt-trois ans, tous deux originaires de Côte-d'Ivoire. Ils ont été arrêtés par deux policiers, qui le conducteur refermé rapidement les portes du minibus.

● Le tribunal administratif de Pau (Pyrénées-Atlantiques) a rejeté, jeudi 15 juillet, les recours introduits par sept réfugiés basques contre les mesures d'assignation à résidence à l'île d'Yeu prises à leur encontre au début du mois d'avril dernier. Tous les réfugiés basques assignés à résidence en Vendée ont disparu ces dernières semaines.

La C.F.D.T., qui avait largement participé aux travaux de la commission informatique et libertés (rapport Tricot), accueille avec réserve le projet de loi que le gouvernement a adopté lors du conseil des ministres du 18 juillet.

Rappelant que «certaines de ses propositions [avaient] trouvé place dans le rapport final» de M. Bernard Tricot, la C.F.D.T. estime que les mesures propo-

PLUSIEURS SEMAINES SERONT
NÉCESSAIRES POUR SAVOIR
QUI A ÉTÉ BRULÉ DANS LA
MAISON DU COLONEL PEIPER.

Plusieurs semaines seront nécessaires pour savoir si le corps retrouvé brûlé vif dans les décombres de la maison de Joachim Pelzer à Traves (Haute-Saône) est réellement celui de l'ancien colonel nazi. NI l'autopsie ni les radiographies n'ont permis de détecter de projectiles à l'intérieur du corps mais seulement des traces de fumée dans les poumons. La victime serait donc probablement morte brûlée vive.

Pour savoir s'il s'agit ou non de l'ancien SG, il faudra attendre le résultat des analyses après examen des tissus et des os et confronter les renseignements anatomiques avec les dossiers médicaux. L'examen des os et des tissus est actuellement très peu d'indices : la fracture d'une omoplate aurait été provoquée par la chute de la toiture. Un trou à la poitrine serait dû à l'éclatement du sternum. L'examen du crâne n'est guère concluant : le maxillaire inférieur est manquant, le maxillaire supérieur est partiellement détruit. Pas trace d'une dent en or qu'aurait possédée l'ancien

Par décision de M. Daniel Clerges, juge d'instruction, les centres et les cellules dans les mines seront passées au peigne fin. Les armes — un fusil de chasse et un revolver — seront expertisées.

Plusieurs faits semblent confirmer l'hypothèse d'un acte commis par un ou plusieurs individus par un envoyé de TF1, un ami de Pelper a déclaré avoir reçu une lettre dans laquelle l'ancien colonel SS faisait part de menaces : « Mon tranquille paradis est devenu une jungle infernale. Je suis donc dérangé, si les communistes me permettent d'attendre jusque-là ».

Un autre ancien nazi, qui fut aussi membre de tous les centres de Pelper, avait même écrit au

D'autre part, selon l'hebdomadaire britannique *The Observer*, un homme se disant anticomuniste et membre d'un comité international des chasse-nazis, et se faisant appeler « Monsieur X... de Haute-Saône » aurait déclaré : « Il y en a quatorze autres ici, dans le département de la Haute-Saône et sur le Territoire de Belfort. Et nous allons les tuer tous ».

peuvent pas garantir suffisamment la protection des libertés individuelles face à l'informatisation des fichiers. Le pouvoir de contrôle de la commission nationale sera en effet pratiquement limité. Notamment pour ce qui concerne la question délicate de l'interconnexion des fichiers». La C.F.D.T. ajoute qu'elle trouve «significatif que les membres de cette commission soient nommés par le gouvernement, ce qui réduira singulièrement son indépendance».

La centrale du square Montholon observe encore que le projet de loi reste muet sur le problème qui avait suscité le pic d'indignité, en particulier : « partir des possibilités offertes par la mise en place d'un numéro d'identité unique pour tous les citoyens » (projet Salari) ».

Le gouvernement conclut la C.E.D.T. « finalement visé dans ce projet qu'un objectif de sécurisation psychologique et n répond pas véritablement aux questions les plus graves posées par le développement de l'État-major ».

« Les craintes et l'accumulation croissante des renseignements les plus divers sur les individus. »

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature a rendu public une lettre récemment adressée au garde des sceaux et cosignée par le syndicat C.F.D.T. de l'administration centrale du ministère de la justice. Le Syndicat écrit :

« Il se trouve qu'à la chance-
lerie — lieu où l'on devrait mar-
quer un intérêt particulier pou-
r les libertés — sont, semble-t-il
en cours d'implantation d'impor-
tants fichiers à gestion automa-
tique. (...) Par principe, la cian-
destinité dans laquelle sont menés
ces travaux ne peut qu'être déja-
vorable aux libertés (...). »

Le Syndicat observe : « L' recours — semble-t-il massif — des sociétés de service privée, solution assurément coûteuse et qui renforce l'influence des constructeurs sur la conception et le fonctionnement même de l'infomatique judiciaire à un moment où l'on a laissé démanteler l'industrie informatique française favorisant la pénétration exorbitante de sociétés étrangères. »

● M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, vient d'être élu président de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg. Il succède à M. Ren-
cassin, décédé le 20 février
dernier

● **Le crime de Saint-Mandé.** — Le quatrième corps découvert dans l'appartement incendié à Saint-Mandé (Val-de-Marne) est celui d'un étudiant japonais M. Izumi Matsuda, âgé de vingt-six ans (le Monde date 18-19 juillet). L'enquête de la brigade criminelle a établi qu'il a tué 3 coups de couteau les trois membres de la famille Capes avant de mettre le feu à l'appartement. Mpris de Mlle Claire Capes, son professeur. Il aurait été grand

AUJOURD'HUI

SITUATION LE 13-7-75 A 0 h G.M.T.

The map shows Europe, North Africa, and parts of the Middle East. Handwritten flight paths are indicated by lines with arrows. Key locations and notes include:

- 145** (handwritten) near the British Isles.
- 145** (handwritten) near the Mediterranean coast.
- 145** (handwritten) near the Atlantic coast.
- 145** (handwritten) near the Iberian Peninsula.
- 145** (handwritten) near the North African coast.
- 145** (handwritten) near the Middle East coast.
- 145** (handwritten) near the Indian Ocean coast.
- 145** (handwritten) near the Pacific coast.
- 145** (handwritten) near the Atlantic coast.
- 145** (handwritten) near the North American coast.
- 145** (handwritten) near the South American coast.
- 145** (handwritten) near the African coast.
- 145** (handwritten) near the Asian coast.
- 145** (handwritten) near the Australian coast.
- 145** (handwritten) near the Antarctic coast.

[illegible]

mûres seront générale-
 ment, à 5 heures,
 la température sera au
 du mar était, à Paris, de
 millibars, soit 768,1 milli-
 mercure.
 pures (Le premier chiffre
 est l'altitude en mètres, su-
 la journée du 18 juillet :
 le minimum de la nuit du
 d'Alaccio, 28 et 18 degrés ;
 de 18 : 20 et 18 ;
 de 20 et 18 : Caen, 23
 bourg, 21 et 15 ; Clarmont-
 de 21 et 18 : Dijon, 28 et 19 ;
 de 21 et 18 : Evreux, 26 et 19 ;
 de 18 : Marseille, 22 et 19 ;
 de 18 : Nantes, 25 et 14 ;
 19 : Paris-Le Bourget, 25
 14 et 13 ; Perpignan, 27
 18 et 18 ;
 d'Orléans, 26 et 13 ; Toulouse,
 Poitiers-Piètre, 30 et 20.
 heures relevés à l'étranger :
 de 21 degrés : Amsterdam,
 20 : 20 : Barcelone,
 27 : 17 : Bruxelles,
 20 : 20 : Casablanca,
 20 : 20 :

● **Tarifs nouveaux pour les communications avec l'Iran et Hongkong.** — Le service télégraphique automatique est maintenant en service intégral avec l'Iran. La taxe à percevoir sur les usagers, à partir du 1^{er} août, sera de 16,76 F par minute, annonce le secrétaire d'Etat aux P.T.T. D'autre part, également à partir du 1^{er} août, la taxe de communication télégraphique entre la France et Hongkong sera ramenée de 22,32 F à 16,76 F par minute.

PROBLEME N° 1512

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Force à mettre le cœur sur
le carreau; Traduit l'insolence

mera. — III. Cavité épais; Initi-
tiale d'un célèbre constructeur. —
IV. C'est la cavité d'un grand
prie de famille. — V. Plaisant
aux orthodoxes. Consentement
indéfini. — VI. Un simple accroc
de la robe. — VII. C'est la cavité
à l'extrémité d'un bras. — VIII.
à l'extrémité d'un bras. — IX.
supplémentaire aux toupes. —
IX. Courantes quand elles sont
communes. — X. C'est la cavité
du cou. Souvent frappe de cou-
pures. — XI. C'est la cavité de
Mozart; Est bouc de complaisance.

VERTICALEMENT

1. Constituent un héritage in-
visibles. — 2. C'est la cavité de
généralisme dur à cuire. Grec-
que. — 3. Conjonction; Prédé-
cesseur. — 4. C'est la cavité de
une possession; Enquêter quand il
est. — 5. C'est la cavité de
quelques choses de sauvage. — 6.
Note inversée; Vraisemblable.

ment mécontentes. — 6. Ne sont qu'en apparence détachées de la terre : Souvenira. — 7. Pleine réussite de la nullité ; Ne man- que pas de sel ! — 8. Cité dans la Bible ; Pas oubliée. — 9. A une forme pyramidale ; Un habi- tudé du panier à salade.

Solution du problème n° 1511
Horizontalement
I. Alertes. — II. Jeu ; Union. —
III. Tantera. — IV. Sienne. — V.
Eroda. — VI. Empileras. — VII.
El ; Net. — VIII. Rl ; Entêté. —
IX. Sis ; SU. — X. Bel ; An.
En. — XI. Belineta.

Verticalement
1. Ajuster; BR. — 2. Le; Isée
— 3. Euterpe; III. — 4. En; Des
— 5. Tunnel; Au. — 6. Entérent;
Na. — 7. Sie; Ortes. — 8. Or;
Dattier. — 9. Ananas; Eque.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel
du 18 juillet 1976 :

DES LOIS

- Relative aux pénalités sanctionnant diverses infractions en matière d'assurance ;
- Relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République ;
- Modifiant l'Article L. 950-0 du code du travail relatif à la participation des employés au financement des actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi ;
- Portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail.

CHIC QUEBECOIS

CONTROL DATA

PROGRAMMEURS
ANALYSTES
FONCTIONNELS
TECHNICIENS
DE MAINTENANCE

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

SPECIALISTES EN FORMATION AFRIQUE DE L'OUEST

Organisation internationale de formation professionnelle basée à Genève recrute des spécialistes pour encadrer un programme de formation auprès d'une banque commerciale en Afrique de l'Ouest.

Les candidats doivent :

1. - Avoir une expérience variée dans le domaine de la formation (formation bancaire souhaitée) et dans la préparation de programmes, de matériel didactique et autres éléments pédagogiques.
2. - Savoir enseigner et entraîner, soit dans des cours de classe, soit sur le tas, dans un des domaines suivants : employés de bureau, secrétaires, caissiers, employés des services change et étranger, etc.
3. - Savoir préparer des formateurs capables de mener à bien tous les aspects d'un programme complet de formation.
4. - Connaître parfaitement l'anglais et pouvoir enseigner dans cette langue ; une bonne connaissance du français serait souhaitable surtout pour la traduction du français en anglais.
5. - Etre préparés à s'expatrier en Afrique pour une période contractuelle de deux ans.

Les conditions offertes sont excellentes, salaire net d'impôts, allocation de subsistance, logement meublé, voyage annuel en Europe, etc.

Prière d'envoyer un C.V. complet avec l'indication des rétributions salariales des trois dernières années à :

Casa Postale 192, 1211 Genève 20.

S.W.I.F.T.

SOCIETY FOR WORLDWIDE INTERBANK FINANCIAL TELECOMMUNICATION

S.W.I.F.T. is an international organisation founded by 339 European and North American banks. The Company was established to develop and operate a computer-based, worldwide system for processing financial transaction between member banks. One teleprocessing centre is located in Brussels and the other near Liden.

The Company has immediate openings at both its Dutch and Belgian sites for :

EDP SUPPORT CENTRE COORDINATORS

We see in these positions either candidates with some computer-related operational experience, or candidates with experience in other fields such as air traffic control, transport dispatching, etc.

If you :

- have a good social contact
- have a personality which likes taking initiative
- are able to transmit and process instructions clearly, precisely and quickly
- are bilingual : French and/or Dutch plus English for Belgium ; English/Dutch for the Netherlands.
- have a knowledge of other languages, it would be an asset.

We offer :

- interesting and various responsibilities in an advanced computer field
- good remuneration with attractive fringe benefits
- pleasant and stable working environment.

If you are interested and believe your qualifications match these requirements, send your written application, C.V. and photo to :

S.W.I.F.T.
W. Sells - Administration Personnel Manager
W.T.O. - Tower 1 - Bte 18
182, bd. Emile-Jacmain
1000 BRUSSELS

Galerie nationale du Canada

Un des Musées nationaux du Canada

Les membres du Conseil d'administration des Musées nationaux du Canada doivent recommander, d'ici quelques mois, une personne à la direction de la Galerie nationale du Canada en remplacement de Mlle Jean Sutherland Boggs, démissionnaire depuis le 1er juillet 1976. Les personnes intéressées à poser leur candidature sont invitées à écrire au Secrétaire général des Musées nationaux du Canada d'ici le 1er octobre 1976.

Le Conseil d'administration proposera les candidatures retenues au gouvernement canadien de qui relève la décision finale.

La préférence sera accordée aux candidatures démontrant une expérience canadienne dans le domaine des arts plastiques.

Veuillez adresser votre envoi comme suit :
Comité des candidatures à la Galerie nationale
c/o du bureau du Secrétaire général
Musées nationaux du Canada
300, Esplanade Laurier
Ottawa K1A 0M8 Canada

Musées nationaux du Canada National Museums Canada

Pour une situation importante en
AFRIQUE NOIRE

nous recherchons un

INGÉNIEUR CHEF DE CHANTIER T.P.

Spécialiste des travaux d'adduction d'eau

Après d'environ 40 ans et de formation supérieure, le candidat devra avoir déjà dirigé de gros chantiers, dont il indiquera les références. Il aura, en outre, des connaissances en comptabilité et gestion, et la pratique de la direction du personnel. Rémunération et perspectives d'avenir intéressantes. Env. C.V. manuscrit et détaillé avec photographies à n° 07.563 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. t.

SNR ROULEMENTS

MÉCANIQUE DE PRÉCISION
4200 personnes - Siège social à ANNECY
ayant déjà plusieurs filiales en
EUROPE - AMÉRIQUE ET AFRIQUE
recherche
en vue de son développement

UN CADRE COMMERCIAL « INTERNATIONAL »

Appelé à devenir rapidement
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FILIALE

À l'étranger, après avoir reçu la formation spécifique sur les plus techniques et de connaissances de l'entreprise.

L'INTERESSE DOIT :

- être d'un niveau de formation commerciale supérieure.
- être âgé de 30 ans minimum.
- avoir l'expérience des techniques modernes de direction et de ventes de biens d'équipement.
- avoir une excellente connaissance pratique de l'allemand et de l'anglais.
- rechercher : l'action, les responsabilités et les fonctions opérationnelles.
- accepter pour lui-même et sa famille des séjours prolongés à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo à SNR département
Emploi Affaires sociales Service E.
B.P. 17 - 74019 ANNECY.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de

PROFESSEUR DE MICROÉLECTRONIQUE

Déclat d'inscription : 31 octobre 1976.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la :

Direction administrative de l'École Polytechnique fédérale de Lausanne, 33, avenue de Cour - 2007 Lausanne (Suisse).

BBC LONDRES

La BBC recherche
ÉDITEUR-SPÉAKER (homme ou femme)
pour ses émissions en langue vietnamienne. Étude niveau baccalauréat minimum. Intéressé pour les affaires internationales. Connaissance rapide et précise d'anglais et vietnamien. Grande expérience rédaction, style précis et original. Bonne élocution. Les candidats sont invités à écrire en anglais en donnant un curriculum vitae. Les demandes, accompagnées d'une enveloppe pour réponse, doivent être adressées dans les quinze jours à :
Recruitment Officer, BBC, P.O. Box 18, Bush House, Strand, London WC2R 4 PH. Mentionner numéro : 78X3.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir
bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressant et de
valider l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publiée » ou d'une agence.

FOUGEROLLE

C.A. prévu pour 1976 : 3 milliards - 16.000 personnes
recherche pour AFRIQUE ANGLOPHONE
et MOYEN-ORIENT

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et COMPTABLE

Agés de 32 ans minimum, bilingues anglais-français, les candidats seront :

- de formation supérieure
- spécialistes des problèmes comptables
- particulièrement expérimentés dans les domaines de l'organisation administrative et comptable.

SITUATION D'AVENIR DANS UN GROUPE EN FORTE EXPANSION
À L'ÉTRANGER.

Adresser curriculum vitae détaillé et présentations sous référence 281,
3, Avenue Morane-Sauhier 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SCET MAROC

Importante Société d'Études, filiale de grands
organismes publics et parapublics marocains et
français, recherche pour son siège de

RABAT

Jeunes ingénieurs

Nationalité marocaine

diplômés Grandes Ecoles dans les domaines GENIE
CIVIL, HYDRAULIQUE et AGRICULTURE.
Formation complémentaire assurée dans le cadre
activités équipes de techniciens haut niveau marocains et français.
Rémunération intéressante dès recrutement et
possibilité de carrière.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. photo et
prétentions à SCET/MAROC
30 Charia - al - Alaouyne RABAT (Maroc)

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ORGAN. Rech. BIOLOGIE

recrute pour outre-mer
Médecins, Pharmaciens
M.S. Sciences, Docteur de cycle.
Env. C.V. CHENNAI, av. 15 sept.
22, r. de Sévres - 75007 Paris

Collège français Istanbul ch.
prof. licenciés mathématiques,
chimie, français. Ecr. Frezal,
21, r. St-Antoine, 75004 PARIS

Ecole internationale de Frankfurt/Main cherche pr la période
sept.-janv. une personne qualif.
en français langue étrangère pr
enseigner le programme du
Baccalauréat Internat. (langues,
littérature, vie et civilisation).

Frankfurt International School,
Postfach 325, D-6000 Oberursel.
Tel. : 0-617-671-5204

Süchen per sofort längeres
Industrieinternat. (wobl.)
mit deutschen Sprachkenntnissen.
Bewerbungen sind zu richten an :
Bewerbsbüro, Elisabethstr. 9,
D-4000 Essen 1.

Société Industrielle Stéropolises
de Constructions Mécaniques et
de Matérielles Agricoles
(SISCOMA)

employant 400 pers. et réalisant
un chiffre d'affaires de francs
CFA 2,5 milliards, recrute pour
poste de Directeur Technique :
ingénieur généraliste, 30 ans
min., Arts et Métiers ou simil.
+ expérience. Rémunération en
rapport avec qualifications du
candidat. Logement et véhicule
de fonction assurés.
Divers avantages sociaux.
Ecr. à SISCOMA, B.P. 524
DAKAR (SENEGAL)

Entreprise internationale spécialisée dans la
conception et la réalisation d'équipements
industriels recherche

PROJETEURS

en mesure de réaliser des plans de construction
de machines pour lignes de découpe et de
traitement des bandes d'acier. Sont dépan-
dées :

- expérience pluriannuelle de ce type d'ac-
tivité au sein d'une société de projets ;
- connaissance indispensable de la langue
anglaise (la connaissance de l'italien sera
appréciée).

ON OFFRE :

- opportunités d'expériences professionnel-
les enrichissantes ;
- situation à la mesure de l'expérience ac-
quise et rémunération correspondante.

Lieu de travail : Gênes (Italie).

Adresser curriculum en anglais à :
SELECEOS - P.zza Velasca, 7 - Milan (Italie)

CEGOS

GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS
Slip Paris, recherche

FUTUR

DIRECTEUR EXPORT

ZONE

AMÉRIQUE LATINE

PRODUITS BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Expérimenté. Il sera chargé d'implantations com-
merciales et industrielles et pour cela, fera des
études de marché aux places et recherchera des
partenaires pour constituer de nouvelles sociétés.

Le candidat retenu, outre l'expérience des produits
de la construction, aura une formation supérieure
technico-commerciale ou commerciale, 35 ans
minimum, la connaissance de l'anglais et de
l'espagnol. De plus, il sera amené à se déplacer
environ 50 % de son temps.

Adx. C.V. détaillé, photo et présent. se réf. 2.180 à

31, Boulevard Duhau Nouvelle
75012 PARIS QUE TRANSMETTRE

Professeurs

CHIMIE ET TRANSFORMATION DES POLYMERES
ALGERIE

Consortium d'universités américaines recherche
professeurs pour programme d'enseignement ingé-
nieurs et Techniciens en Algérie. Pour assigna-
ments en chimie et transformation des polymères :
CHIMIE, CHIMIE DES POLYMERES, ENGINEER-
ING PLASTIQUES, CONCRETION MOULES SY-
NTHIQUES POUR PLASTIQUES, ENGINEERING
INDUSTRIEL. Connaissance du français souhait-
able. Salaires excellents, indemnités de déplace-
ment, logement, transport, départ et vacances,
avantages sociaux. Contrats deux ans à compter
de septembre 1976.

Adresser C.V. et références professionnelles à :
Education Development Center,
33 Chapel Street, Newton, Mass. 02450, U.S.A.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

gestion budgétaire commerciale

BSN-Gervais-Danone recherche un jeune diplômé ESC ou Sc. Eco pour l'Administration des Ventes de Kronenbourg, à Strasbourg.

Chargé de la gestion budgétaire commerciale, il doit consolider la mise en place dans les Directions Régionales de Ventes. Il est responsable de la stabilité de cet outil de gestion et de la qualité des informations fournies. Il réalise des études de rentabilité commerciale.

Ce poste, qui nécessite de bonnes connaissances comptables, conviendrait à un candidat débiteur ou disposant d'une première expérience de gestion budgétaire, de préférence en liaison avec les ventes.

Adresser curriculum vitae détaillé, sous réf. D 08, à Daniel HARDOUIN, BSN-Gervais-Danone, 126-130, rue J.-Guesde 92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

POLYSAR FRANCE

STRASBOURG - LA WANTZENAU (700 personnes)

Filiale de Polysar Limited

recherche pour son activité Latex un

SPECIALISTE PAPIER COUCHÉ

Le candidat retenu aura une connaissance approfondie des latex et de leur utilisation dans les techniques d'enduction.

Cet ingénieur devra être capable d'évaluer les produits existants et d'en développer de nouveaux en collaboration avec les laboratoires et unités de fabrication.

Des contacts avec la clientèle sont à prévoir. La connaissance de l'anglais est indispensable. Les candidatures sont à adresser à :

POLYSAR Direction du Personnel, 3-2-7, 67010 La Wantzenau.

madame, mademoiselle...

diplômée d'une Grande Ecole ou de l'Université

en gestion ou dans une discipline scientifique

vous recherchez votre

PREMIER EMPLOI !

Si vous avez au moins 23 ans, un goût marqué pour les contacts à tous niveaux et surtout la volonté de réussir dans un domaine d'avenir, notre Société, filiale d'un Groupe international leader sur le marché, peut vous apporter :

• une formation initiale et permanente

• un travail agréable et épanouissant

• une rémunération élevée dès le départ

• un avenir professionnel largement ouvert.

Envoyez-nous une lettre manuscrite avec CV et photo sous réf. 6591 K

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

2 rue Harcourt 75001 PARIS (5ème arr.)

I. C. A. R. E.

Société d'Economie Mixte Informatique Communale

RHONE-ALPES

recherche

INGÉNIEURS

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

— 3-4 ans d'expérience (réf. 76/4)

— 8-10 ans d'expérience (réf. 76/5)

Diplômés Grande Ecole ou équivalent, pour conduite de projet ou encadrement d'équipes intervenant dans des collectivités locales de la région.

Expérience cabinet d'organisation appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à I.C.A.R.E. 30, bd Vivier-Merie, 69431 LYON CEDEX 3



GLAENZER SPICER

SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE

(2.200 personnes)

Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes)

pour renforcer la progression continue de son développement, recherche pour son usine du MANS (1.300 personnes)

RESPONSABLE D'UNE UNITE DE FABRICATION

(500 personnes environ)

(création de poste)

Ayant un minimum de 4 ans d'expérience en traitement thermique et usinage (moyennes et grandes séries).

Outre l'aspect technique, la fonction comporte la responsabilité de gestion humaine et économique de l'unité.

Très bon niveau de rémunération. Situation stable et d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. R.U. à Direction du Personnel B.P. No 60, 78301 POISSY CEDEX.

Entreprise importante, filiale d'un groupe internat.

Région Alsace, recherche

UN INGÉNIEUR

pour lui confier le poste de

CHEF DU SERVICE CONTRÔLE QUALITÉ

dans la fabrication et l'assemblage d'engins de

Travaux Publics.

Anglais indispensable, autres langues appréciées.

Ce poste comportant de fortes responsabilités suppose des aptitudes affirmées d'organisation et de commandement ainsi qu'un esprit méthodique et précis et de bons contacts humains.

Le candidat devra avoir de bonnes connaissances en mécanique et hydraulique.

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

offres d'emploi

offres d'emploi

Directeur d'Exploitation

pour nouveau service container sur Lignes Maritimes Courtes.

L'expansion de Bell Lines, depuis plus de dix ans, lui a permis d'occuper une place prépondérante sur le marché Européen du transport porte à porte par container entièrement intégré. Les activités de la compagnie s'exercent entre le Continent, la Grande Bretagne et l'Irlande.

Nous projetons de construire en France un port terminal exclusif d'un coût de plusieurs millions de francs, pour être relié aux autres terminaux semblables de notre compagnie aux Pays Bas, en Grande Bretagne et en Irlande.

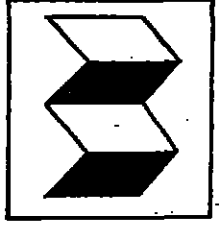
Pour cet important développement, nous recherchons un directeur dynamique et compétent qui puisse mettre en place une nouvelle équipe qui devra attendre les très fortes qualités d'engagement et les hautes performances existant déjà dans les autres établissements de la compagnie.

Une expérience dans le domaine du transport en France est absolument nécessaire, et la connaissance du transport international est un avantage. Des connaissances techniques seraient fort utiles. Parler l'anglais couramment est indispensable.

Le salaire correspondra aux exigences et au niveau du poste. La Compagnie offre également d'autres avantages substantiels.

Veuillez écrire, en anglais, donnant des détails sur votre carrière, à :

P. G. Mertens, Operations Manager Continent.



Bell Lines

Bell Lines, c/o Stock Express, 36/38 Rue de Morvan, 94 533 Rungis.

Une totale discrétion est assurée.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE ET DE SERVICES

C.A. 500 Millions

recherche pour son siège social BANLIEUE SUD PARIS

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

agissant sous l'autorité du Directeur financier et disposant de 11 subordonnés.

— Niveau DECS et expérience professionnelle indispensables.

— La rémunération sera fonction de la qualification et de l'expérience.

— Le candidat devra être disponible, si possible, en Septembre 1976.

Adresser C.V. + photo à BRUMPT Publicité 64, rue Tiquetonne 75002 PARIS, qui transmettra.

jeunes responsables de personnel

85.000 F

Une Société française d'ingénierie recherche, pour renforcer sa Direction du Personnel, deux cadres de formation supérieure, ayant 3 ans d'expérience dans la fonction personnel. Ils se verront confier rapidement :

— la gestion complète d'une unité autonome (administration, recrutement, carrières...)

— la gestion du personnel détaché à l'étranger.

Le second exige mobilité et connaissance de l'anglais.

Ces deux postes sont à pourvoir à Paris. Adr. cand. s/réf. M13 à ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris qui transmettra

LE CREDIT CHIMIQUE recherche pour son Agence

quartier Auteuil

ATTACHÉ COMMERCIAL

Le candidat, vendeur confirmé, devra avoir une expérience bancaire acquise au contact d'une clientèle de petites entreprises et de particuliers.

Notre société vous offre une formation bancaire, un B.P. de banque serait apprécié.

Un candidat de valeur pourra évoluer vers une responsabilité de SECOND D'AGENCE.

Envoyer C.V. + photo + rémunération souhaitée s/réf. AC/14 à :

LE CREDIT CHIMIQUE, 20, F. Tréville, 75001 PARIS.

Pour renseignements ADUT

DECLARANT

en DOUANE, semi-sédentaire, possédant véhicule, téléphone

pour rendez-vous 770-75-59.

20, F. Tréville, 75001 PARIS.

Pour renseignements ADUT

INSTRUMENTS S.A.

DIVISION

ADAMEL L'HOMARGY

Notre domaine d'activité est l'instrumentation scientifique et l'appareillage de contrôle et de laboratoire.

Nous recherchons pour notre SERVICE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

un INGENIEUR ELECTRONIC

30-35 ans, diplômé

ECOLE D'INGENIEUR (ESE, IEG ou équivalent).

Expérience conception circuits numériques et analogiques et utilisation microprocesseurs.

Env. C.V. manuscrite, photo et prétentions à ADAMEL L'HOMARGY, Service du Personnel,

15, av. Jean-Jaurès, 91190, ST. AUTOURN.

ST. AUTOURN DE L'EST

Centre d'exploitation de Cofinor (Seine-St-Martin) recherche

CHEF PEAGE

domicile prox. LAGNY ou MEAUX, 30 ans min.

Cand. : assimilé cadre niveau bac gestion et responsabilité peage. Encadrement de personnel. Recevoir trois personnes.

Envoyer C.V. manuscrite et photo avant s/réf. M13 à ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-8^e, qui transmettra

Env. C.V. et photo n° 7238 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LE MINISTRE DE LA DEFENSE
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche pour ses
SERVICES INDUSTRIELS

INGÉNIEURS
diplômés, libérés des obligations militaires,
appelés à des déplacements en FRANCE.

Mécaniciens de base
— pour groupe d'études mécaniques et systèmes
en vue d'intégration sur tourelles hélicoptères 200
des ou hélicoptères R4f. 101
— pour bureau des méthodes R4f. 102
— pour bureau d'études chers R4f. 103
— pour essais de chûtes de chers, expérience
essais submergés R4f. 104
— pour gestion technique industrielle et finis-
cière de grands programmes d'armements R4f. 105

Electromécanicien
— pour bureau d'études électricité chers R4f. 106

Electronicien
Diplômé Grande Ecole
— pour études et mise au point de composants,
aptitude à l'acquisition de l'esprit « systèmes » R4f. 107

TECHNICIENS
B.T.S. ou équivalent,
libérés des obligations militaires

Dessinateurs option mécanique
— pour bureau d'études mécanique fines R4f. 201
— pour bureau d'études chers et véhicules blindés R4f. 202
— très bons dessinateurs (technologie de cons-
truction, réalisation des machines, bases d'in-
formaticiennes), appelés à des déplacements de
courte durée R4f. 203

Dessinateur
option électromécanique
— pour bureau d'études chers R4f. 204

Option mécanique
— pour estimation de temps, établissement de devis R4f. 205
— agent prêt pour réélectricité, hydraulique, pour
essais de tourelles R4f. 206

Option électromécanique
— pour atelier d'essais, déplacements courts durée
pour assistance technique R4f. 207

option électromécanique
ou thermodynamique
— débutant ou ayant quelques années d'expérience
pour essais de moteurs et turbines R4f. 208

Option électronique
— pour étude, mise au point, essais de sous-ensem-
bles appelés à quelques déplacements de moyenne
durée R4f. 209

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en précisant
bien la réf. sur l'envoi, suivant le poste choisi à :
ETABLISSEMENT D'ARMEMENTS TERRESTRES
Service S.D.G. - Route de la Minerve
SATOBY - 78013 VERSAILLES.

BADGER-FRANCE
Société Internationale d'Engineering
Pétrole - Pétrochimie - Chimie
recherche d'urgence pour
PARIS, puis MAROC

UN DIRECTEUR DE PROJET
SPECIALISTE USINES
ACIDE PHOSPHORIQUE

Formation : Ingénieur Chimiste de langue fran-
çaise, bonne connaissance de l'anglais.
Cet ingénieur devra avoir acquis au cours de sa
carrière une expérience indubitable de la réalisa-
tion de telles usines ou complexes, vue soit du
côté engineering, soit du côté client.
Une expérience d'exploitant serait particulièrement
appréciée.

La première mission prévue comprend un séjour
au Maroc de plusieurs années, à titre d'ingénieur-
conseil.

Le développement ultérieur de la carrière de l'in-
génieur sera assuré dans le cadre de l'expansion
des activités de BADGER dans ce domaine.

Ecrire à : BADGER-FRANCE, Tour Atlantique,
CEDEX 6, 92001 PARIS-14 DÉPENSES,
sous référence 4711.

REVERTEX
ACOUSTIQUE
Filiale Française d'un Groupe
International en pleine expansion
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
ACOUSTICIEN

— 25 ans environ.
— intéressé par la vente.

Il aura en charge :
— Aider le Service Commercial à atteindre les
objectifs définis.
— Résoudre les problèmes techniques pouvant se
poser à la clientèle.
— Assurer les contacts techniques entre la France,
la Maison mère UK et les filiales à l'étranger.
— Être capable de devenir notre
FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE.

Pour cela :
• Il devra avoir de très bonnes connaissances
acoustiques ;
• Parler et écrire couramment anglais et avoir,
si possible, des notions d'allemand ;
• Être disponible et voyager à 50 % de son temps
dans toutes la France et à l'étranger ;
• Une bonne expérience de l'engineering méca-
nique sera appréciée ;
• Être libre à partir de septembre 1976.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
REVERTEX FRANCE
6, rue de Liabonne, 75008 PARIS.

METO
Division de Dymo Industries Inc.,
spécialisée dans les systèmes
de gestion pour l'industrie de
la distribution, recherche :

ingénieur
technico
commercial

Sa mission :
Participer à la mise en place
d'équipements de marquage de codes/prix
intégrés à systèmes de gestion
automatisés.

Son profil :
Disposer d'une expérience de 3 à 5 ans
dans le domaine des petits ensembles de
gestion, plus particulièrement au niveau
applicatif.
Doit être capable d'assurer les contacts
techniques et commerciaux à tous les
niveaux.
Doit pouvoir s'intégrer à une équipe
existante dynamique.
Doit avoir une bonne connaissance de
l'anglais écrit et parlé.

Notre offre :
Position intéressante dans un groupe
international.
Salaires minimum de départ : 70.000 F/an.
Nous aimerions qu'il soit dans notre
groupe le 1^{er} septembre 1976.
Candidatures à adresser, sous pli
confidentiel, à :
M.J. Malcor, Meto Seltetic,
112, avenue du Général Leclerc,
78220 Viroflay.

ATTACHÉ DE DIRECTION
CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT
ayant 3 à 5 années d'expérience minimum dans
des entreprises privées (industrielles de préfé-
rence) et de formation supérieure économique-commer-
ciale.

IL DEVRA :
— mener les études d'implantation ;
— aller sur le terrain enquêter et procéder aux
opérations pratiques d'ouverture des agences ;
— participer au recrutement du personnel qui
prendra en charge celles-ci ;
— assister ce personnel dans la période de lan-
cement.

Dépendant directement de la direction générale,
il développera cependant son action en liaison
étroite avec les autres services de la société et
tout particulièrement avec la direction commer-
ciale.

Ce poste, qui évoluera en fonction du développe-
ment que la société est déterminée à réaliser, se
présente comme une réelle opportunité pour
un homme décidé à mener une carrière active et
dynamique.

Le salaire, fonction de l'expérience des candi-
dats, comportera un fixe et un intéressement.

Envoyer lettre manuscrite, curr. vitae et présent,
sous référence 5.000 à PUBLICITE, 4,
quai des Odéons, 75004 PARIS, qui transmet.

Société LOGABAX
recherche dans le cadre du développement
de ses activités TÉLÉINFORMATIQUES

INGÉNIEUR
POSITION II
chargé de la définition des moyens de mainte-
nance de nouveaux produits.

Ce poste nécessite une expérience de quelques
années en transmission de données (complexité,
modems et procédures).

DISPONIBLE RAPIDEMENT.

Adresser C.V. détaillé, Sté LOGABAX, c. Fernand-
Léger, Z.A.C. Courcelles 91190 GIE-SUR-YVETTE.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche

JEUNE CADRE
FINANCIER ET COMPTABLE

qui sera chargé dans un premier temps de suivre
la comptabilité d'une importante filiale (400 per-
sonnes) au siège (Paris) pour une durée de 2 ans
environ et, ultérieurement, de la décentralisation
en province (région Est) de cette comptabilité,
de sa supervision sur place et du contrôle de
gestion de la comptabilité.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'Études Supé-
rieures (Sup. de Co. + D.E.S. ou équivalent) de
25 ans min. et de quelques années d'expérience
dans les domaines financiers et comptables.

Allemand apprécié mais non indispensable.
Adr. C.V. dét. man. avec photo et prêt., réf. 2.178.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING PARIS
recherche pour

SERVICE NÉGOCIATION MARCHÉS

JEUNE AGENT

• AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE
DANS INDUSTRIE LOURDE OU ENGINEERING

• TRES BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS

• CONNAISSANCES COMMERCIALES ET
JURIDIQUES APPRECIÉES

Il participera, avec les Services Techniques, au
lancement des appels d'offres et à leur comparai-
son, négociera et gèrera les contrats d'achats de
matières et de travaux.

— Déplacements courts et longue durée à l'étranger.
— Avantages sociaux importants.

Ecrire avec C.V. et photo, sous n° 7.892, à SPERAX,
12, rue Jean-Jaurès, 92 Puteaux, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
implantée sur l'ensemble du territoire,
cherche

pour diriger son Agence Internationale de Paris
un cadre expérimenté
ayant le sens du commandement
et de l'organisation.

Plusieurs années d'expérience exigées en affre-
tement international.

Il s'agit d'un poste d'avant pour un cadre
dynamique.

Ecrire n° 7235 à Le Monde à Publicité
5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1 qui transmet.

LEADER MONDIAL
DES GROS SYSTÈMES
INFORMATIQUES

CONTROL DATA

L'INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
Paris 13^e
recherche :

Ingénieur Commercial
en éducation

Il est chargé de développer la clientèle
potentielle dans le cadre de contrats de formation
importants.

Il a plus spécifiquement pour mission de
diagnostiquer les besoins en formation des
entreprises, d'établir des plans et de proposer
les programmes correspondants.

Le candidat retenu a un diplôme du type
grandes écoles commerciales ou une formation
supérieure informatique complétée par une
expérience de 2 ans de la vente de formation ou
de services informatiques.

Grace à son expérience et aux résultats déjà
obtenus, un candidat de valeur peut atteindre un
niveau de salaire fixe important.

Ecrivez avec CV à M. Gary
Control Data France, 195, rue de Bercy
75582 Paris Cedex 12 ou tél. 345.60.35.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
PARIS SUD propose à

JEUNE MÉDECIN

spécialiste de pathologie cardio-vasculaire et
des perturbations métaboliques

un poste d'ASSISTANT du DIRECTEUR
du département RECHERCHE THÉRAPEUTIQUE

Il sera particulièrement chargé des protocoles
d'études cliniques pour ces domaines de visa répon-
dant aux exigences nationales et internationales
et de la surveillance des recherches thérapeuti-
ques tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste de grandes responsabilités nécessite des
connaissances approfondies de pharmacologie clini-
que et de statistiques médicales. Anglais lu et
parlé, relations hospitalières souhaitées.

Ecr. av. C.V. dét. manusc. et résumés. souhailée
n° 88.206 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er},
qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS
recherche

JEUNE
DIPLOMÉ

Sc. Po. (Eco. FI.), Sup. de Co., D.E.S. Droit, pour
lui confier la mission de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

La fonction comprendra notamment après adap-
tation : les études financières et juridiques, les
études d'exécution, le contrôle de l'évolution
commerciale, les relations avec les architectes, les
entreprises, etc.

Adresser C.V. sous référence DUBY (mentionnée
sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Importante Société SEINE-et-MARNE
recherche :

INGÉNIEUR - MÉCANICIEN
FORMATION A.M. ou ÉQUIVALENT

Ayant expérience entretien général d'usine et
construction machines. Connaissance et pratique
thermodynamique et électricité appréciées.

Situation d'avant. Logement assuré.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prêt à 30 67.397
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Société D'INGENIERIE BATIMENT
recherche

INGENIEUR
expérimenté

Pour responsabilité complète chantiers
importants.

Adresser C.V. détaillé, photo et présent,
à No 67937 CONTESSÉ PUBLICITÉ -
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
RECHERCHE

UN CADRE
RESPONSABLE DE SON
SERVICE TRADUCTION

LE CANDIDAT DEVRA :
— être diplômé de l'enseignement supérieur
— être au minimum parfaitement bilingue An-
glais-Allemand
— posséder une expérience de quelques
années
— séjour à l'étranger et diplômes universitaires
étrangers appréciés.

IL LUI SERA OFFERT :
— de réorganiser, diriger et animer un bureau
de traductions
— une rémunération en fonction de l'expéri-
ence acquise
— la perspective d'une carrière évolutive.

Ecrire avec C.V. et prétentions
sous n° 72.540 B

CENTRALE D'ACHATS
recrute d'URGENCE
pour son Département QUALITE

UN INGENIEUR
Formation ALIMENTAIRE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS
NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
implantée sur l'ensemble du territoire,
cherche

pour diriger son Agence Internationale de Paris
un cadre expérimenté
ayant le sens du commandement
et de l'organisation.

Plusieurs années d'expérience exigées en affre-
tement international.

Il s'agit d'un poste d'avant pour un cadre
dynamique.

Ecrire n° 7235 à Le Monde à Publicité
5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1 qui transmet.

Publicité
de recrutement

Notre conseil les responsables de recru-
tement dans l'élaboration et la réalisation
de leurs annonces d'offres d'emploi, ainsi
que dans le choix des médias.

Le travail d'équipe de nos collaborateurs
et leur sens du service nous ont permis
de progresser rapidement.

Pour compléter cette équipe, nous recher-
chons un homme ou une femme ayant une
conception dynamique de la publicité de
recrutement.

La formation importe moins que l'expé-
rience de ce secteur d'activité.

Si vous vous sentez apte à progresser au
même rythme que notre Société, envoyez
votre candidature et vos prétentions sous
référence M 18.

42, rue Legendre - 75017 PARIS.
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en gestion de personnel.

FIAT FRANCE
Tour Fiat - La Défense
recherche pour postes à pourvoir
en septembre :

Jeunes diplômés
enseignement supérieur
(universités ou écoles supérieures de commerce)
pour compléter l'équipe

D'AUDITEURS INTERNES

Les candidats devront être libérés des obligations
militaires et connaître parfaitement l'anglais,
l'italien ou l'espagnol.

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 67.941,
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Société Édition Publications
technico-commerciales
recherche pour postes 50d
ECONOME
25 ans min., organisation achats,
contrôle stocks et consommation.
Possib. dev. directeur admin.
Formation supérieure, commerce
et gestion exp. Ecr. CONTESSÉ,
18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris,
ou téléphoner 262-90-71.

offres d'emploi

programmeurs débutants

Importante Société Industrielle Implantée à Neuilly offre à des titulaires du DUT informatique, libérés des obligations militaires, des emplois de Programmeurs.

Une formation de 2 mois sera assurée avant l'affectation à l'un des groupes de travail.

Envoyez CV détaillé à n° 7867 SPERAR 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra

Importante Caisse Interprofessionnelle de Retraite et de Prévoyance

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Salarisés pour développer son volume d'affaires

CES POSTES CONVIENT À : Hommes ou Femmes dynamiques, désireux (ses) de se reconstruire dans un secteur de grand avenir

LES CANDIDATS DEVONT ÊTRE : Ambitieux, sérieux et présenter d'excellentes références

Avantages sociaux - Bonne rémunération.

Envoyer CV, avec photo, à n° 7826, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante S.S.C.I. développant son activité de

DELEGATION DE PERSONNEL D'EXPLOITATION

recherche pour PARIS

ATTACHÉ de Direction Générale

Ce poste de responsabilité correspond à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure, possédant une solide expérience technique, commerciale et administrative dans la profession.

Initialement orienté vers le suivi et le développement de la clientèle, son activité pourra s'élargir vers des fonctions de Direction Générale.

Ajouter lettre manuscrite C.V., photo (format 10x15 cm) à n° 7877, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

CRÉDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE

recherche pour département ORGANOISATEUR UN

Organisateur

chargé d'études d'organisation administrative, bonne expression écrite et orale, capacité d'analyser des données et de proposer des solutions.

A cette occasion, le rédacteur des manuels de procédures, des chartes de postes, des documents de bord, participe à la mise en place de nouveaux systèmes d'organisation.

Il travaillera dans une unité de 14 personnes, sera amené à conduire des projets ou à collaborer à ceux-ci.

La poste requiert : une expérience en analyse fonctionnelle, une connaissance en informatique, une bonne expression écrite et orale, une capacité d'analyser des données et de proposer des solutions.

La rémunération brute annuelle prévue pour la première année sera de l'ordre de 60.000 F.

Adresser C.V. et photographies récentes à n° 7878, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES

— ayant connaissance de circuits de type digital, pour assurer maintenance et exploitation de stations de tests en Europe.

— Postes pouvant convenir à débutants titulaires B.T.S. ou D.U.T.

— Connaissance de l'anglais nécessaire.

SM faisant partie Défense nationale. Nationalité française exigée.

Envoyer C.V. et photo à n° 7879, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

MARCHAND DE BIENS CHÈRE

COMPTABLE EXPERIMENTE Connaissance comptabilité, immobilier et système OBDO pr responsabilité complète compta.

Téléph. 32-88-92.

EXCELLENTS PROFESSEURS HOMMES UNIVERSE

Sciences naturelles pour premières et terminales ; Mathématiques pour premières et terminales C et D ; Ecrite privée recherche

2 SURVEILLANTS GÉNÉRAUX

Expérience pédagogique exigée (3 ans minimum). Adresser C.V. et photo à n° 7880, Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Rech. bon cuisinier charcutier ouvrier rural de 47 ans max. Couverture soignée, sept. 1976. Env. à Mairie de Chénac (87510), avec curriculaire.

secrétaires

LE DIRECTEUR INTERNATIONAL D'UN GROUPE PUBLICITAIRE IMPORTANT

CHERCHE POUR PARIS une

secrétaire de direction de haut niveau

Trilingue : français, anglais, allemand, avec une formation supérieure, pour gérer son secrétariat, centraliser les informations, suivre les instructions aux sociétés contrôlées (+ de 20) et assurer le relais avec des clients importants.

Elle est de nationalité D, UK, US ou F, déjà confirmée dans ses fonctions, très méthodique et « agréable à vivre ».

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

Envoyer à Mme M.C. TESSIER, réf. 3078 LM

demandes d'emploi

DÉLÉGUÉ AFRIQUE

FRANÇAIS, 40 ANS - DISPONIBLE DE SUITE

SPECIALISÉ AFRICAINE FRANCOPHONE ET ANGLAISE

Capable de négocier tous contrats, vendre tous biens de consommation ou d'équipement.

rechercher et acheter tous produits ou matières, assurer les relations à tous niveaux.

POSTE ACTIF A RESPONSABILITÉS.

Envoyer sous le numéro 2841 à « Le Monde » Publ. 1, r. des Italiens - 75427 Paris-9, ou tél. : 970-72-88

STAGE EXPERT COMPTABLE

Grande mobilité - Libre de suite.

Envoyer à M. R. P. 68 bis, rue Réaumur - Paris (2e).

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le C.I.D. (Centre d'Information sur l'emploi) vous propose GUIDE COMPLET (201 pages).

— La C.V. : rédaction avec conseils et exemples.

— La lettre de motivation : rédaction et conseils.

— La lettre de recommandation : rédaction et conseils.

— La lettre de réponse : rédaction et conseils.

— La lettre de démission : rédaction et conseils.

— La lettre de remerciement : rédaction et conseils.

— La lettre de demande d'emploi : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de stage : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de prêt : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de crédit : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de subvention : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de bourse : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de pension : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de retraite : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de salaire : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de bonus : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de prime : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de gratification : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de récompense : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de distinction : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de promotion : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

— La lettre de demande de nomination : rédaction et conseils.

demandes d'emploi

Iteser

International Telex Service dispose pour remplacements tous postes de secrétaires, dactylos, sténographes, bilingues, trilingues.

ARCHITECTE D.P.L.G. bon concepteur, expert. Chantiers impr. coordination, dossiers administratifs et techniques.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

Cherche emploi dans bureau d'architecture, bureau d'études.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

En Vendée

Une importante coopérative avicole est sur le point de déposer son bilan

La SICA-SAVA de Challans (Vendée) est sur le point de déposer son bilan. Cette union de coopératives avicoles de Vendée, de Loire-Atlantique, des Deux-Sèvres et du Maine-et-Loire recense la production de huit cents éleveurs, occupe quelque sept cents salariés et commercialise environ 15 000 tonnes de volailles par an dans les grandes surfaces et les collectivités essentiellement, soit 10 % du marché français. Avec sa filiale de vente Euro-Agro, elle réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de francs.

Les difficultés de la SICA-SAVA ne sont pas nouvelles. En 1975, le rapprochement avec les établissements Arrivé de Saint-Fulgent (Vendée), spécialisés dans les poulets de marque, avait échoué. Cela avait entraîné la démission du conseil d'administration de M. Bernard Lamart, proche du Mouvement des paysans-travailleurs, et du directeur de la SICA.

La nouvelle équipe mise en place depuis le début de l'année s'est trouvée confrontée avec les difficultés financières liées au développement trop rapide du groupement depuis 1970. Un plan de restructuration a été élaboré par la nouvelle direction, qui devait notamment que des activités jugées non rentables — dans le secteur des canards notamment — ainsi que la concentration des chaînes d'abattage dispersées dans cinq départements. Ce plan nécessiterait un financement de millions de francs, dont 2,5 seraient fournis par la SOFIPAR, filiale du Crédit agricole, 2,5 par UNIGRAIN, 5 par les éleveurs et 1,5 par un partenaire industriel.

Toutefois, le Crédit agricole, estimant que ses engagements dans l'affaire sont désormais trop élevés, et UNIGRAIN, qui participe déjà au capital des établissements Arrivé, se sont dédités. Aussi la direction envisage-t-elle de déposer le bilan de la SICA dans les prochains jours, ce qui provoquerait la mise au chômage, dans une région rurale, de tous les salariés et le non-paiement des éleveurs.

A. G.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

LE CONSEIL DE B.S.N.-GERVAIS-DANONE vient de se doter d'un quatrième vice-président en la personne de M. Francis Gauthier, administrateur-directeur général de la branche alimentaire. M. Gauthier est le seul des vice-présidents en place (le baron Janssen, M. Jérôme Bessat, et Philippe Daublain) à occuper des fonctions opérationnelles. A ce titre, il présidera les séances du conseil en l'absence du P.D.G., M. Antoine Riboud.

CONTRAT BRITANNIQUE EN AFRIQUE DU SUD. — La commission de l'énergie électrique d'Afrique du Sud (ESCOM) vient de passer commande à la société britannique General Electric Co pour des équipements destinés à une centrale électrique dans le Transvaal. La valeur de ce contrat est de 70 millions de livres sterling (830 millions de francs). — (A.F.P.)

Conjoncture

DIMINUTION DU NOMBRE DES FAILLITES. L'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) a indiqué que le nombre des défaillances d'entreprises avait atteint — après correction des variations saisonnières — 1 056 en juin, contre 994 en mai, mais contre 1 289 en moyenne en 1975.

Pour les six premiers mois de l'année, le nombre des jugements (faillites, règlements judiciaires, liquidations de biens) a baissé de 15,9 % pour l'ensemble de la France (6 111 au lieu de 7 264) et de 11 % pour la région parisienne. Les diminutions les plus sensibles concernent les secteurs du bâtiment et des travaux publics (— 26,9 %), ainsi que les transports et transmissions (— 32,3 %).

Échanges internationaux

LE CONSEIL DU GATT (accord général sur les tarifs

douaniers et le commerce) a décidé le 15 juillet, sur proposition du représentant américain, M. Brundage, de créer un groupe d'experts qui sera chargé d'étudier le régime de prix minimums, de licences et de caution appliqué par la C.E.E. aux importations de certaines conserves de fruits et de légumes aux États-Unis. Il s'agit d'un fait relativement rare au GATT, le précédent le plus connu remontant à l'époque de la « guerre du poulet ».

Emploi

M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) est intervenu auprès du ministre du travail pour obtenir l'annulation de six licenciements aux filatures de La Voilogne, à Laveline-devant-Bruyères, dans les Vosges. Quatre des licenciés, pour « entrave à la liberté de travail », ont déclenché une grève de la faim, lundi 12 juillet, et ont décidé, samedi 17 juillet, de suspendre cette action durant trois jours.

LA DIRECTION DE RECHERCHE INDUSTRIELLE (D.R.I.) du Plateau-de-Bouillon (Isère) a annoncé, jeudi 15 juillet, qu'elle ferait un atelier de fil d'acétate « du fait de ses résultats économiques désastreux ». La direction dément, d'autre part, que des investissements aient été faits à l'étranger. Une procédure de licenciements pour cause économique a été engagée en mars dernier concernant cinq cent quinze salariés de l'usine de l'Isère. Diverses opérations de reclassement ont permis de réduire ce chiffre à quatre cent dix-huit.

Europe

M. JOE GORMLEY, président du Syndicat des mineurs britanniques, a été élu à l'unanimité président du comité consultatif de la CEEA (le pool à charbon-acier). Le président de ce comité, qui réunit producteurs, travailleurs et utilisateurs d'acier et de charbon des Neuf, est élu pour un an. — (Reuters)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

GRÈVE CHEZ LANVIN

Sept ans de formation, 2 000 F par mois

Sylvia, Monique, Françoise montrent leur bulletin de paie : 2 256 F pour 173 h. 33 de travail, salaire mensuel brut annuel s'ajoute une prime d'ancienneté — par exemple : 28 F pour trois ans de présence... Premières mains qualifiées chez Lanvin, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8^e), Sylvia, Monique, Françoise et les autres — sont en grève depuis le 9 juillet, soutenues par la C.G.T. Elles réclament une augmentation de salaire qu'elles estiment « particulièrement modeste » : 100 F par mois. Les négociations sont en cours : la présentation de la collection automne-hiver Lanvin doit avoir lieu le 27 juillet.

Quelques grévistes se sont installés sur le trottoir de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, devant leur lieu de travail, pour informer les passants de leur situation et de leur action. Elles se sont munies d'ombrelles et de parapluies : la direction a fait relever les stores...

Pour être première main qualifiée — la plus haute qualification en haute couture — il faut, expliquent-elles, un C.A.P. — plusieurs sont titulaires d'un brevet d'enseignement industriel — et surtout sept ans de formation professionnelle. Cela pour gagner 2 000 F net par mois. Une passante glisse une coupure dans la caisse de solidarité en disant : « Il est scandaleux que vous soyez aussi peu payées... »

En 1948, affirme un tract de la C.G.T., une première main qualifiée gagnait autant, si ce n'est plus, qu'un P. 3 de la métallurgie. Actuellement, nous avons un retard de 50 % au minimum. Ce tract ajoute notamment : « En 1975, le chiffre d'affaires de l'ensemble des maisons de couture a augmenté de 5 % par rapport à 1974, passant à 2 750 millions de francs. Un vêtement en haute couture représente en moyenne six mois de salaire d'une première main qualifiée... »

Conditions de salaire, mais aussi conditions de travail. « Pour fonctionner, par exemple, une robe-châlière, dit Sylvia, il faut quatre-vingts à cent heures de travail. La direction voudrait nous imposer la cadence en vigueur dans le prêt-à-porter tout en continuant à faire un ouvrage artistique... »

Pour l'instant, les personnels des autres maisons parisiennes de haute couture ne se sont pas associés à cette grève : certains bénéficient d'avantages qui n'existent pas chez Lanvin, comme le treizième mois ou

JOURNÉE D'ACTION. MÉR-CREDY 21 JUILLET. À PARIS, organisée par les syndicats C.G.T. de la région parisienne qui entendent protester contre les projets d'aménagement des indemnités de chômage. Un rassemblement est prévu, en fin d'après-midi, devant le siège du C.N.P.F.

OCCUPATION D'UNE USINE D'ISSOUDUN. Les deux cents-cinquante ouvriers de la SICMA (fauteuils d'avion et skis nautiques), à Issoudun (Indre), ont décidé à la fin de la semaine dernière d'occuper leur entreprise pour appuyer leurs revendications salariales. Depuis un mois, des débrayages partiels avaient lieu dans cette usine.

POUR PROTESTER CONTRE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HYGIÈNE. Dix-huit immigrés algériens employés par l'entreprise Samier-Duval à Châteaubleu (Finistère) et la pose de câbles téléphoniques souterrains entre celle-ci et Quimper se sont mis en grève le samedi 17 juillet. Ils réclament notamment une augmentation de salaire et une prime de déplacement. Leur mouvement répond à celui observé par plusieurs autres chantiers de la même entreprise également en grève, dont ceux de l'Arèche, de Haute-Savoie et de Brest (Finistère).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

LA C.F.D.T. DEVIENT MAJORITAIRE CHEZ PEUGEOT-CYCLES

Les élections professionnelles, qui viennent d'avoir lieu à l'usine Peugeot-Cycles de Beaulieu (Doubs), ont été marquées par une forte progression de la C.F.D.T. qui obtient, pour la première fois, la majorité absolue dans le collège ouvriers-employés des délégués du personnel. Aux élections pour le comité d'entreprise, la C.F.D.T. progresse également, bien que la C.G.T. garde la majorité au sein du collège ouvrier-employé.

Délégués du personnel
● COLLEGE OUVRIERS-EMPLOYÉS : C.F.D.T., 1 358, soit 50,3 % des voix (+ 7,4 % par rapport aux élections de 1975), 8 élus (+ 1) ; C.G.T., 1 045, soit 39,7 % des voix, 8 élus (— 1).
● COLLEGE TECHNICIENS, AGENTS DE MAINTIEN, INGÉNIEURS ET CADRES : C.F.D.T., 1 élu, C.G.C., 1 élu.
Comité d'entreprise
● COLLEGE OUVRIERS-EMPLOYÉS : C.G.T., 51,4 % des voix (— 7,9 % et — 1 siège par rapport aux élections de 1974) ; C.F.D.T., 48,6 % (+ 7,9 % et + 1 siège).

● COLLEGE TECHNICIENS ET AGENTS DE MAINTIEN : C.G.C., 250 voix et 1 siège ; C.F.D.T., 198 voix et 1 siège ; C.G.T., 129 voix, 0 siège.
● COLLEGE CADRES : C.G.C., 1 siège.

● AFFAIRE FLEURENCE. — Le tribunal administratif de Lyon a ordonné le 15 juillet un sursis d'instruction pour examiner la requête de la société des Acieries du Forez, qui demande l'annulation d'une décision de l'inspection du travail refusant l'autorisation de licencier M. Pierre Fleurence, comptable de l'entreprise. Ce dernier est en conflit depuis 1966 avec son employeur pour licenciement abusif. Le 7 juillet, le tribunal de Saint-Etienne a condamné la société à verser 186 000 francs à M. Fleurence (le Monde des 9 et 11-12 juillet).

(Avis financier des sociétés)

HLM
12 OFFICES PUBLICS
ET SOCIÉTÉS ANONYMES
D'H.L.M.

PREMIER EMPRUNT OBLIGATAIRE

EMIS AVEC LA GARANTIE DE COLLECTIVITÉS LOCALES

F 159 500 000

taux d'intérêt 10,20%

Prix d'émission : F 1000 Amortissement en 10 ans
Jouissance : 24 mai 1976 à partir du 24 mai 1981
Durée : 15 ans

Cotation à Paris

Taux de rendement actuariel brut : 10,42%

Emission destinée au financement complémentaire d'opérations réalisées sur fonds publics

Les H.L.M. ont réalisé 30% des constructions immobilières en France depuis 1945

BALD du 19 juillet 1976 - Une note d'information ayant reçu le visa CDB n° 75-305 du 6 juillet 1976 est tenue à la disposition du public.



Les nouveaux BONS DU TRÉSOR à intérêt progressif

6,50 % à 10,50 %
Taux actuariel brut annuel

A votre choix
● Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement.
● Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.

Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part, toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

LA VIE ÉCONOMIQUE

MONNAIES ET CHANGES

La baisse du franc s'accélère

(Suite de la première page.)

Elle préfère aussi laisser la spéculation s'aventurer sans indications précises sur son attitude. Le menace d'une interven-

LE FRANC
RETOMBE À SON NIVEAU
DE JUILLET 1974 :
LE DM VAUT 1,90 F

Lundi, en fin de matinée, il fallait payer près de 1,90 F pour obtenir un deutschemark. Le franc était donc tombé à son niveau du début de juillet 1974 par rapport à la monnaie allemande. Au plus fort de la décade du franc, le 6 mai 1974, c'est-à-dire avant les élections présidentielles, le deutschemark avait valu 2 F. Au lendemain de ces élections, il avait baissé d'une façon continue pour retrouver, en mai 1975, son taux-plafond d'avant la sortie du franc du « serpent » monétaire (1,76 F) et s'approcher même de son taux-plancher (1,69 F) en décembre 1975, au sein du « serpent », que le franc avait rejoint.

Après la nouvelle sortie du franc hors du « serpent », le 25 mai 1976, le cours de deutschemark remontait à 1,84 F, où il se maintenait jusqu'au début de juillet. Il remontait alors, pour toucher 1,88 F à la veille du 14 juillet et s'élevait bientôt à 1,90 F vendredi 16, et même 1,90 F ce lundi 19.

Ce même jour, le franc suisse, qui ne valait encore que 1,93 F dix jours auparavant, a atteint son plus haut cours historique (1,97 F) par rapport à notre monnaie, et même plus de 2 F à Zurich, en change manuel pour les touristes.

Quant au dollar, il est passé de 4,74 F au début de cette crise, à 4,79 F le 13 juillet, à 4,87 F à la veille du week-end et 4,89 F au début de cette semaine, soit le niveau du début de mai 1974.

tion massive lui paraît le meilleur moyen de pénaliser éventuellement les imprudents qui parient sur la baisse du franc.

En revanche, la Banque de France s'apprête sans doute à manier l'arme du taux d'intérêt : après avoir relevé à 8 1/4 % le taux du marché monétaire à Paris, elle pourrait provoquer une tension des taux susceptible de freiner les sorties de capitaux.

L'accélération de la baisse du franc a, en tout cas, surpris nombre d'observateurs. À la veille du week-end, où une sorte de

panique s'était manifestée, on pensait généralement qu'une réaction technique se produirait au début de la présente semaine, après les « excès » commis.

Il n'en a rien été, toute une masse d'opérateurs privés, entreprises et particuliers, prenant la suite des firmes multinationales selon le processus bien connu de la boule de neige. Rue de Rivoli, on persiste à affirmer que ce mouvement est « convulsif » et que l'attaque contre notre monnaie relève de la psychose, les marchés des changes ne prenant pas en compte, par exemple,

l'amélioration de la balance commerciale française en juin. Le franc français a en tout cas rejoint sur ces marchés la livre et le lire dans le camp des monnaies faibles. — F. R.

ÉNERGIE

En Algérie

UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
CONSTRUIRA LA TROISIÈME
UNITÉ DE LIQÉFACTION
DE GAZ D'ARZEW

La Société nationale algérienne des hydrocarbures (Sonatrach) a confié à une société américaine Foster Wheeler, la construction de la troisième usine de liquéfaction de gaz naturel du complexe d'Arzew.

Cette usine, dont la construction coûtera plus d'un milliard de dollars, commencera à traiter en 1980 quelque 15,75 milliards de m³ de gaz naturel par an. Elle doit également permettre l'extraction de 500 000 tonnes de propane et de 450 000 tonnes de butane par an. La première usine du complexe, dont la construction a commencé à la fin de 1973, doit commencer à fonctionner à l'automne 1977. La construction de la seconde unité a commencé en février dernier. — (Reuters.)

● **ABOU-DHABI NE VEUT PLUS DE STERLINGES.** — L'émirat d'Abou-Dhabi aurait décidé d'indiquer les milieux bancaires londoniens, de ne plus accepter la livre sterling comme moyen de paiement pour les achats de pétrole.

A L'ÉTRANGER

● **NOUVELLE BAISSSE DE L'INFLATION EN GRANDE-BRETAGNE.** — La hausse des prix en un an a baissé en juin (par rapport au mois correspondant de 1975) pour le dixième mois consécutif ; elle s'est située à 13,2 %, contre 15,4 % en mai, 18,9 % en avril et 21,3 % en mars. Selon M. Healey, chancelier de l'Échiquier, ce taux atteindrait encore 12 % en décembre au lieu des 10 % fixés comme objectif. — (A.F.P.)

● **UN NOUVEAU EMPRUNT SOVIÉTIQUE** de 250 millions de dollars a été signé à Londres par M. Drovoskov, vice-président de la Banque du commerce extérieur d'U.R.S.S. Cet emprunt a été organisé par la Bankers Trust américaine, avec la collaboration de trente-huit banques d'une douzaine de pays. — (A.F.P.)

● **LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE MAROCAINE** comprenant notamment le blé dur, le blé tendre et l'orge, atteindra environ 52 millions de quintaux, a indiqué le 17 juillet, le ministre marocain de l'Agriculture, M. Salah M'Zili. Ce sera l'une des récoltes records du royaume (47 millions de quintaux en 1973 et 29 millions seulement en 1975). Ces perspectives sont de nature à limiter les importations de blé

auxquelles le Maroc a été obligé de faire face jusqu'à une époque récente et qui constituent une charge pour sa balance des paiements. — (Corresp.)

● **LE CONSEIL DE DIRECTION DU FIDES (Fonds de développement économique et social)** a approuvé les programmes d'investissements des entreprises nationales en 1977. Les engagements maximum autorisés atteindront 32 550,3 millions de francs, contre 28 489,2 millions en 1976 (+ 14,4 %).

Pour louer une voiture à

Madagascar,

réservez chez

europcar

645.21.25

COOPÉRATION

LE DIALOGUE NORD-SUD DANS L'IMPASSE

Les deux désaccords : le pouvoir d'achat et l'endettement du tiers-monde

La crise était prévisible depuis que la conférence Nord-Sud, réunie pour la première fois à Paris, les 8 et 10 juillet, au niveau élevé des hauts fonctionnaires et des secrétaires d'Etat, n'était pas parvenue à résoudre les divergences entre les huit et les Dix-Neuf. Il s'agit de reconnaître leur échec, les hauts fonctionnaires de la C.C.E.I. avaient alors chargé les commissions de tenter de résoudre la situation. Solution irréaliste dans la mesure où l'on chargeait des experts et des diplomates — les membres des quatre commissions (énergie, matières premières, développement et questions financières) — d'éliminer des divergences que seuls des hommes ayant des responsabilités politiques étaient en mesure de surmonter.

Malgré des progrès réalisés par les commissions du développement et de l'énergie, les travaux butèrent sur les deux questions jugées : céréales pour les pays en développement ; le maintien du pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation et leur endettement. De plus en plus irrités par les tergiversations des pays industrialisés, les Dix-Neuf ont demandé à ces derniers de s'engager enfin à négocier sérieusement une solution de ces deux questions.

Sur le premier point, les huit pays industrialisés ont allégué que la question était du ressort de la CNUCED et que celle-ci avait prévu pour la régler, en mai, à Nairobi, un processus de négociation. Les Dix-Neuf n'ont pas accepté ce qu'ils ont considéré comme une échappatoire. De leur côté, les huit ont refusé de s'engager.

Sur le second thème, les pays industrialisés ont estimé que les cas d'endettement n'avaient pas à être traités séparément au sein de la commission des questions financières — et que les autres concernaient la commission de développement. Les Dix-Neuf, convaincus au contraire que, dans tous les cas, il s'agit d'un même problème, ont demandé qu'il soit traité conjointement par les deux commissions intéressées ou par un organisme commun. Cette demande fut également rejetée.

Dès lors, malgré de multiples réunions du groupe des huit et du groupe des Dix-Neuf dans la nuit du vendredi, puis durant la journée du samedi 17 juillet, jusqu'à 22 heures, il fut impossible de concilier les points de vues.

En désespoir de cause, il fut décidé de confier aux deux coprésidents de la conférence, MM. Guerrero (Venezuela) et MacEachen (Canada), de procéder à des consultations avec les gouvernements intéressés pour tenter de définir les moyens de sortir de l'impasse : de sorte que les commissions puissent reprendre leurs travaux à la date prévue, le 23 septembre.

Dans une déclaration remise dimanche 18 juillet à la presse, M. Guerrero, le ministre vénézuélien des affaires économiques internationales, indique qu'il a été mandaté par les Dix-Neuf pour exprimer leur désappointement. « L'attitude négative de plusieurs participants du côté des pays développés, attitude résultant de l'absence de leur part de la volonté politique qui serait nécessaire en ce moment pour lancer la phase d'action orientée de la C.C.E.I. empêche un accord sur les deux questions centrales. »

M. Guerrero n'a pas caché que si les deux coprésidents ne parvenaient pas, après avoir consulté les vingt-sept gouvernements de la conférence, à se mettre d'accord sur la priorité à accorder à ces deux questions capitales, les commissions ne reprendraient pas leurs travaux. Ce qui reviendrait à une rupture entraînant l'échec de la conférence. « Ma déclaration, a précisé toutefois M. Guerrero, ne signifie pas nécessairement qu'aujourd'hui le dialogue Nord-Sud est menacé. Sur tous les autres points, des progrès importants ont été réalisés. Mais, en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, il y a désormais un suspense. »

Du côté des pays industrialisés, seul M. Bosworth, coprésident américain de la commission de l'énergie, a fait une déclaration. Il a exprimé ses regrets qu'un accord complet n'ait pas été réalisé. Les États-Unis sont toujours prêts, a-t-il déclaré, à discuter de manière constructive. « A notre sens, cependant, a-t-il précisé, la tâche accomplie au cours de la semaine passée était de mettre au point un programme de discussions en des termes suffisamment neutres pour ne préjuger en aucune manière le résultat final de ces discussions. » M. Bosworth insinua ainsi que les Dix-Neuf avaient tenté par le biais de listes de priorité, de forcer les États-Unis à s'engager dans des voies qu'ils ne sont pas disposés actuellement à emprunter.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHNEIDER
RADIO - TÉLÉVISION

Réunie le 1er juin 1976 sous la présidence de M. Pierre Amblard, l'assemblée ordinaire a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1975. La perte, qui s'élève à 7 851 299,97 F, a été reportée à nouveau.

Les mandats d'administrateurs de MM. Georges Boyer et Claude Duval ont été renouvelés.

Répondant à une question d'un actionnaire, le président a indiqué que le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'exercice 1976 a été supérieur de 19 % à celui de la même période de l'exercice précédent, grâce aux ventes de téléviseurs couleur.

Une assemblée extraordinaire, réunie à l'issue de l'ordinaire, a modifié les statuts de la société en conformité avec la loi du 31 décembre 1975 supprimant les tantièmes.

Au cours de sa séance du 8 juillet 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 juin 1976.

Le bénéfice net de ce premier exercice social d'UNIDEL s'élève à 6,3 millions de francs, dont 1,8 million de francs représente la plus-value nette des opérations d'apports réalisés en décembre 1975, 1976 et 1977.

Il a été décidé de répartir le 15 septembre prochain, au siège social de la société, l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Le conseil lui proposera d'approuver la distribution d'un dividende net payable à partir du 27 septembre 1976 de 10,50 F par action, correspondant à un revenu global de 15,75 F compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor.

La société a également procédé à la consolidation de ses comptes au 31 décembre 1975 avec ceux de ses filiales d'entreprise arrêtées à cette date. Ils traduisent un chiffre d'affaires consolidé de 1 milliard 138 millions de francs, toutes taxes comprises, soit 971 millions de francs hors taxes.

Le bilan consolidé dégage une situation nette d'ensemble, avant répartition des bénéfices de l'exercice 1976, de 86,8 millions de francs, soit par action : 223,16 F.

COMPAGNIE FINANCIÈRE
DELMAS - VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux (société holding du groupe Dr. Delmas-Vieljeux), réuni le 16 juillet 1976 sous la présidence de M. Trist Vieljeux, a arrêté les comptes de l'exercice 1975/1976 qui, commençant le 1er juillet 1975, s'est terminé le 30 juin 1976.

Le compte d'exploitation fait apparaître un bénéfice de 3 372 886,51 contre 3 824 484,50 F l'exercice précédent. A compter de pertes et profits, les plus-values hors exploitation ressortent à 1 188 590,90 F contre 2 061 185,53 et le bénéfice net s'établit de ce fait à 9 096 074,23 F contre 10 825 044,88.

Le conseil proposera à l'assemblée générale, convoquée pour le 13 septembre 1976, de répartir le dividende à 11 F par action, sans d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 5,50 F donnant un total de 16,50 F par action (dont 5 F d'avoir fiscal) contre l'exercice précédent.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE
DE BANQUE « S.S.B. »

Les résultats d'exploitation de la Société Séquanaise de Banque pour le premier semestre 1976 (avant amortissements et impôts) s'élèvent à 11 806 000 F, mais après constat d'une provision pour risques en ce de 5 500 000 F.

OFFICIERS MINISTÉRIELS
et ventes par adjudication

Aj. au Tribunal de Commerce P. LE 28 JUILLET
A 14 h. 15. FONDS CAFÉ-BRASSE
SAL. DE TRES-CUISINE A EMPOUR
60, RUE DE PROVENCE
M. LAFITTE (P. & S.) 15.000 F. Cont. 15.000 F.
M. LAFITTE (P. & S.) 15.000 F. Cont. 15.000 F.
104, Fg Saint-Honoré, M. GOURD
Syndic, 174, bd Saint-Germain, P.

(Avis financier des sociétés)

BANCO DE BILBAO La Banque espagnole de plus grande expérience dans le domaine international.

Chiffres significatifs de l'exercice 1975.

	1974	1975	Augmentation	%
Fonds propres, après répartition des bénéfices (millions de pesetas)	20.926,8	31.818,0	10.891,2	52,04
Dépôts de clients (millions de pesetas)	266.131,9	305.721,0	39.589,1	14,88
Crédits financés (millions de pesetas)	219.861,5	263.053,3	43.191,8	19,65
Portefeuille-Titres (millions de pesetas)	52.920,5	68.174,1	15.253,6	28,82
Bénéfice net (millions de pesetas)	3.709,7	4.415,4	705,7	19,02
Bénéfice à répartir (millions de pesetas)	2.584,7	2.951,1	366,4	14,18
Dividende net par action (pesetas) (Maximum autorisé par la Loi)	53,893	51,29	—	—
Nombre de guichets permanents	541	607	—	—
Nombre d'actionnaires	84.528	125.381	40.853	48,33

RELATIONS FINANCIÈRES
INTERNATIONALES
Banco de Bilbao
Alcalá, 16 - Madrid-14 - Espagne
Tél. 232 86 07
Telex: 23381 BB RFI

SERVICE ÉTRANGER
Banco de Bilbao
Alcalá, 16 - Madrid-14 - Espagne
Tél. 221 29 85/232 68 07/232 68 20
Telex: 27616 BB ARB
27535 BB SEX - 22002 BB SEX

AUTRES SUCURSALES
ET AGENCES EN FRANCE
"Paris-Etoile", "Paris-Pyramides",
"Paris-Pompe" et
"Paris-Consulador" et
Rungis, Bayonne, Hendaye, Lyon,
Perpignan (?) et Le Perthuis.

BUREAU PRINCIPAL A PARIS
29, Avenue de l'Opéra, 75021 PARIS Cedex 01
Tél. 261 56 41-Telex: 230893 BANCBAO PARIS
230871 BB PARI - 670444 BB PARIS

هكذا من الأهل

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

La Banque plus grande que le domaine national. L'indicateur de 1975.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVICES

Menace d'une hausse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis

Londres (Agf) - La forte augmentation du volume de la monnaie américaine...

Si, toutefois, l'augmentation de la monnaie américaine...

La publication des statistiques de la Federal Reserve Bank de New York...

En outre, toute nouvelle tension sur les taux à court terme...

LONDRES

Etirement

Le marché s'écroule sur un large front, lundi à l'ouverture...

OR (ouverture) (dollar) : 117 75 contre 117 35

Table with 3 columns: VALEURS, CLOTURE, COURS

Teux du marché monétaire

Effets privés : 8 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 234 55

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974)

Valeurs françaises : 904, 90,5

Ca DES AGENTS DE CHANGE

Indice général : 69,8

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Cie FINANCIERE DELMAS-VIRI

J. BORREL INTERNATIONAL

En raison des difficultés rencontrées...

En outre, toute nouvelle tension...

B. A. L. O.

Le numéro du 19 juillet publie...

Compagnie bancaire - Remise...

Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient

Remise au pair d'un emprunt...

Les obligations bancaires à prendre...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

Le taux d'intérêt applicable au...

VALEURS

Table with multiple columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, VALEURS, Cours, Dernier cours, VALEURS, Cours, Dernier cours, VALEURS, Cours, Dernier cours

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture...

Table with multiple columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours

COTE DES CHANGES

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS PERMES SEULEMENT

Table with 2 columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
— MAROC : Mohamed Ben Arafa est mort.
3. EUROPE
— ITALIE : entretien avec le nouveau secrétaire général du P.S.I.
- 4-5. DIPLOMATIE
— Après les révélations du chancelier Schmidt sur le « sommet » de Porto-Rico.
5. AMERIQUES
— LIBAN : A Beyrouth, le président s'adresse sur tous les fronts ; le message adressé par M. Brejnev à la Syrie.
6. ASIE
— POLITIQUE
- 8-9. EDUCATION
— Mme Soulier-Selk et la presse.
— Admissions aux grandes écoles et agrégations.
- 10-11. LES XVIII^{es} JEUX OLYMPIQUES
- 10-11. SPORTS
— CYCLISME : la victoire de Van Lape.
12. RELIGION
— Mgr Lefebvre est condamné sévèrement par l'Observateur Romano.
12. SOCIÉTÉ
— Trois mille deux cents participants au congrès international de psychologie à Paris.
12. AUTOMOBILE
— CORSE : l'union de la gauche reste divisée sur l'avenir de l'île.

LE MONDE DE L'ECONOMIE (Pages 13 et 14.)

- Nouvelle menace sur les prix.
- La nature de la reprise dans les grands pays capitalistes : les Etats-Unis vont au « stop and go » ? — Boom des exportations au Japon.
- Production industrielle : les Etats-Unis progressent régulièrement.
- La terre reste une valeur sûre.

15. FEUILLETON
16. JUSTICE
— Le meurtre du journaliste René Trévis : la puissance de « Monsieur B... ».
- 17-18. ARTS ET SPECTACLES
— AVIGNON : « le Démon blanc », rue Bourgneuf.
— EXPOSITIONS : des Lyonnais dans leur lumière.
18. PRESSE
- 23-24. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (17)
Annonces classées (19 à 22) : Aujourd'hui (18) ; Carnet (19) ; « Journal officiel » (19) ; Méditerranée (19) ; Mots croisés (18) ; Bourse (25).

SNCF
au service d'été
2 NOUVELLES RELATIONS
EN VOITURE-LIT

T2

PARIS BRIANÇON
aller et retour tous les jours

PARIS BOURG ST MAURICE
aller et retour 2 fois par semaine

avec un billet de 2^e classe et le supplément voiture-lit T2
renseignements gares et agences de voyages

A B C D E F G

AVANT LA CONVENTION REPUBLICAINE

La course aux délégués n'a pu départager MM. Ford et Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le président Ford a remporté dans le Connecticut un succès attendu en ralliant les trente-cinq délégués de cet Etat, tandis que, comme prévu, M. Reagan, son rival pour l'investiture du parti républicain, s'assurait sans difficulté le soutien des vingt délégués de l'Utah. Compte tenu de ces deux résultats, le président Ford reste toujours en tête dans la course aux délégués. Selon les organisateurs de sa campagne, il peut compter actuellement sur 1 103 délégués, se rapprochant ainsi très sensiblement du chiffre de 1 130 requis pour la nomination. Toujours d'après des calculs de l'état-major du président Ford, M. Reagan pourrait compter sur 1 020 délégués, mais des estimations officielles lui en donnent 1 030.

Au terme du processus officiel de sélection, les deux conventions d'Etat du Connecticut et de l'Utah ont été les dernières à se réunir, — ni le président Ford ni M. Reagan n'ont atteint la majorité des délégués requise. La lutte pour les délégués officiellement enregistrés comme « non engagés » et le « retour » de ceux qui ont déjà pris position reprend ainsi de plus belle. Les managers de la campagne du président Ford annoncent déjà que dans le courant de cette semaine leur candidat aura rallié ou « débouché » assez de délégués indéfinis pour franchir la « barre » de 1 130. Le président se rendra probablement dans le Missouri cette semaine, où ses chances de « séduire » les trente délégués « non engagés » de cet Etat sont considérées comme « bonnes ». De son côté, dans le New-Jersey, la Pennsylvanie, M. Reagan s'efforcera de détacher un maximum de délégués initialement engagés avec le président Ford dans ces deux importants Etats industriels.

Dans son duel avec M. Reagan, M. Ford a pour lui de pouvoir utiliser les possibilités que donne

la Maison Blanche, mais les derniers sondages donnent toujours l'avantage aux démocrates pour l'élection présidentielle de novembre. Selon Gallup, M. Carter l'emporterait sur M. Ford dans la proportion de 58 à 38 %, et sur M. Reagan par 64 à 28 %. Néanmoins, les experts s'attendent à une sensible réduction de cette avance, et M. Carter a invité ses troupes à ne pas pêcher par excès de confiance. Aussi bien, les deux candidats républicains sont passés à l'attaque en s'en prenant non pas tant à M. Carter qu'à son coéquipier, le sénateur Mondale, stigmatisé comme un « libéral » (un homme de gauche), prêt à augmenter les dépenses fédérales, à sacrifier l'équilibre budgétaire pour mener une politique sociale, génératrice d'inflation. — R. P.

La sonde américaine Viking-1 doit atterrir mardi sur la planète Mars

Tandis que les deux cosmonautes soviétiques Boris Volynov et Vitali Jolobov continuent leur vol dans l'espace à bord de la station Saliout-6 en procédant à de nombreuses expériences techniques et biologiques, les techniciens de la NASA s'apprêtent à faire atterrir leur sonde Viking-1 sur la planète Mars. L'atterrissage est prévu pour le mardi 20 juillet à 13 h. 12 (heure de Paris).

C'est avec deux semaines de retard que l'atterrissage sera tenté, puisque la NASA avait fixé à l'origine la date de la célébration du bi-centenaire américain, le 4 juillet. Mais les clichés pris par la sonde, qui s'est placée sur orbite autour de Mars le 19 juin dernier, ont révélé que le site primitivement prévu était trop accidenté. L'engin a, en effet, besoin d'une région assez plate, ni trop caillouteuse ni trop poussiéreuse, avec des pentes inférieures à 15 degrés. Les études faites d'orbite marient et aussi avec le radar d'Arecibo ont finalement abouti au choix d'un site qui n'avait pas été prévu, par 22 degrés de latitude nord et 47 degrés de longitude ouest, sur une « mer » assez plate, au nord-ouest du site initial Chryse.

La NASA ne veut prendre aucun risque avec ses deux sondes Viking, qui lui ont coûté 2,25 milliards de francs pièce (la seconde doit se poser au mois de septembre prochain). Les calculateurs de bord sont assez complexes pour que leur programme d'atterrissage puisse être changé en quelques jours seulement, ce qui n'était pas le cas sur

L'ART D'UTILISER LES RESTES

Des bienfaiteurs, aussi généreux qu'anonymes, font actuellement expédier par voie postale à des centaines d'anciens élèves des grandes écoles un exemplaire du pamphlet consacré au Monde par M. Michel Legris. Voilà de nouvelles mœurs qui porteront sans doute remède à la crise de l'édition.

De nombreux lecteurs et abonnés ont tenu, à cette occasion, à nous témoigner leur solidarité, et jugent à tout le moins excessive la sollicitude dont ils sont, bien malgré eux, l'objet.

Une question, maintes fois posée à propos de récentes affaires de presse et d'édition, restera à nouveau sans réponse : d'où vient l'argent ?

J. S.

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris (entièrement climatisé).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuances, réalisé en bain d'eau chaude et délicieusement parfumée.

C'est le massage thaïlandais tel que le requiert Claude Massard et son équipe de douces massuses asiatiques. A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 261.21.25 - 261.21.97

LES ISRAËLIENS RETIENDRAIENT UN BATEAU EGYPTIEN CHARGÉ D'ARMES A DESTINATION DU LIBAN

Tel-Aviv (A.F.P.). — Un bateau égyptien qui transportait des armes destinées aux Palestiniens du Liban est retenu depuis dix jours dans un port israélien, écrit le Yedioth Aharonoth dans son édition de dimanche 18 juillet. Le bateau, précise le journal, a été pris en remorque en haute mer alors qu'il se trouvait en perdition, l'axe de son moteur s'étant brisé. L'équipage, composé de Grecs, d'Allemands et de Palestiniens, a d'abord affirmé aux marins israéliens qu'il s'était porté à son secours qu'il transportait des pastèques. Cependant, une visite à la cale ne tarda pas à révéler que la cargaison était composée d'armes et de munitions, principalement d'obus de 155 mm. Les marins ont alors annoncé que, leur bateau, parti d'Alexandrie, se rendait à Tyr, port occupé par des éléments libanais de gauche et des Palestiniens.

Une descente de trois heures

Comme les sondes soviétiques, Viking fera appel à plusieurs procédés pour freiner sa descente dans l'atmosphère ténue de Mars. La préparation finale de l'atterrissage commence une trentaine d'heures avant que l'engin se pose sur le sol, avec une vérification ultime des systèmes de bord et l'envoi des dernières instructions au calculateur. C'est de la terre que partient l'ordre de séparation entre la partie de la sonde qui reste sur orbite, « l'orbiter », et la capsule qui atterrit, le « lander ». Si ce signal n'est pas reçu par l'engin, l'atterrissage est retardé d'au moins cinq jours. S'il est bien reçu, le lander s'éloigne de l'orbiter et le calculateur de bord prend en charge toutes les opérations, car un signal part de la terre met vingt minutes pour parcourir les 380 millions de kilomètres qui séparent les deux planètes.

Quelques minutes après la séparation alors que l'engin passe au périhélie à 1 500 kilomètres au-dessus de Mars, les moteurs d'orientation, soit mis à feu pendant vingt-quatre minutes. Ce changement de vitesse place la capsule sur sa trajectoire de descente qui est une longue ellipse. Cette descente durera trois heures. L'engin parcourt une bonne partie de l'ellipse en dehors de l'atmosphère martienne et s'oriente d'abord pour que sa partie supérieure, un cône d'aluminium et de fibres de verre qui protège son parachute, soit exposée aux rayons solaires ultra-violettes qui finissent de le stériliser. Ce cône est, en effet, largué pendant la descente et tombe sur Mars. Puis, l'engin change son orientation pour que sa trajectoire dans l'atmosphère martienne ne soit pas balistique, mais pour qu'il subisse un petit effet de portance, et qu'il ne s'échauffe pas trop.

L'engin rencontre, ensuite, les couches denses de l'atmosphère martienne à une altitude d'environ 30 km, à la vitesse de 16 500 km/h, sous un angle d'attaque de 11 degrés. Sa descente ne va plus durer qu'une dizaine de minutes. Freiné aérodynamiquement, mais protégé par son bouclier thermique, le lander voit sa température externe portée à 1 500°C. Le matériau ablatif recouvrant le bouclier brûle.

Arrivé à 6 kilomètres du sol, la vitesse du lander a été réduite à 1 600 km/h. Un parachute en polyester de 18 mètres de diamètre est éjecté et se déploie. 7 secondes plus tard, le bouclier thermique est largué et l'engin, suspendu à 30 mètres du parachute, continue sa descente jusqu'à 1 400 mètres d'altitude. Sa vitesse est alors tombée à 280 km/h.

Trois moteurs sont alors mis à feu pendant trente secondes et le parachute est largué. Ce sont les pieds de l'engin qui absorbent le choc final sur le sol, à la vitesse d'environ 9 km/h. Les moteurs ont coupés dès que l'un des pieds de l'engin touche le sol. — D. V.

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHÈRESSE

Hausse de 8,75 % des prix des aliments du bétail

Les pouvoirs publics ont pris durant le week-end trois mesures concernant l'alimentation du bétail pour répondre à la fois au soul des éleveurs d'assurer la nourriture du cheptel, malgré les mauvaises récoltes fourragères, et au désir des fabricants de répercuter la hausse des matières premières.

● Les aliments composés de type classique subissent, à partir de ce lundi 17 juillet, une hausse de 8,75 %.

● Un aliment bovin complémentaire de la paille, dont l'approvisionnement sera garanti aux exploitants, sera mis à leur disposition à partir du 1^{er} août 1976, au prix de 1 F le kilo rendu exploitation.

● Un aliment complet destiné aux éleveurs utilisant également des céréales pour l'alimentation du bétail sera disponible sous forme de granulés au prix de 1,30 F le kilo rendu exploitation, à partir du 1^{er} août.

M. Pierre Méhaignerie, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, qui a visité, le 18 juillet, le département des Deux-Sèvres, particulièrement touché par la sécheresse, s'est pour sa part déclaré favorable à l'action d'aides directes aux agriculteurs, dans la conjoncture actuelle, de préférence aux prêts du fonds-canaliers. « Les aides, a-t-il dit, doivent être payées rapidement si l'on veut qu'elles jouent leur rôle ».

Les agriculteurs eux ne sont pas satisfaits du concours de l'armée. M. Jean Steib, président de la chambre d'agriculture du Haut-Rhin, considère qu'elle

« coûte » trop cher à utiliser et que le règlement ne permettant pas de garder les hommes plusieurs jours sur une exploitation est inadéquat. « Il existe, selon lui, un écart énorme entre les déclarations gouvernementales et la réalité ».

De son côté, l'association des Paysans travailleurs a demandé qu'un acompte de 5 000 F soit versé immédiatement aux exploitants victimes de la sécheresse, acompte à valoir sur des aides directes, ajustées ultérieurement. En outre, les Paysans travailleurs ont souhaité la prise en charge par l'Etat des intérêts des emprunts, l'organisation du stockage de la paille, le paiement du litre de lait à 1,10 F contre 0,80 F environ actuellement.

Pour sa part, le Mouvement des travailleurs ruraux (MONATAR) a demandé que des aides directes soient attribuées aux petites et moyennes exploitations dont le « outil de travail » est compromis par la sécheresse.

A Lannemezan, les agriculteurs bloquent toujours l'accès de l'usine Fochet, pour protester contre les rejets de fluor dans la rivière Neste. Ce produit influe sur la santé du bétail qui s'abreuve dans ce cours d'eau.

M. Edouard Leclerc met fin au rabais de 20 centimes sur l'essence

De notre correspondant

Brest. — La « guerre de l'essence » n'aura duré que soixante heures. M. Edouard Leclerc a rapporté dimanche 18 juillet sa décision d'abaisser de 20 centimes le prix de l'essence et du super dans les cent cinquante centres portant son panacheau. Pourquoi cette volte-face ? « Je suis parvenu à mes fins, estime M. Leclerc. Mon dossier est maintenant à l'Elysée. C'est ce que je souhaitais. J'arrête donc mon mouvement, car je ne veux pas faire pression sur le président de la République ».

Selon M. Leclerc, le chef de l'Etat pourrait ordonner que sa demande de permis de construire, déposée l'an dernier, pour agrandir son magasin de Kergaradec à Brest, soit inscrite dans les meilleurs délais. Or la commission départementale d'urbanisme commercial, qui se réunit le 27 juillet à Quimper, avait inscrit jusqu'à présent deux autres affaires que la sienne à son ordre du jour. D'où sa réaction brutale sous la forme d'une « grève des bénéfices ».

Son initiative, approuvée des automobilistes, n'avait été guère prise des pouvoirs publics et des détaillants en carburant. Les premiers ont déposé une plainte, par l'intermédiaire du contrôle économique, contre l'épicerie de Landerneau pour « rabais illégal ». Les seconds ont chargé la Chambre syndicale nationale des constructeurs de des moteurs d'autos et automobiles d'assigner M. Leclerc en « rétro » pour concurrence déloyale : ils demandent au tribunal de leur accorder 10 000 F de dommages et intérêts pour préjudice.

Ces poursuites n'empêchent pas M. Leclerc ; il en va d'autres. Tout en réclamant une étude rapide de son dossier, il fait une fois de plus le procès de la chaîne Carrefour, qui a l'intention d'installer un magasin à proximité de chez lui par l'entremise d'un promoteur rassemblant des commerçants du Landerneau-Nord.

A ce propos, M. Leclerc affirme : « Carrefour ne possède pas le terrain sur lequel il veut ouvrir un hyper-marché de 30 000 mètres carrés. Ce terrain est situé sur la zone d'action concertée de Brest. Il appartient à plusieurs propriétaires qu'on va exproprier ».

Pour des intérêts privés, on va manifester contre le péage sur l'autoroute A-4. — Une centaine de personnes, répondant à l'appel des trois fédérations communistes du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, manifestent depuis 9 h. 30, ce lundi matin, sur l'autoroute A-4, à Saint-Maurice (Val-de-Marne), pour protester contre le début des travaux du poste de péage. Les manifestants affirment qu'ils resteront « sur place jusqu'à ce que la décision soit prise d'arrêter les travaux ».

Le numéro du « Monde » daté 18-19 juillet 1976 a été tiré à 485 285 exemplaires.

PARENTS
Ne laissez pas vos enfants seuls du 1^{er} au 15 septembre

LE COMITÉ D'ACCUEIL
A ORGANISÉ TOUT UN VILLAGE TUNISIEN POUR LES ACCUEILLIR

Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.97

du 2 au 22
Juillet

sol des d'été

NICOLL
la tradition anglaise du vêtement

29 RUE TRONCHET
PARIS 8^e

« Il faut savoir voyager »
JACQUES LAM
L'ETE
75000

هنا من المنزل